

Plenumvergadering

van

DONDERDAG 27 NOVEMBER 2025

Voormiddag

Séance plénière

du

JEUDI 27 NOVEMBRE 2025

Matin

De vergadering van donderdag 27 november 2025 wordt hervat om 08.08 uur en voorgezeten door de heer Peter De Roover, voorzitter.

La séance du jeudi 27 novembre 2025 est reprise à 08 h 08 et présidée par M. Peter De Roover, président.

De **voorzitter**: De vergadering is hervat.

La séance est reprise.

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement

Aan de orde is de hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement.

We hervatten de vergadering na een, neem ik aan, deugddoende pauze.

La parole est à Mme Schlitz.

01.01 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Bonjour à toutes et tous. C'est à moi qu'incombe la lourde tâche de reprendre ces discussions après une courte nuit. D'ailleurs, tout le monde n'a pas réussi à se lever pour venir nous rejoindre ce matin.

Chers collègues, nous avons déjà eu beaucoup de discussions pendant les heures qui viennent de s'écouler. Pour commencer, j'aimerais rétablir un fait que les partis de la majorité tentent de nier: un budget, c'est toujours un choix politique. Quand on vous écoute, on vous entend presque nous dire: "Ne tirez pas sur le messager, nous n'avions pas le choix!" Mais, chers collègues, c'est toujours un choix. Un budget n'est jamais neutre. Il décrit, il raconte le monde que nous voulons construire, le monde que vous voulez construire.

J'aimerais m'adresser à ceux qui vont subir les mesures injustes de votre gouvernement, monsieur De Wever. Quand vous ne rallumez pas le chauffage parce que vous avez peur des factures, c'est la conséquence directe de décisions de ce gouvernement. Quand on demande à votre amie qui est en chimiothérapie quand elle pourra revenir au travail, c'est la conséquence de décisions de ce gouvernement. Quand, en tant qu'enseignante, votre salaire reste bloqué pendant qu'on vous oblige à travailler deux heures de plus sans aucune compensation, c'est le résultat d'un mépris pour votre métier et de leur admiration pour les plus privilégiés. Ce sont des choix politiques.

La bonne nouvelle dans tout ça, car il y en a une, c'est que cela signifie que des alternatives existent, que ce n'est pas une fatalité et qu'un autre budget serait possible pour que chacune et chacun puisse bien vivre en Belgique.

Quand j'écoute les citoyens, dans le bus, dans le train, sur les piquets de grève, je sens que nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas vouloir de ce modèle qui épuise, qui punit, qui contrôle, qui surveille, qui produit pour produire, sans fin, qui épuise sans égard pour les limites des corps ou de la planète.

Ce que ce gouvernement refuse de voir, c'est qu'aujourd'hui, les jeunes générations veulent un travail qui a du sens. Quand le Forum des Jeunes leur demande pourquoi ils choisissent un employeur plutôt qu'un autre, c'est l'ambiance de travail et les valeurs humaines de l'entreprise qui sont les critères les

plus cités, bien devant les perspectives salariales.

Vous, au lieu de sentir et d'accepter, de vous appuyer sur cette lame de fond, vous tentez de la modifier, de l'arrêter à tout prix. Ce que je vois arriver, c'est que vous allez vous heurter à ce changement brutalement, violemment. C'est cela qui va mener à l'échec de tous les plans que vous faites sur la comète.

Vous annoncez vouloir résoudre une crise de 2025 avec des recettes des années 1990. Comme Mme Thatcher, vous cherchez des coupables, vous désignez des boucs émissaires, vous stigmatisez, vous méprisez les mouvements sociaux et vous giflez plutôt que de tendre la main.

Face à cela, je suis convaincue qu'il faut remettre le capital humain et naturel au centre de nos préoccupations. On ne peut pas prétendre vouloir préserver les pensions de nos enfants et de nos petits-enfants tout en se fichant de leur capacité à respirer un air sain, à se nourrir ou tout simplement à vivre dignement. C'est incohérent et c'est malhonnête.

J'affirme au contraire que la qualité de vie, aujourd'hui et demain, doit redevenir la finalité du politique et de l'économique. Notre cap, c'est la suffisance, la prévoyance, la soutenabilité et le fait de pouvoir mener une vie digne. Pour chaque choix injuste, il y avait un choix juste, et c'est ce que je vais vous démontrer.

Premièrement, nous allons un peu parler climat, quand même, parce qu'on ne peut pas dire que nous en ayons beaucoup parlé au cours des dernières heures. Ce gouvernement confond transition et punition. Tout ce que vous faites avec des micro-mesures climatiques, c'est tenter de remplir les caisses. Vous ne tentez absolument pas de répondre à l'enjeu de ce siècle.

Vous décidez d'augmenter les accises sur le gaz pour diminuer celles sur l'électricité. En fait, ce qui va se passer, c'est que vous prenez au piège des personnes qui n'ont absolument rien mal fait, alors que vous les punissez. Ce sont des gens qui, dès le 1^{er} janvier 2026, vont avoir une augmentation de facture, sans pouvoir changer quoi que ce soit à la réalité des faits. Un locataire, qu'a-t-il comme responsabilité dans l'installation présente dans son immeuble? Aucune. Quand une personne précaire est propriétaire de son appartement mais n'a pas les moyens de changer l'installation, où sont les aides, où est l'accompagnement, où est la transition dans cette manière d'agir? Je ne les vois pas.

Dans ce cadre, ce qu'il aurait fallu faire et qui n'a pas été fait, ce sont des plans d'accompagnement, un plan massif d'isolation par quartier, le renforcement du soutien à la rénovation. Au lieu de cela, qu'avons-nous vu au niveau des régions? La suppression de ces aides.

Deuxième pilier, ce sont les politiques en matière de santé. Vous traitez la santé comme une simple ligne comptable, mais vos politiques sont totalement incohérentes. On ne comprend pas vos objectifs, parce que vous utilisez le budget de la santé comme une menace. Vous devez vous attaquer aux maladies et à leurs causes, pas aux malades eux-mêmes. Ce qu'on voit ici, ce n'est pas une politique de santé, c'est une politique d'abandon.

Aujourd'hui, dans votre discours, les malades sont clairement la cause de tous les maux de cette société. Ils portent carrément un cinquième de l'effort de ce budget.

Ce que je constate, c'est qu'à aucun moment, vous ne vous demandez pourquoi certaines personnes sont malades. Vous instaurez un régime de suspicion et de punition généralisé envers les médecins; envers les malades qui seront sanctionnés s'ils ne retournent pas au travail suffisamment vite à votre goût; envers les employeurs qui vont se retrouver à devoir payer les quatre premiers mois de maladie de leur employé absent, qu'ils aient une responsabilité dans cette maladie ou non – c'est complètement incohérent; envers les mutualités et l'INAMI qui devront fonctionner sur la base de la coercition pour virer des malades du système d'allocations, sous peine de sanctions financières. C'est eux ou nous, se disent-ils.

Le ministre de la Santé nous dit qu'à politique inchangée, les malades de longue durée augmenteront jusqu'à 680 000 personnes. Mais en quoi ces nouvelles politiques proposées vont-elles faire en sorte qu'il y ait moins de malades? C'est une question que je vous pose. Alors, oui, il y aura moins de personnes sur l'assurance maladie, mais cela ne signifie pas que ces personnes seront moins malades.

Quand on voit l'obsession de votre gouvernement pour multiplier les heures supplémentaires, les flexi-jobs, les jobs étudiants en plus des études... Ce sont des politiques qui vont épuiser la population, épuiser les corps et qui vont les rendre malades, et donc avoir un impact sur le système de santé.

Cerise sur le gâteau, vous avez aussi décidé d'augmenter la TVA sur les activités sportives. Quel est le sens de cette mesure ? Le sport est l'un des piliers de la prévention: "Pour être en bonne santé, faites du sport." Je ne comprends pas le message que vous souhaitez envoyer à la population en augmentant cette TVA.

Chers collègues, en Belgique, nous avons besoin d'un vrai plan, guidé par une boussole, celle de s'assurer que chaque enfant né dans notre pays puisse grandir dans un environnement sain et ne tombe pas malade au cours de sa vie. Cela passe par des plans de prévention. Un euro investi dans la prévention, c'est quatre euros économisés plus tard dans le système de soins de santé. Mais que fait la Région wallonne? Elle coupe dans les politiques de prévention de l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ). Vingt-huit millions, chers amis des Engagés, ont été coupés dans les politiques de prévention au niveau de la Région wallonne. On ne peut prétendre vouloir faire en sorte qu'il y ait moins de malades en Belgique, d'une part, et couper dans les politiques de prévention, d'autre part. Je suis désolée.

Concernant la question de l'environnement sain, on voit également à quel point les préoccupations en matière de non-exposition de la santé des citoyens à des substances nocives ne font absolument pas partie des plans de ce gouvernement, ce que je regrette profondément. En effet, à côté des chiffres, il y a des maladies, telles que les cancers, qui vont toucher des personnes et leurs familles. C'est là un objectif que vous devriez tenter d'atteindre.

Par ailleurs, on n'entend jamais parler non plus de l'accès aux soins. Énormément de personnes reportent des soins, que ce soit par manque d'argent ou de temps pour certaines mères célibataires jonglant avec des agendas impossibles, ou parce qu'aucun rendez-vous n'est disponible avant des mois. C'est là encore un objectif en matière de soins de santé totalement absent des politiques que nous voyons ici se mettre en place.

Troisième pilier: la question de l'emploi. Nous avons déjà longuement parlé de votre vision de l'emploi avec le ministre Clarinval, et je ne la comprends pas. C'est une vision qui va droit dans le mur et qui est totalement en inadéquation avec les critères extrêmement élevés que vous imposez pour pouvoir avoir accès plus tard à une pension complète.

Lorsque vous multipliez les flexi-jobs – des postes qui, par définition, sont occupés par des personnes qui ont déjà un emploi –, que vous multipliez les jobs étudiants – occupés donc par des étudiants –, que, dans le même temps, vous supprimez environ 2 500 emplois dès 2026 via la réforme APE (d'après les premières prévisions), que la réforme de l'enseignement fera passer à la trappe 1 500 emplois d'enseignants et qu'enfin, vous comptez sur 24 000 offres d'emploi, dont moins d'un quart en CDI, pour 240 000 demandeurs d'emploi en Wallonie, je ne comprends pas comment vous pouvez espérer la remise à l'emploi de toutes ces personnes que vous stigmatisez et excluez de l'assurance chômage, compte tenu de la dégradation de la situation économique, avec plus de 15 000 emplois détruits par des faillites au cours des premiers mois de cette année.

Dernier élément, et c'est le nouveau pilier amené sur la table par ce budget 2026, l'augmentation générale du coût de la vie. Ce budget, c'est la classe moyenne qui le ressentira pleinement. Vous décidez en effet d'organiser une hausse globalisée du coût de la vie tout en faisant stagner les revenus le plus possible. L'exemple le plus parlant, c'est bien sûr ce fameux saut d'index qui touchera un travailleur sur deux. Dès 2 600 euros de salaire net, vous êtes considéré comme trop riche pour avoir accès à un index progressif. Pour un pensionné, la situation est encore pire: celui qui touche 1 700 euros de pension est "trop riche" et voit son index gelé.

Tout cela se produit dans un contexte d'augmentation prochaine du coût de la consultation médicale, d'alourdissement des démarches administratives au niveau local à la suite de décisions au niveau régional, d'explosion du coût de l'immobilier ainsi que du prix des loyers, lequel a déjà augmenté de 6,2 % depuis le début de l'année. Ainsi, un appartement mis en location à 945 euros en janvier est dès aujourd'hui mis en location à plus de 1000 euros. Si personne ne s'attaque à cette tendance, si

personne ne s'attache à faire en sorte que chacun et chacune puisse se loger dignement, nous serons confrontés à un problème énorme, peu évoqué mais qui aura des impacts en matière de précarité, en matière de santé, en matière de vie digne tout simplement.

Donc, on ne peut ignorer de tels aspects structurants et prétendre vouloir geler les salaires. Cela va uniquement provoquer une précarisation générale de la population.

Et puis, vous avez également décidé de taxer le sel de la vie, monsieur le premier ministre. Manger une frite, aller à la foire avec ses enfants, faire du sport, participer à une activité récréative avec ses enfants le week-end, tout cela deviendra tout simplement un luxe. Se rendre à un festival avec ses amis va devenir tout bonnement impayable en raison des charges que vous allez imposer sur les campings et sur les *food-trucks*. Certains festivals qui sont encore accessibles aujourd'hui, parce qu'ils se serrent déjà la ceinture, vont peut-être devoir mettre la clef sous la porte.

Ce que vous voulez, monsieur le premier ministre, c'est une vie aussi terne et austère que vos costumes. Vous voulez imposer à la population une vie austère, faite de travail, mais pas de plaisir.

(...): (...)

01.02 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): *Germinal*, voilà! Je vous entends.

Le **président**: M. Lejeune souhaite poser une question.

01.03 Marc Lejeune (Les Engagés): Madame Schlitz, non, nous ne nous dirigeons pas vers *Germinal*, rassurez-vous. Avec tout le respect que j'ai pour vous, et je sais que vous travaillez beaucoup vos interventions, je voudrais vous dire que, depuis le début de ce débat, je suis vraiment étonné – et je suppose ne pas être le seul – et stupéfait par vos choix incohérents. Tout à l'heure, vous avez parlé de cohérence. Je me demande s'il reste encore des écolos dans la salle et dans ce Parlement, au vu de vos positions. Vous êtes contre la taxe sur le kérosène, contre les deux euros sur les petits colis, contre la TVA sur les pesticides – qui vise à se conformer à une obligation européenne –, contre les accises sur le gaz. Pire encore, vous êtes contre la baisse des accises sur l'électricité, qui est une énergie décarbonée vers laquelle, vous le savez bien, nous devons tous tendre puisque nous devons décarboner toutes nos actions et sortir progressivement des énergies fossiles. Ce budget combine assainissement et investissement dans une transition progressive, juste et efficace, au lieu de se contenter de slogans. Ne le pensez-vous pas?

Je vous remercie.

01.04 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur Lejeune, merci de votre question.

Eh bien, tout simplement, vous m'avez comprise: je suis contre l'écologie punitive. (*Rires*)

Parce que je refuse qu'on utilise l'écologie. C'est écrit ici: "Écofiscalité". Cela s'appelle ainsi. Mais où est l'écofiscalité dans tout cela? Moi, je veux qu'on organise des plans d'accompagnement de la population pour une transition écologique, évidemment, mais on ne peut pas venir prendre de l'argent dans le portefeuille des citoyens en prétendant que c'est au nom de l'écologie, alors que c'est simplement en vue de boucler un budget. Si vous voulez agir sur une transition énergétique, allez-y et développez un véritable plan d'accompagnement! Qu'ont donc à voir là-dedans les locataires qui vont se retrouver avec des factures de gaz en augmentation? Qu'ont-ils à voir dans tout cela? Ce ne sont pas eux qui ont formé ces choix (...)

Le **président**: Merci, madame Schlitz. Voulez-vous continuer?

01.05 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je vais laisser répondre M. Lejeune.

01.06 Marc Lejeune (Les Engagés): Madame Schlitz, écoutez, celui qui ne veut pas avancer trouve toujours de mauvaises raisons pour le faire.

Les énergies fossiles sont cinq à dix fois moins taxées que l'électricité. Il faut avancer: c'est un non-sens environnemental autant qu'économique. Donc, l'immobilisme, madame Schlitz, n'est pas une

option. Vous n'allez quand même pas me dire que vous êtes opposée à la taxe sur le kérosène? Vous n'allez quand même pas me dire que vous êtes opposée à la taxe sur les petits colis, qui font le tour de la planète et qui répandent du CO₂ partout, ou que vous êtes contre la TVA sur les pesticides pour un monde meilleur, laquelle remplit nos obligations européennes?

J'estime qu'il faut avancer et ne pas s'arrêter. Notre population et notre environnement méritent mieux que cela. C'étaient vos valeurs, vous les avez abandonnées. J'en prends bonne note. Y a-t-il encore des écolos dans ce Parlement? Eh bien, non! (*Applaudissements*)

01.07 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je vais poursuivre.

Je pense que M. Lejeune a très bien compris où je voulais en venir et que pour moi il faut accompagner, encourager et faire ensemble et pas se limiter à des mesures simplement fiscales qui touchent au portefeuille de manière bête et méchante, sans aucune mesure d'accompagnement et sans transition. Je pense qu'une taxe, pour être réellement honnête et comprise des citoyens, doit s'inscrire dans un plan plus global où chacun et chacune à tous les niveaux fait des efforts, y compris et en particulier au niveau des épaules les plus larges, lesquelles doivent faire des efforts à la hauteur de leur pollution historique et de leur responsabilité face à l'enjeu. Cela s'appelle une vision systémique mais on ne va pas rentrer dans ce débat.

Avec ce gouvernement, les seuls pour qui la vie continue d'être légère, fun, colorée, ce sont les ultra-riches qui eux vont pouvoir continuer à polluer, prendre un jet privé et saccager notre planète. Eux pourront continuer à faire exactement ce qu'ils veulent, épuiser les travailleurs, les faire travailler de nuit sans supplément, etc.

Sur ce volet également, systématiquement, un choix juste a été écarté. Si vous aviez voulu une mesure efficace, vous auriez pu décider d'imposer les revenus du capital de la même manière que le travail. Un euro, un euro, on les taxe de la même manière. Cela vous aurait rapporté 6,5 milliards par an, mais vous avez refusé de le faire. Vous auriez pu instaurer une véritable taxe sur les grandes fortunes qui aurait pu vous rapporter quatre milliards par an.

J'ai un peu l'impression d'assister depuis deux jours à un grand jeu de cache-cache. Personne n'assume, personne ne sait vraiment répondre à tout ce qui se trouve dans tous ces tableaux. Vous espérez clairement que tout cela soit vite derrière vous. Encore hier soir, vous avez essayé de nous contraindre à tenir tous ces débats en pleine nuit, quand il n'y a pas grand monde qui regarde, afin que ça ne dure pas trop longtemps et que vous puissiez passer à autre chose.

(*Rires*)

Simultanément, on voit une publication sponsorisée des Engagés sur le site du *Soir* qui annonce quoi? Une diminution du prix de l'électricité. Mais soyez honnêtes avec la population! Annoncez en même temps l'augmentation du prix du gaz, que les gens puissent dès maintenant...

01.08 Pierre-Yves Dermagne (PS): (...)

Le **président**: Madame Schlitz, le premier ministre demande la parole.

01.09 Bart De Wever, premier ministre: Je commence à comprendre pourquoi l'électeur a été un peu punitif à votre égard, madame Schlitz. Vous plaidez en effet contre les accises sur le gaz, alors qu'au niveau européen, les écologistes ont plaidé pour l'obligation d'augmenter la TVA jusqu'à 21 % à court terme.

Expliquez donc pourquoi vous avez fait cela.

01.10 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je vous remercie, monsieur le premier ministre, pour votre participation au débat.

Nous avons fait cela parce que nous avons un enjeu climatique et des objectifs à atteindre. Cependant, ici, vous décidez d'accélérer brutalement cette augmentation sans aucune mesure d'accompagnement. C'est ce que je vous reproche.

Quelles sont donc les mesures d'accompagnement, si vous contestez? Vous avez carrément supprimé celles qui visaient à aider la population en matière d'isolation des logements. Où sont les mesures pour accompagner les locataires? Que vont faire les personnes qui habitent dans des logements mal isolés, sur lesquels elles n'ont pas la main? Voilà ma question!

Chers collègues, je vais conclure pour laisser la place à mon collègue Stefaan Van Hecke, qui est impatient de pouvoir également vous adresser quelques mots.

Lorsque vous vous inscrivez dans une logique de suspicion permanente, de contrôle, lorsque vous appuyez sur la part égoïste, la petite bête méchante que nous avons tous en nous, et que vous cherchez à stigmatiser des boucs émissaires pour excuser certaines de vos décisions peu reluisantes, je pense que vous passez à côté d'une richesse énorme que nous avons ici en Belgique.

Notre population est généreuse, altruiste et courageuse. Nous avons vu pendant les inondations à quel point cette solidarité s'est mise en mouvement: nous avons vu arriver des Flamands pour soutenir les populations en région liégeoise. Nous l'avons également vu pendant le covid, quand les soignants se levaient chaque matin en bravant la maladie pour venir aider et soigner des personnes malades. Encore aujourd'hui, nous le voyons chaque jour, avec des aidants proches qui, sans un euro de plus, s'occupent et prennent le relais de l'État auprès d'une personne malade ou en situation de handicap. On voit des grands-parents qui, mieux que partout ailleurs en Europe, s'occupent et prennent soin de leurs petits-enfants pour permettre aux parents de travailler. Nous avons donc une population qui se lève chaque matin pour aller travailler, qui a envie d'aider son prochain, qui est là, qui est mobilisée.

Plutôt que de voir ce verre à moitié plein, de vous appuyer sur cet élan, sur cette richesse, vous choisissez de voir toujours le verre à moitié vide. Cela va nous mener dans le mur, alors que vous devriez plutôt vous mettre dans une perspective d'accompagnement et vous appuyer sur cette population qui est prête à se lever chaque matin pour aller travailler.

Je vous remercie.

01.11 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Goedemorgen, mijnheer de premier, mijnheer de voorzitter, dank u voor de beslissing van gisteren om het debat vanmorgen te hervatten. Dat lijkt me een goede zaak.

Mijnheer de premier, jullie besparen op pensioenen en noemen dat 'ons land voorbereiden op de toekomst'. Jullie zetten de aanval in op de automatische indexering van lonen en uitkeringen en noemen dat 'de index redden'. Je moet het maar durven. Jullie zeggen dat de zwaarste schouders ook een belangrijke bijdrage leveren, maar jullie indexsprong treft 40 % van de werknemers en 50 % van de gepensioneerden. Jullie straffen de langdurig zieken, besparen intussen op de gezondheidszorg en maken de dokter duurder. Jullie zeggen dat besparen nodig is, maar jullie slaan zelf ook stevige gaten in de sociale zekerheid en in de fiscale inkomsten.

Jullie spreken over het veiligstellen van de toekomst, mijnheer de premier – *nous faisons ce qui est juste pour nos enfants et nos petits-enfants* –, maar jullie laten het klimaat vallen als een baksteen. Premier, u sprak het woord 'klimaat' niet één keer uit, niet één keer.

Laat mij duidelijk zijn, dit is geen evenwichtig akkoord. Het is stampen naar beneden, naar wie werkloos is en naar wie langdurig ziek is. Jullie viseren gepensioneerden, mensen die hard werken, en de sterkste schouders sparen jullie. De bijdrage van de sterkste schouders is, doorheen al die tabellen, belachelijk laag. We hebben het uitgerekend. Van hen vragen jullie acht keer minder dan van mensen met een ziekte, mensen die pech hebben, die een klein pensioen hebben of die afhankelijk zijn van de gezondheidszorg. En dat noemen jullie dan evenwichtig. Collega's, dit is niet onze begroting, dit is koud en kil rechts beleid.

Ik zal even de beslissingen overlopen die u hebt genomen. Er zijn er gisteren al veel aan bod gekomen. Ik begin met de centenindex. Ik kom eerst tot de basis. Waarom hebben we een index? Ik vind het erg dat ik dat moet uitleggen aan de socialisten. De index is er om de lonen en pensioenen mee te laten stijgen wanneer de winkelkar duurder wordt. Zo wordt de koopkracht van de bevolking op peil gehouden. Door aan dat mechanisme te morrelen, raken jullie aan de fundamenteën van de

automatische index. Wij zijn bezorgd, want als jullie die truc deze keer gebruiken, is het best mogelijk dat jullie later – het gat in de begroting zal niet weg zijn over zes maanden of een jaar – zullen overwegen om hem te verlengen voor een paar jaar of om te morrelen aan het plafond van 4.000 en 2.000 euro.

Jullie hebben een debat geopend en een truc gebruikt die nog vaker kan worden ingezet en daar zijn wij zeer bezorgd over. Daarmee treffen jullie vol de middenklasse. Meer dan 40 % van de werknemers verdient meer dan 4.000 euro bruto. We hebben het daarover gehad. Hoe dat zal worden berekend, is blijkbaar nog een heel zware discussie in de regering. De helft van de gepensioneerden ziet zijn pensioen afgetopt door de indexsprong vanaf 2.000 euro. Dat, collega's, zijn niet de sterkste schouders.

De gewone mensen worden getroffen, zij die in de fabriek werken, aan de lopende band, mensen in het onderwijs of ambtenaren. Het is ongelooflijk dat de socialisten van Vooruit dat mee doorvoeren. Dat is totaal onbegrijpelijk. Onze boodschap, collega's, is heel duidelijk: blijf van die index af.

Dan is er de btw-verhoging. Wekenlang lag er een voorstel op tafel om een algemene btw-verhoging door te voeren die 3 miljard zou opbrengen. Plots kwam er een bericht, een wat triomfantelijk bericht, dat die piste van tafel was en dat het klavertje vier van de premier een klavertje drie geworden zou zijn, maar vandaag is de btw terug. Het is geen algemene verhoging van 21 % naar 22 %, maar een verschuiving van producten naar een ander btw-tarief. Dat brengt om en bij de 685 miljoen euro op.

Collega's, het is geen probleem dat de btw voor sommige producten stijgt, zoals voor pesticiden. Die zijn namelijk slecht voor het milieu en de gezondheid en die mogen zeker aangepakt worden, maar beseffen jullie wat de gevolgen zijn van een verhoging in de sector van de sport en de festivals? Jullie sturen de factuur liever naar onze kinderen en kleinkinderen die in de zomer naar een festival gaan dan dat jullie de grootste vermogens aanpakken. Zo krijgt inderdaad ook de jeugd de rekening gepresenteerd van de regering. Het antwoord dat we gisteren voortdurend kregen van de heer Ronse – hij is er nu niet – was dat we ook rekening dienen te houden met de belastingverlagingen waartoe is beslist. Jongeren en studenten die nog niet werken, ontvangen daar evenwel niets van. Zij mogen alleen maar betalen en krijgen er niets bij. Hetzelfde geldt trouwens voor de gepensioneerden.

Door de hogere accijnzen wordt het gas duurder. Jullie proberen dat te verkopen als een groene maatregel. Dat is goed geprobeerd, maar daar trappen we niet in. Als men de prijs van het gas verhoogt, dan moeten de prijs van elektriciteit drastisch naar beneden. Men moet de mensen ook helpen om zich los te maken van gas door hen te helpen renoveren bijvoorbeeld, maar dat doen jullie niet. Integendeel, de energiefactuur gaat omhoog. Jullie jagen de mensen op kosten en ondertussen maken jullie renoveren op Vlaams en op Waals niveau moeilijker en duurder.

Mijnheer de premier, wat zullen jullie doen, of nog extra doen, om de mensen te helpen de shift te maken van duur gas naar goedkopere elektriciteit? Jullie geven daarop geen antwoord. Maak mij dus niet wijs dat dat een groene maatregel is. In de cijfers is te zien dat het een budgettaire maatregel is die mensen opzadelt met duurdere facturen. Jullie proberen er een ecologisch sausje over te gieten.

Mijnheer de premier, u trok naar de verkiezingen met de belofte dat u financieel orde op zaken zou stellen. U zou het eens oplossen. U doet het graag voorkomen alsof u de goede huisvader bent. Misschien begrijpt u het beter als *bonus pater familias*. Ik ben geen latinist, maar ik gebruik af en toe een Latijns woordje om een beetje connectie te zoeken met u. Een goede huisvader draagt zorg voor zijn woning. Als er ergens een leiding lekt, dan herstelt hij die. Premier De Wever, het is al herhaaldelijk gezegd: er lekt geld weg uit uw staatskas. Daarvoor verwijzen we naar het laatste rapport van het Monitoringcomité. Het staat er zwart op wit. Concreet zorgt dat, collega's, voor ongeveer 8 à 9 miljard euro aan minderinkomsten in 2029. Als u de moeite had genomen om dat lek te verhelpen, dan had u het geld niet moeten zoeken bij de gewone mensen en dan hadden we hier een heel ander debat gehad.

U verwees gisteren naar de moeilijke besparingen in de jaren 90. Inderdaad, toen waren de budgettaire problemen ook groot, enorm zelfs, maar uzelf vergelijken met Jean-Luc Dehaene, mijnheer de premier, dat ruikt toch wel een beetje naar hoogmoed. Het verschil tussen jullie is eigenlijk wel groot. Ik heb erover nagedacht, want die vergelijking werd gisteren volop gemaakt. De heer Dehaene was een verbindend persoon. Hij maakte van zijn regering een team dat de doelen bereikte. De 3 % van Maastricht heeft hij gehaald. Bij u is dat nog niet echt gelukt.

De heer Dehaene pakte de problemen effectief aan. Hij werd de loodgieter genoemd. Dat vind ik eigenlijk enigszins denigrerend, maar er zit ook iets positiefs in. Die vergelijking is vandaag meer dan relevant. Een loodgieter stopt het lekken. U daarentegen, premier, maakt de lekken in de begroting alleen maar groter.

Wat zijn die lekken? Een eerste lek is het steeds stijgend gebruik van managementvennootschappen. Het groeiende gebruik van managementvennootschappen leidt tot een daling van de belastinginkomsten op arbeid. Op vijf jaar tijd, collega's, is het aantal managementvennootschappen bijna verdubbeld, van 41.500 naar 80.000. Het gebruik van managementvennootschappen heeft echter ook een prijs. De studiedienst van de ACV berekende dat dit de staat tot 2,5 miljard euro aan misgelopen inkomsten kost.

Ik heb nog een ander cijfer, collega's. Professor Moesen – geen groene, voor zover ik weet – verwijst naar gegevens van de Wereldbank. In België hebben we 67 vennootschappen per 10.000 inwoners. In Duitsland zijn dat er 12. Wij hebben er dus vijf keer meer. Dat zegt toch wel genoeg, collega's. Als dat zou betekenen dat we per inwoner zoveel meer goeddraaiende kmo's zouden hebben, dan zou dat zeer goed nieuws zijn. Het is echter geen goed nieuws als dat betekent dat die vennootschappen alleen bedoeld zijn om minder belastingen te betalen.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hecke, de premier wil even het woord.

01.12 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik ben nog geen tien minuten bezig.

De **voorzitter**: Toch wel, uw collega heeft die tien minuten al opgesoupeerd.

01.13 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Oké.

01.14 Eerste minister **Bart De Wever**: Meneer Van Hecke, ik vind dat ongelooflijk interessant. U zegt dat dat de afgelopen vijf jaar gebeurd is. Wie was er eigenlijk de afgelopen vijf jaar aan het bewind? Kunt u eens opsommen welke maatregelen onder uw verantwoordelijkheid genomen zijn om die nefaste evolutie te stoppen? Ik hoor graag de volledige lijst.

01.15 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik verwijs naar het rapport van het Monitoringcomité van september en naar dat van juni. Dat waren rapporten die nog geen betrekking hadden op uw regeerperiode. Ik zal daar verder op ingaan, want ik zal u wijzen op wat de vorige regering heeft gedaan voor de andere lekken en wat u aan het terugdraaien bent. Geloof mij, mijnheer de premier, ik zal niet teruggaan tot de industriële revolutie. Dat beloof ik u. Als u even geduld hebt, kom ik ertoe in mijn toespraak.

01.16 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik vind het interessant dat de regering de oppositie begint te ondervragen, mijnheer de eerste minister.

Mijnheer Van Hecke, als ik de tabel bekijk die door de eerste minister is rondgedeeld, dan bevat die tabel een lijn over de strijd tegen vervennootschappelijking, zagezegd de strijd tegen de managementvennootschappen. De heer Vandenbroucke heeft dat gisteren ook aangehaald.

Hoe komt het dat men niet alleen de managementvennootschappen gaat treffen, maar ook alle kmo's in dit land? Alle kleine vennootschappen, mijnheer de eerste minister, zullen worden getroffen. U schudt het hoofd, maar dat is de realiteit. Ze worden getroffen door een roerende voorheffing die stijgt van 15 % naar 18 %, een belastingverhoging van 20 % op honderdduizenden zelfstandigen, bakkers en beenhouwers dus. Zij hebben niets te maken met die managementvennootschappen. Dat is uw verantwoordelijkheid, mijnheer de eerste minister. U verhoogt de belastingen op de kleine bedrijven, die daar niet om hebben gevraagd.

01.17 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Het is een interessant debat tussen twee eerder rechtse partijen. Ik luister altijd met veel aandacht naar de heer Van Quickenborne, maar wij kijken toch anders naar die heel concrete maatregel. Wij hebben die budgettaire lijn namelijk ook gezien. Als men geld uit die vennootschappen haalt, ongeacht of het om een managementvennootschap gaat of niet, zal dat niet langer aan 15 %, maar aan 18 % procent worden belast. Dat is dus een stijging met 3 %. Toch

klopt men zich op de borst dat men daarmee de vervennootschappelijking zal tegengaan.

Dat betekent echter ten eerste niet dat de misbruiken zullen worden aangepakt en ten tweede blijft het nog altijd een soldentarium van 18 %. Iedereen hier in de zaal die werkt en inkomsten uit arbeid heeft, betaalt namelijk gemakkelijk 30 %, 35 % of 40 % belastingen. Als men dat geld uit een vennootschap haalt, gaat het van 15 % naar 18 %. Het blijft dus een soldentarium.

01.18 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Van Hecke, eerst en vooral, *know your logics*. Op dat geld is eerder al belasting betaald. De vennootschapsbelasting is al betaald, 25 % of 20 %, plus nog eens de roerende voorheffing. Er worden dus wel degelijk belastingen betaald.

Ik keer graag terug naar het stilzwijgen van de eerste minister op dit punt. Waarom verhoogt u, mijnheer de eerste minister – mijnheer Van Hecke, ik richt mij nog steeds tot u – de belasting op kmo's, op kleine vennootschappen – en dat zijn er volgens UNIZO 400.000 à 500.000 in dit land – van 15 % naar 18 %? Dat gaat over het pensioen van mensen, over de buffer die zij hebben opgebouwd, mensen die risico nemen, die niet kunnen genieten van een werkloosheidsuitkering, die niet kunnen genieten van een opzegvergoeding, die niet kunnen genieten van allerlei voordelen waar werknemers wel aanspraak op kunnen maken. Mijnheer de eerste minister, ik begrijp dat niet en ik hoor nog altijd geen antwoord.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hecke, gaat u verder.

01.19 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Van Quickenborne, ik denk dat de regering die keuze heeft gemaakt omdat zij geld nodig heeft. Daarom gaat men van 15 naar 18 %. Ik begrijp niet waarom de regering de strijd tegen het misbruik van die vennootschappen tegengaat, terwijl er wel veel mensen in die vennootschappen zitten die zichzelf een minimumloon uitkeren, maar vooral fiscaal gunstige dividenden.

Mijnheer Van Quickenborne, met alle respect, maar wat de aanpak van de vervennootschappelijking betreft, zitten we wel degelijk op een andere lijn. Wij willen daar een veel forser beleid.

Het tweede lek – en ik wil zeker ingaan op de uitdaging van de premier – betreft de uitbreiding van het gebruik van flexi-jobs. Dat zuigt de sociale zekerheid leeg, collega's. In het tweede kwartaal van 2024 waren er 172.000 flexi-jobbers. In 2023 waren dat er 142.000. Dat is een stijging met meer dan 20 % op een jaar tijd.

Het probleem is dat het systeem steeds meer wordt gebruikt voor doeleinden waarvoor het niet was voorzien, namelijk het opvangen van plotse pieken in bepaalde sectoren, bijvoorbeeld in de horeca. Daarvoor is het systeem bedoeld en dat is logisch. Nu gebeurt het zelfs dat werknemers – we hebben daar voorbeelden van – die fulltime werken, bewust vier vijfde gaan werken om daarnaast een flexi-job van een vijfde op te nemen, waarvoor dan geen bijdragen aan de sociale zekerheid en geen belastingen moeten worden betaald. Daarvoor is het systeem niet uitgevonden en niet opgezet.

Wat nog erger is, mijnheer de premier, is dat uw regering nog verder gaat. U zult het uitbreiden naar bijna alle sectoren en het bedrag dat men op jaarbasis mag verdienen stijgt van 12.000 naar 18.000 euro. Zo slaat u een gat in de sociale zekerheid, dat nooit eerder is gezien. Binnen enkele jaren zullen we de rekening daarvoor gepresenteerd krijgen.

01.20 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Van Hecke, de flexi-jobs zijn de beste tewerkstellingsmaatregel van de afgelopen 40 à 50 jaar. Meer dan 200.000 gepensioneerden en mensen die al aan de slag zijn, kunnen zo een extra job uitoefenen. Zij betalen reeds de volle pot of hebben de volle pot betaald voor de sociale zekerheid. Het is onder u, mijnheer Van Hecke, en in de vorige regering dat we het systeem systematisch hebben uitgebreid. We hebben het nog gewijzigd in 2018, in 2020 en in 2022. We hebben het naar meer dan 23 sectoren verder uitgebreid.

Het klopt echter dat het systeem in 2015 is ingevoerd onder de Zweedse regering op vraag van de liberalen en dat het in 2020 en 2022 werd uitgebreid toen u mee in de regering zat. Ik weet dat dat voor u niet evident was en we hebben daar veel over gediscussieerd, maar vandaag zijn er al meer dan 250.000 mensen die er gebruik van maken. Men zal het nu uitbreiden naar alle sectoren en uiteraard zullen wij dat steunen. Dat is evident, want dat was een uitdrukkelijke vraag van de liberalen.

01.21 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Van Quickenborne, dat was inderdaad een uitdrukkelijke vraag van de liberalen. We hebben jarenlang samen met onze socialistische vrienden hard op de rem gestaan om de uitbreidingen van de flexi-jobregeling, die er vandaag komen, tegen te houden.

Er is een uitbreiding tot stand gekomen, omdat we compromissen moesten sluiten, maar niet de uitbreiding die u vanaf het begin wilde en die nu in het akkoord staat. Zonder Groen in de regering is dit het resultaat dat men krijgt. Het plafond van het belastingvrije flexiloon wordt verhoogd van 12.000 naar 18.000 euro en de regeling wordt uitgebreid naar alle sectoren. Daardoor wordt het gat in de sociale zekerheid en in de belastinginkomsten alsmaar groter. Proficiat! Het lek neemt toe.

Onze boodschap is dan ook duidelijk. Dat lek moet stoppen. Daarvoor hebt u een loodgieter nodig, mijnheer de premier. Ook de Raad van State is trouwens zeer kritisch.

01.22 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Van Hecke, u zei dat er misbruik zou worden gemaakt van de flexi-jobs, omdat mensen bewust in plaats van vijf vijfde te werken, nog maar vier vijfde zouden werken om vervolgens een flexi-job uit te oefenen. Kent u de cijfers wel, mijnheer Van Hecke? Weet u dat bijna 90 % van alle flexi-jobs wordt uitgeoefend door mensen die vijf vijfde werken, dus voltijds tewerkgesteld zijn, en dat maar 10 % wordt uitgeoefend door mensen die vier vijfde werken?

Ten tweede, de mythe dat flexi-jobs de sociale zekerheid zouden ondermijnen, wat minister Van Peteghem en cd&v beweren, is onzin. Het aantal voltijdse banen is immers gestegen, ook in de horeca, en het aantal flexi-jobs is eveneens gestegen. Dit is geen *zero-sum game*. Als de economie groeit, komen er banen bij in het reguliere circuit en bij de flexi-jobs. Zo werkt onze economie.

01.23 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Collega's, het is een interessant debat, dat we waarschijnlijk op een ander moment nog zullen voortzetten.

Wij beschikken over tal van getuigenissen waaruit blijkt dat hetzelfde fenomeen zich ook in het onderwijs voordoet. Het onderwijs zoekt veel personeel, ook zijinstromers. Zelfs in het onderwijs kiezen mensen bewust voor een vier vijfde betrekking, wat voor de betrokken scholen problemen veroorzaakt. We constateren zelfs in de verpleegkunde – ook een sector waar het bijzonder moeilijk is om personeel te vinden – dat verpleegkundigen met een voltijdse job ervoor kiezen vier vijfde te gaan werken en voor het resterende vijfde een flexi-job uit te oefenen. Op die manier creëren we problemen in andere sectoren. Daarvoor was de flexi-jobregeling niet bedoeld.

Recent heeft de Raad van State bij een van de aanpassingen van de flexi-jobregeling een zeer kritisch advies uitgebracht. Mijnheer de premier, u zou dat advies grondig moeten bestuderen. De Raad van State stelt dat de uitbreiding van de regeling mogelijk als staatssteun beschouwd moet worden en ook strijdig kan zijn met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel. We zullen afwachten hoe de regering op die opmerkingen zal antwoorden. Inzake de uitbreiding die u nu plant, zult u mogelijk soortgelijke opmerkingen ontvangen.

Het derde lek, mijnheer de premier, is het oneigenlijk gebruik van auteursrechten. Dat onderwerp is de voorbije uren al even aan bod gekomen. Wie als IT'er voor een werkgever een stukje code schrijft, schrijft geen roman. Een advocaat die conclusies opstelt, schrijft geen toneelstuk, alhoewel daarover bij advocaten nog valt te discussiëren. De vorige regering, met Groen, paste de regelgeving daaromtrent aan, zodat het systeem van auteursrechten alleen gebruikt kan worden door wie daar werkelijk recht op heeft. Het gaat dan om kunstenaars, makers, schrijvers en zelfs journalisten. U wilt die verstrengingen terugdraaien.

Het tegengaan van dat misbruik zou tegen 2024 jaarlijks minstens 5 miljoen hebben opgebracht. Dat was een maatregel van de voorgaande regering. Wij maakten de regeling met de vorige regering dus eerlijker. Deze arizonaregering doet het tegenovergestelde. In plaats van de doelgroep voor auteursrechten te verkleinen, zodat wie er onterecht van gebruikmaakt, uitgesloten wordt, zult u die groep verruimen. Beroepen als IT'er en programmeur mogen er allemaal bij komen. Tegelijk worden de voordelen van het systeem verminderd, meer bepaald het kostenforfait van 50 %, waarover we al gesproken hebben. Daarmee treft u de mensen die vandaag terecht en op normale wijze onder dat systeem vallen. Zij moeten betalen en worden gestraft, omdat de regering van plan is om de auteursrechten uit te breiden naar sectoren die daar eigenlijk geen recht op hebben. Aan zulke lekken

hebben we met de vorige regering gewerkt, maar u niet. Integendeel, u maakt de lekken alleen maar groter.

Mijnheer de premier, u bent geen goede huisvader van dit huis, van ons land, en al helemaal geen loodgieter, want u hebt de problemen niet aangepakt.

Uit het debat van de afgelopen dagen en alle losse eindjes die naar boven zijn gekomen, blijkt dat deze begroting bricolage is. U bent geen loodgieter, maar een budgettaire bricoleur die vervolgens dik doorfactureert aan de gewone mensen. Dat is het resultaat van de begroting die voorligt. Doordat u niet de moeite neemt om te voorkomen dat geld weglekt, zoekt u het elders, bij de gewone mensen. Die voorbeelden zijn gisteren en vandaag al vaak gegeven.

Daar komt bij dat u uw belofte niet waarmaakt. U beloofde ons een begroting op orde. Met deze begroting stevent u echter af op een tekort van minimaal 4,2 % van het bnp. Aan het einde van de vorige legislatuur was dat 2,8 %. Wie heeft het rotten dus gestopt? Mijn collega Vanbesien heeft al vaker gezegd dat Vivaldi het rotten heeft gestopt.

U gaat graag terug in de geschiedenis, mijnheer de premier, maar laten we niet vergeten dat het grote gat in de begroting waarmee we vandaag geconfronteerd worden, het gevolg is van uw vorige regeringsdeelname, onder de Zweedse regering, met een *tax cut* die 9 miljard per jaar kost. Dat slepen we sindsdien jaar na jaar mee. Als u dus in de geschiedenis wil teruggaan, hoeft u niet tot de industriële revolutie te gaan. Kijk gewoon naar de gaten die door de Zweedse regering in de begroting zijn geslagen.

01.24 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik zou het graag hebben over de belastingverlaging, want daar wordt veel mist rond gespuid.

Mijnheer Van Hecke, u verwijst naar de Zweedse regering die inderdaad een *tax cut* van 9 miljard euro doorvoerde. De heer Ronse zei gisteren op televisie dat er nu een belastingverlaging van 5 miljard euro komt, wat historisch zou zijn. Dat klopt echter niet, hij vertelt onzin. Als men de tabel van februari bekijkt, die van de regering-De Wever, gaat het over een netto lastenverlaging van 3,8 miljard euro. Mijnheer Van Hecke, daarvan wordt volgens de tabel hier blijkbaar al onmiddellijk 1 miljard geamputeerd, want doorgeschoven naar 2030. Uiteindelijk blijft er een lastenverlaging over van nog geen 3 miljard euro. Dat is kattenpis in vergelijking met wat de Zweedse regering heeft gedaan. De Zweedse regering voerde een veel forsere lastenverlaging door. Zij heeft ook de vennootschapsbelasting en de werkgeversbijdrage verlaagd. Dat zijn echte hervormingen, terwijl de arizonaregering dat niet doet.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Quickenborne, dat kunt u amper een vraag aan de heer Van Hecke noemen.

01.25 Eerste minister Bart De Wever: Dat zijn interessante cijfers. De Zweedse regering, met de N-VA als grootste partij, heeft een grote lastenverlaging gerealiseerd. Ik ben daar trots op. Deze regering voert ook een lastenverlaging door, en dat in nog moeilijker tijden. Ook daarop ben ik trots.

Onder de vivaldiregering – lees de rapporten van de Nationale Bank – was er sprake van een lastenverhoging van 6 miljard. Daarmee is alles gezegd.

01.26 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): U vergelijkt hervormingsregeringen met crisistregeringen, maar dat is geen juiste vergelijking. Het punt is dat deze regering veel praatjes verkoopt, maar er weinig van terechtbrengt.

Mijnheer de eerste minister, u had een grote lastenverlaging beloofd. Wat krijgen we? 1 miljard euro wordt onmiddellijk doorgeschoven. Bovendien, collega's, waarop kunnen de mensen al zeker rekenen? Belastingverhogingen. Taks, taks, taks!. Dat was gisteren zo, is vandaag zo en zal zo blijven.

Alle btw-verhogingen waarmee mensen worden geconfronteerd, maken hen boos. Ik kom erop terug, maar de eerste minister antwoordt niet, omdat hij geen antwoord heeft. Waarom verhoogt u de belastingen voor kleine ondernemingen, voor bakkers, beenhouwers, dakwerkers, loodgieters en elektriciens in dit land? Kmo's tot 50 werknemers zullen namelijk 20 % meer belastingen moeten betalen door deze regering.

De **voorzitter**: Bedankt, mijnheer Van Quickenborne. Uw fractie neemt straks nog het woord en zal de premier ongetwijfeld nog bevragen.

Mijnheer Van Hecke, u mag uw betoog voortzetten.

01.27 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijn punt was dat deze regering een oefening doet van 9 miljard euro en dat de Zweedse regering een gat van 9 miljard sloeg. Er is dus wel een link.

Er zijn nochtans alternatieven. Naast het dichten van alle door het Monitoringcomité vastgestelde lekken, zijn er nog veel andere maatregelen mogelijk om de mensen niet zoveel pijn te doen. U kunt bijvoorbeeld ook de fiscale fraude serieus aanpakken en dan bedoel ik 'echt serieus'. In februari kondigde u aan dat u daarvoor 300 extra mensen zou aanwerven. Vandaag zegt u dat u er 377 extra in dienst zult nemen. Wanneer we met de minister in debat gaan, blijkt dat de 300 aanwervingen bedoeld zijn om de uitstroom en de pensioneringen op te vangen. Komen de beloofde 377 extra inspecteurs boven op de 300 extra personeelsleden of is dat inclusief de in februari aangekondigde extra mensen? Zijn ze opnieuw bedoeld om pensioneringen op te vangen of betreft het versterking? Als u ernstig te werk gaat, mijnheer de premier, kunt u bij een fiscale fraude van 30 miljard op termijn gemakkelijk 6 à 7 miljard recupereren.

U kunt ook ingrijpen in de subsidies voor fossiele vervuiling. Die bedragen vandaag meer dan 15 miljard. U kunt tevens kijken naar inefficiënte bedrijfssubsidies, waarover we het gisteren hebben gehad. Een recent rapport van de Nationale Bank geeft aan dat ongeveer 25 miljard aan subsidies naar bedrijven gaat, waarvan een deel niet efficiënt is. Ik zal daar niet dieper op ingaan. Hoe dan ook, als u daar met de fijne kam door gaat, kunt u enkele miljarden vinden.

U kunt eveneens werk maken van een vermogensbelasting, een miljonairsbelasting. In aanloop naar de verkiezingen hebben wij een voorstel gedaan dat is berekend door het Planbureau. Dat zou 2 miljard kunnen opbrengen. Het is toch evident om de sterke en de sterkste schouders meer te laten bijdragen? Collega's, de rijken eerlijk laten bijdragen, heeft een enorm breed draagvlak bij de bevolking. Recent hoorde en las ik de volgende tekst. Ik zal die aan u voorleggen, mijnheer de premier, want ik ben benieuwd of u die kent. Ik citeer even. Het is niet in het Latijn, noch een vertaling uit een andere taal. Het is een originele Nederlandse tekst. De tekst luidt als volgt: "Zo zie je, de geschiedenis herhaalt zich. De kleine mens betaalt zich blut. Een kleinigheid voor de 1 % die overblijft. Ze vliegen in raketten naar de hemel of ze schieten ze beneden af. Zeg niet aan mij, dit is onze tegenwoordige tijd."

Premier, weet u van wie die tekst is? Hij komt uit een nummer van het recente album van Pommeliën Thijs. De 1 % blijft buiten schot. Iemand als Pommeliën Thijs en haar generatie heeft het begrepen, maar uw regering niet. Ook u niet, collega van Vooruit.

Mijnheer de premier, u doet de hele tijd alsof er geen alternatief of andere optie is. Niemand in de regering lijkt u tegen te spreken. Uw boodschap aan de UGent was heel zwartgallig, uw boodschap eergisteren in de Kamer ook. U hing een doembeeld op en ging terug tot de industriële revolutie, terwijl u beter naar de Zweedse regering terug had gekeken.

Collega's, er zijn wel degelijk alternatieven. Ze zijn hier namelijk opgesomd. Het is een politieke keuze om het geld te halen bij de gewone mensen, in plaats van bij de rijksten. Die politieke keuze hebt u alle vijf gemaakt.

Mijnheer de premier, stop met TINA, *there is no alternative*. Zoek u een ander lief. Kies voor TAMARA: *there are many alternatives ready and available*. Er zijn alternatieven, veel alternatieven voor de kille maatregelen van deze koude regering. De Belgen verdienen beter.

Mijnheer de premier, wij zullen u het vertrouwen niet geven.

De **voorzitter**: Het woord is aan de heer Seuntjens.

01.28 Oskar Seuntjens (Vooruit): Premier, toen ik eergisteren naar uw speech luisterde, moest ik aan mijn grootvader denken, niet zozeer omdat u eruitziet als een 80-jarige man door de lange en moeilijke onderhandelingen, maar omdat hij geboren is in 1944 en als kind plots een televisie en een wasmachine

in zijn huis zag verschijnen. Later is hij hard gaan werken, zodat hij zijn dochter, mijn mama, verder kon laten studeren. Als vijftiger zag hij de opkomst van computers en gsm's en brak er een nieuwe wereld aan met het einde van de Koude Oorlog. Elke generatie opnieuw zag hij vooruitgang. Elke generatie opnieuw zag hij nieuwe dromen in vervulling gaan en elke generatie opnieuw zag hij de volgende het beter hebben dan de vorige.

De voorbije jaren zag mijn grootvader en velen met hem die zekerheid echter wegvallen. Corona deed de gezondheidszorg op zijn grondvesten daveren. De vergrijzing is het mooiste bewijs van onze welvaartsstaat, maar komt met gigantische uitdagingen. Poetin is een oorlog gestart in Europa en Trump valt onze economie keihard aan. We leven vandaag in een woelige wereld. Het stormt buiten. Als het stormt, zijn er socialisten nodig om de paraplu's eerlijk te verdelen, om de lasten eerlijk te verdelen. Solidariteit is namelijk heel simpel. Dat is uw deel doen en uw deel krijgen. Dat is bijdragen naar vermogen en krijgen naar noden.

Daarom moeten ook politici nu hun deel doen. Er komt geen indexering meer voor ons, de Senaat wordt eindelijk afgeschaft en er wordt echt gesnoeid in de partijfinanciering. Daarom was het voor ons bijzonder belangrijk dat de sterkste schouders hun deel doen.

Dat we moeten hervormen, begrijpen heel veel mensen. Dat maatregelen – moeilijke maatregelen – onvermijdelijk zijn om onze toekomst voor te bereiden en de welvaartsstaat te redden, begrijpen mensen eveneens. Wat mensen wél vragen – terecht – is dat werkelijk iedereen effectief een inspanning levert. Daarvoor zorgen we.

Het akkoord dat nu is gesloten, bevat bijna 2 miljard euro aan extra inspanningen voor de sterkste schouders. Samen met de eerdere maatregelen die al zijn afgeklopt, gaat het om een inspanning van bijna 4,5 miljard euro van die sterkste schouders. Het gaat over een historische meerwaardebelasting, een verdubbeling van de effectentaks, een strengere aanpak van managementvergoedingen, een hogere bankenbijdrage en een turbo in de fraudebestrijding. Bijna 400 nieuwe inspecteurs worden aangeworven voor de strijd tegen sociale en fiscale fraude. Er komt zelfs een nationaal fiscaal parket, zodat Justitie nog kordater kan optreden tegen fraude, belastingontduiking, corruptie en witwassen. Mijnheer Van Quickenborne, we zetten inderdaad datamining in, zodat fiscale fraudeurs nog beter kunnen worden opgespoord, want fraude is diefstal.

Collega's, tegelijkertijd moeten we eerlijk zijn. Wie zegt dat men elk jaar opnieuw 10 miljard euro kunt vinden door alleen maar te kijken naar de sterkste schouders, maakt de mensen iets wijs. De slechtste begroting van Europa lost men niet op met uitsluitend makkelijke en aangename maatregelen. Het tegendeel is waar. Zitten er maatregelen in die iedereen zal voelen? Ja. Zitten er maatregelen in die wij misschien liever niet hadden gezien? Ook dat klopt. De lasten zijn wel eerlijk verdeeld en de hervormingen zijn sociaal gecorrigeerd.

De koopkracht van de mensen hebben we zo goed mogelijk beschermd. Als de prijzen stijgen, collega's, als het leven duurder wordt – bijvoorbeeld door de gasfactuur – moeten de lonen en de pensioenen automatisch meestijgen. Dat is de index. Die blijft voor iedereen bestaan; voor sommigen in procenten, voor anderen uitzonderlijk twee keer in centen. De automatische indexering is en blijft de beste bescherming voor de koopkracht van de mensen.

Het is de moeite waard zich de vraag te stellen hoeveel landen er zijn waar iedereen nog altijd een automatische indexering krijgt en hoeveel landen die behouden in crisistijd. Los van België zijn het er echt niet veel. Daarop mogen we dus fier zijn, collega's.

Dat is niet alles. Het wordt al te snel vergeten, of sommigen willen het bewust niet zeggen, maar daarbovenop zullen de nettolonen stijgen, daarbovenop zullen de minimumlonen tot twee keer toe stijgen en daarbovenop zullen de maaltijdcheques tot twee keer toe stijgen.

Mijnheer de premier, u hebt het gisteren en eergisteren terecht benadrukt: tegen 2030 zullen werknemers netto gemiddeld 1000 euro per jaar meer verdienen. Heel concreet wil dat zeggen dat bijvoorbeeld een alleenstaande mama met twee kinderen, die werkt aan een minimumloon, 150 euro per maand netto meer zal verdienen. Ondanks de moeilijke tijden blijven we investeren in de koopkracht. Dat is de keuze die deze regering maakt.

Collega's, in moeilijke tijden neemt deze regering met Vooruit haar verantwoordelijkheid om het land weer op orde te zetten, om de begroting weer recht te trekken en om op een sociale manier te hervormen, zoals bijvoorbeeld in de pensioenen. Wie vroeg is gestart met zijn loopbaan, moet ook op tijd kunnen stoppen. Na 42 jaar kan men nu op zijn 60ste met pensioen, met tijdelijke werkloosheid en moederschapsrust als gelijkgestelde perioden. Wie het eerste jaar van zijn loopbaan start op 1 september – zoals bijvoorbeeld veel leerkrachten – ziet dat eerste jaar nu toch meegeteld. Wie ziek is, wordt daarvoor niet gestraft in zijn pensioen. Dat is maar eerlijk. Ziekte wordt gelijkgesteld voor de malus, voor het minimumpensioen en dat voor iedereen die elke dag hard zijn best doet. Dat is de keuze die wij maken.

Collega's, wie ziek is, mag niet gestraft worden, maar moet juist geholpen worden. Daar blijven we hard op inzetten. Bijna 4 miljard boven op de index investeren we in gezondheidszorg, voor betaalbare facturen, voor betere zorg en voor het zorgpersoneel. Zij verdienen niet alleen applaus, collega's, zij verdienen ook betere werkomstandigheden en een beter loon.

Beseffen we dat eigenlijk? Ik heb de oppositie veel horen roepen, maar beseffen we hoeveel bijna 4 miljard is, boven op de index, in crisistijd? Dat is de keuze die deze regering gemaakt heeft: blijven investeren in zorg.

We zijn daarbij eerlijk en weten dat investeren alleen niet voldoende is. We zullen blijven hervormen. Minister Vandenbroucke heeft daarom een groot plan op tafel gelegd voor de re-integratie van langdurig zieken. De eerste drie golven hebben ervoor gezorgd dat in totaal 100.000 mensen opnieuw aan de slag zijn gegaan, minstens deeltijds. Nu volgt een volgende stap, een vierde golf. Dat nieuw plan kan alleen slagen als iedereen meewerkt. We vragen opnieuw van iedereen een inspanning, van de werkgevers, van de artsen, van de werknemers, van de ziekenfondsen en van de arbeidsbemiddelingsdiensten. Ook hier zal iedereen zijn deel moeten doen. Dat plan is nodig om mensen niet langer aan hun lot over te laten, om wie kan werken goed te begeleiden en om mensen met gezondheidsproblemen nieuwe kansen te geven.

Collega's, wie echt begaan is met langdurig zieken, laat ze niet los, maar pakt ze juist vast. Wie echt begaan is met langdurig zieken, kijkt niet alleen naar wat ze niet kunnen, maar ook naar wat ze wel nog kunnen. Wie echt begaan is met langdurig zieken, houdt ze niet in isolement, maar trekt ze er net uit. Dat is de keuze die deze regering maakt.

Collega's, mijnheer de premier, ik rond af.

1944, het geboortjaar van mijn grootvader, is ook het geboortjaar van onze sociale zekerheid. We mogen trots zijn op het huis waarop onze welvaartsstaat is gebouwd. Elk huis dat je verwaarloost, dreigt echter te vervallen. Elk huis moet worden onderhouden, geregeld verbouwd en klaargemaakt voor de toekomst. Te lang hebben politici van vorige generaties grote verbouwingen uitgesteld.

Deze regering maakt ons huis van de sociale zekerheid wel klaar voor de toekomst, om de koopkracht van mensen te beschermen, om de pensioenen voor de toekomst te verzekeren en om zorg te blijven garanderen. Op die manier kan ik aan mijn grootvader uitleggen dat we terug hoop geven voor een betere toekomst. Zo kan ik hem uitleggen dat de volgende generaties daarin kunnen blijven investeren en kan ik aan mijn generatie uitleggen dat we voor hun toekomst blijven vechten.

Daarom zal onze fractie straks het vertrouwen geven.

De **voorzitter**: Mijnheer Seuntjens, een aantal collega's wil het daarover met u hebben. Mevrouw De Knop wil dat als eerste doen.

01.29 Irina De Knop (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik zou graag over verschillende onderwerpen het woord nemen, maar ik wil het vooreerst hebben over *money control*. We hebben in de vorige plenaire vergadering al gezegd dat het duidelijk is dat de socialisten die controle willen. De socialisten wantrouwen de mensen en vertrouwen alleen de overheid. Wij vertrouwen mensen. Wat we niet goed begrijpen, is dat de mensen van de N-VA, met name de eerste minister, daarin meegaan. Er is *money control*, er is *doctor control*, er is alles *control*. In godsnaam, waar bent u mee bezig?

01.30 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw De Knop, ik ben heel blij dat u uw debatfiche hebt kunnen

voorlezen. De socialisten kiezen er heel duidelijk voor om fraude harder, efficiënter en doelgerichter te bestrijden en als u daartegen bent, dan zegt dat meer over u dan over ons.

01.31 Irina De Knop (Open Vld): Fraude moet zeker en vast bestreden worden, maar wij zouden daarvoor geen 377 extra controleurs aannemen. We zouden het doen met de mensen die er zijn en dat efficiënt organiseren in plaats van altijd maar meer uitgeven. U kunt maar één iets en dat is uitgeven!

01.32 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, u zei daarnet iets belangrijks. U verwees naar een bedrag van bijna 4 miljard dat zou komen van de sterkste schouders. Ik neem gewoon de tabel met de cijfers. In die tabel staan met betrekking tot de sterkste schouders slechts drie bedragen. En dan reken ik ook nog de bankentaks daarbij, hoewel die daar eigenlijk niet onder hoort, want die wordt aan de gewone burgers doorgerekend en die vallen niet onder de sterkste schouders. Misschien komt er nog de meerwaardebelasting bij, die we nog niet hebben gezien, maar die al heel lang wordt aangekondigd. Zo kom ik uit op 1,262 miljard in deze legislatuur.

Daar kletst u ook fraudebestrijding bij. Fraudebestrijding is bijzonder belangrijk, maar dat betreft niet de sterkste schouders. Dat is iets anders. Dat is ervoor zorgen dat de schouders die moeten betalen, eindelijk betalen. Dat is iets anders dan een miljonairstaks, waarvan ik denk dat uw opa die graag zou hebben gezien.

Mijn vraag is dus zeer eenvoudig. Stop met de mensen te vertellen dat er 4 miljard (...)

01.33 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik noteer om te beginnen dat Groen tegen een bankentaks is. Dat vind ik opvallend. Het betreft een sector die miljarden winst heeft gemaakt en u zegt dat we dat niet moeten doen, dat de gewone mensen dat zullen betalen. Het tegendeel is waar.

Deze regering zal inderdaad een bijdrage vragen van de sterkste schouders, meer dan onder Vivaldi, mevrouw Almaci. We zorgen ervoor dat de belasting op de effectenrekening wordt verdubbeld. Er komt echt een bijdrage van de sterkste schouders, voor in totaal meer dan 4 miljard over de volledige legislatuur.

01.34 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Het is overduidelijk, wanneer het gaat over de harde cijfers en de tabel zoals die voorligt, gaat Vooruit over tot insinuaties die niet kloppen. Dat gebeurde gisteren ook al met minister Vandenbroucke. Dat gebeurt uit onmacht, omdat u niet hebt bereikt wat u met heel veel bombarie in de pers hebt verkocht. U hebt niet bereikt wat u wilde. Gewone burgers leveren acht keer meer in, dan wat u vraagt van de sterkste schouders. Dat is de proportie.

Dan kom ik bij de fiscale fraudebestrijding. Er wordt 1,8 % bespaard op de personeelsmiddelen van de federale overheid, met uitzondering van politie, Defensie en Justitie. Er wordt echter wel bespaard bij Financiën. Er komen 377 mensen bij die zich met fraudebestrijding moeten bezighouden, maar er wordt bespaard op de federale ambtenaren. Waar worden die middelen dan weggehaald? Wat is het nettoresultaat? Kunt u mij dat zeggen? Iets zegt mij dat die fiscale fraude – zeker als ik kijk naar wat de kabinetschef van minister Jambon vertelde – helemaal niet ernstig zal worden aangepakt.

01.35 Minister Frank Vandenbroucke: Mevrouw Almaci, kijk naar wat we beslist hebben sinds de vorming van deze regering, al moet dat natuurlijk nog uitgevoerd worden. Ik heb het onder andere over de meerwaardebelasting. Daarbij gaat het inderdaad over mensen met een belangrijk vermogen die daar een belangrijke winst op maken. Ook komen er strengere vooraarden voor de DBI-af trek van grotere bedrijven. De effectentaks wordt verbeterd en verdubbeld.

De liquidatiereserves zijn inderdaad eigenlijk een manier om veel minder belastingen te betalen waar andere mensen het volle pond betalen. Dat gaat ook over de sterke schouders. We weten immers dat fiscale fraude niet gebeurt door de gewone kleine man.

De bankentaks versterken we. Netjes samengegeld betekent dat, zoals hier al gezegd is, structureel 4,5 miljard op jaarbasis tegen het einde van de legislatuur. Als u een beetje kunt tellen, ziet u dat dat veel meer is dan één achtste van de inspanningen.

01.36 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): De vorige regeringen, waarvan de socialisten sinds de industriële revolutie deel uitmaken, hebben fiscale fraudebestrijding altijd weggehouden van het debat

over de sterkste schouders. En dat is terecht, want fiscale fraudebestrijding is gewoon het aanpakken van illegaliteit.

De sterkste schouders zijn de 1 %. Als Vooruit nu één iets gedaan heeft, dan is het daar veel over toeteren, maar Vooruit heeft niet bereikt waarmee het naar de kiezer getrokken is, namelijk de miljonairstaks, waarvoor alle linkse partijen jullie nochtans zouden steunen.

De harde realiteit, mijnheer Vandenbroucke, ondanks al jullie verdraaiingen, zit gewoon in de cijfers.

Voor de sterkste schouders, collega Seuntjens, komen er drie dingen: de effectentaks, het tegengaan van de vervennootschappelijking en de bankentaks. Daar kan ik nog mee leven. Plus de meerwaardebelasting, maar daarmee haalt u nog niet eens de helft van die 4 miljard. Stop dus met te liegen tegen de mensen. De verhouding een op acht is wel degelijk juist. De sterkste schouders worden gewoon ongemoed gelaten, met dank aan Vooruit!

De **voorzitter**: Dank u wel, mevrouw Almaci.

01.37 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mevrouw Almaci, de andere linkse partijen die ik beschouw als ernstige linkse partijen, Groen, Ecolo en de PS, hebben onmiddellijk na de verkiezingen aan hun kiezers gezegd dat ze niet mee zouden doen. Ze gingen aan de kant staan en zouden Vooruit maar de kastanjes uit het vuur laten halen.

Op ons eentje hebben we evenwel de effectentaks verdubbeld. Met u en de PS in de regering geraakten we niet vooruit met de bankentaks. Nu gaan we wel vooruit, op ons eentje. U hebt de mensen in de steek gelaten door aan de kant te gaan staan.

Wij hebben de kastanjes uit het vuur gehaald en we zullen dat blijven doen, ook al is dat moeilijk en ook al krijgen we niet altijd wat we idealiter zouden willen. Natuurlijk niet, maar u zou ons sterker kunnen maken.

01.38 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Als er één ding is dat Vooruit van de N-VA heeft geleerd, is het de calimerohouding. Jullie zijn naar de kiezer gegaan en hebben jullie op de borst geklopt met de miljonairstaks. Nu jullie dat echter niet halen, zou dat komen doordat de groenen niet met jullie in de regering wilden stappen. Alsof wij door Vooruit gevraagd zijn. Jullie stonden te springen, beste spionkop van Vooruit, om met de N-VA in de regering te gaan. Jullie hebben jullie broek afgestoken. Dat is de harde realiteit.

Wat hier net gebeurde met minister Vandenbroucke is eigenlijk impliciet toegeven dat mijn cijfers kloppen. Anders was u verder op die cijfers ingegaan. Dat is de zwakte van Vooruit. Jullie laten vrouwen in de steek, jullie laten kunstenaars in de steek, jullie laten die miljonairstaks gewoon los. Dat is de harde realiteit van de keuzes die jullie maken, hier en in Vlaanderen.

Wat u ook probeert te verdraaien, calimerogewijs, het neemt niet weg dat het uw verdomde verantwoordelijkheid is om uw eigen woorden na te komen. Dat is wat ik vaststel.

01.39 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, een belangrijk deel van de regeringsverklaring gaat over de besparingen bij langdurig zieken. Minister Vandenbroucke is zo hoffelijk geweest om dat onderdeel meer in detail op zijn website te beschrijven. Zo hoeft ik u niet te overvallen met schimmige lijntjes uit een tabel.

We lezen op de website dat een belangrijk deel bestaat uit bijkomende sancties voor verzekerden met arbeidspotentieel. Het wetsontwerp dat dit regelt, verhoogt inderdaad de sanctie voor het niet meewerken aan een TNW-traject van 2,5 % naar 10 % voor werknemers in loondienst en behoudt de sanctie voor zelfstandigen op 2,5 %.

Mijn vraag is dan ook of dat in overeenstemming is met de visie van de regering en van Vooruit. Moeten werknemers vier keer harder worden aangepakt dan zelfstandigen? Waarom krijgt een thuisverpleger in loondienst een strengere aanpak dan de buurman die als zelfstandig thuisverpleger werkt?

01.40 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Mijnheer Van Lysebettens, we vragen van iedereen een inspanning

als het gaat over terug naar werk. Hoe erg is het om iemand jaarlijks te vragen naar een dokter te gaan om te bespreken of die persoon al dan niet kan terugkeren naar werk? Hoe moeilijk is dat? Als we er op die manier voor kunnen zorgen dat we mensen niet loslaten – het is eigenlijk een drama hoeveel mensen vandaag langdurig ziek zitten te verkommeren thuis in een hoekje – dan zullen we er met dat plan voor zorgen dat we hen niet loslaten, maar hen vastpakken en terug begeleiden naar werk. Dat is het plan van deze regering, dat is heel duidelijk.

01.41 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik denk dat u eerst nog een kopje koffie moet drinken, want dat was helemaal mijn vraag niet. Mijn vraag is waarom werknemers in loondienst met die aanpak vier keer harder worden aangepakt dan zelfstandigen. Op die vraag geeft u geen antwoord. U praat volledig naast de kwestie. Ofwel begrijpt u het niet, ofwel weet u het niet, maar in beide gevallen antwoordt u volledig naast de kwestie. Dat is eigenlijk symptomatisch voor het hele debat hier. Zodra men op de details ingaat, stuikt de meerderheid in elkaar. Af en toe komt er nog eens een minister *to the rescue*, maar voor het overige weet eigenlijk niemand wat er werd beslist.

01.42 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, u had het daarstraks over uw grootvader die opeens in zijn huis een wasmachine vond. Dat is een beetje het probleem met het socialisme. Men denkt dat alles vanzelf tevoorschijn komt, dat er getoverd wordt, maar uw grootvader heeft daarvoor hard gewerkt en lang gespaard. Hij heeft ook een zelfstandige gebeld die die wasmachine bij hem thuis is komen leveren en installeren.

Door het akkoord maakt u het evenwel moeilijker voor die zelfstandige om nog het zout op zijn patatten te verdienen. U maakt het ook moeilijker voor mensen zoals uw grootvader om te sparen voor een nieuwe wasmachine. U denkt misschien dat Vlaanderen daarvoor een frigocheque zal hebben, maar door het verhogen van de gasfactuur zit u in de zakken van de mensen. De accijnzen op gas gaan omhoog. Dat is een taks op verwarming. Ik vraag u zonder debatfiche – want daar hebt u gisteren toe opgeroepen – hoe u dat uitlegt aan uw grootvader.

01.43 Oskar Seuntjens (Vooruit): We zullen starten met eerlijk te zijn. We moeten toegeven dat er moeilijke maatregelen inzitten voor iedereen, mijnheer Coenegrachts. De gasfactuur is inderdaad geen fijne maatregel. Voor Vooruit is betaalbare energie zeer belangrijk. Dat is trouwens de reden waarom we in de vorige regering, mijnheer Coenegrachts, de btw op energie verlaagd hebben van 21 % naar 6 %.

Wat doen we echter als het leven duurder wordt, bijvoorbeeld wanneer de gasfactuur stijgt? Iedereen krijgt nog altijd een automatische indexering, onder meer om dat op te vangen. Dat is duidelijk.

01.44 Minister Frank Vandenbroucke: De collega's van Open Vld zouden hun geheugen misschien even moeten opfrissen. Open Vld heeft samen met ons, Groen, Ecolo en de PS, in de vorige regering een notificatie opgesteld waarin we beslist hebben een taxshift door te voeren. Dat betekende inderdaad meer accijnzen op gas en minder op elektriciteit. De heer Dermagne knikt, want dat klopt. We hebben daar toen samen voor gevochten en Open Vld was het daar helemaal mee eens.

We zetten nu een kleine stap – een kleine stap – omdat we dat bovendien ook Europees moeten doen. We willen de mensen niet voor een verrassing stellen in 2030. Verwijt ons dus niet dat we uitvoeren wat we samen met u hebben afgesproken.

01.45 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mijnheer de minister, collega Seuntjens, wat wij hadden afgesproken, was een taxshift, geen taxlift. U wilt 460 miljoen euro halen uit de gasfactuur door de accijnzen op gas te verhogen en u geeft 170 miljoen euro terug. Dat hebben wij nooit afgesproken. Nooit.

Collega's, de grote roerganger van Vooruit heeft laatst een interview gegeven. Ik citeer: "Het zou toch dom zijn om er nog een schepje bovenop te doen als Poetin de gas- en elektriciteitsfactuur duurder maakt." Collega's, het is ook dom. Het is dom om een taks op verwarming in te voeren. Het is dom om die niet te compenseren in de elektriciteitsfactuur. Het is een taxlift, geen shift. Schande.

01.46 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjens, mijnheer De Wever, hebben jullie vandaag de gazet gelezen? De Morgen kopt op de voorpagina "De centenindex raakt niet enkel aan hogere lonen." Ik geef toe dat het woord 'centenindex' goed gevonden is. Econoom Olivier Malay heeft

berekend hoeveel centen jullie regering zal afpakken van de werkende mensen. Ik geef enkele voorbeelden. Voor een leerkracht met een carrière van 30 jaar komt het neer op 7.475 euro koopkrachtverlies. Een bediende in de chemie verliest 18.913 euro. Een nachtarbeider in de voeding verliest 36.072 euro aan koopkracht op een carrière van 30 jaar, dankzij jullie centenindex. Dat zijn veel centjes, mensen. Wie heeft dat in godsnaam bedacht?

01.47 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Tonniau, het zou helpen als we eerlijk zijn en het volledige verhaal vertellen, en dus ook wat deze regering nog meer doet. We zullen ervoor zorgen dat mensen op het einde van de maand netto meer overhouden. Als het over de index gaat, zou ik de vraag willen terugkaatsen naar u, mijnheer Tonniau: kunt u vertellen hoeveel landen er zijn waar iedereen automatisch, zelfs in crisistijd, nog altijd een indexering krijgt? Hoeveel landen zijn dat precies?

01.48 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Bedankt om niet te antwoorden op mijn vraag.

Wie heeft die centenindex bedacht? De index is van ons. Die is van de werkende klasse en de politiek moet zich daar niet mee bemoeien. Dat zijn afspraken, dat zijn cao's waarin men niet mag inbreken. Dat is heel duidelijk. We hebben dat afgedwongen met sociale strijd en dat beschermt ons tegen koopkrachtverlies. Als wij zeggen dat die centenindex heel veel centjes afpakt, praat u over fakenieuws, maar het staat nu wel in de gazet. Er zijn economen die zeggen dat de centenindex heel veel centjes zal afpakken van de gewone mensen. Een nachtarbeider in de voeding verliest in zijn carrière 36.072 euro. Daarmee kan men een mooie auto kopen. Dat is wat u van Vooruit afpakt van de mensen die elke dag gaan werken. *Own your shit*. Geef toe dat het waar is, de mensen zullen die centenindex van u levenslang, gedurende hun hele carrière, met zich meedragen.

01.49 Eerste minister Bart De Wever: Ik weet dat het zinloos is om te reageren op de Hollandse rekenkunde van de PVDA, maar ik zal het toch een keer doen. Uw bewuste arbeider gaat er, met alle plussen en minnen, op vooruit. Ik ken ook iemand. Hij heet Oskar, hij is 27 en hij is in het Parlement verkozen. Oskar zal vier indexsprongen ondergaan en verliest 27.000 euro. Oskar zou hier nog 40 jaar kunnen zetelen. Hij verliest dus 270.000 euro, maar ik heb goed nieuws. Oskar heeft sterke schouders en hij is de enige die dat moet ondergaan in dit land.

01.50 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Bedankt, mijnheer De Wever. Mijnheer De Wever, kijk me aan alstublieft.

Oskar heeft nog nooit een dag in zijn leven gewerkt. Hij is rechtstreeks van de universiteit parlements lid geworden. Ik weet wat het is, mijnheer Weydts, om 's nachts te werken en mijn loon te verliezen door politici zoals u!

(Rumoer)

De **voorzitter**: Mijnheer Moons vraagt het woord.

01.51 Kurt Moons (VB): Mijnheer Seuntjens, ik zou het graag even hebben over de langdurig zieken. Op zich is het een nobele doelstelling om die mensen te activeren, maar u gaat uit van 1,9 miljard euro opbrengst. Dat is 21 % van de maatregelen. Mag ik u vragen op welke manier u aan die cijfers komt? U hebt ook gezegd dat er al ongeveer 100.000 mensen geactiveerd zijn. Hoeveel heeft dat opgebracht? Ten slotte, zijn er voldoende passende jobs om die mensen opnieuw te activeren?

01.52 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Moons, het is inderdaad absoluut de bedoeling om honderdduizend mensen, minstens deeltijds, terug aan het werk te krijgen. Dat zal uiteraard geld moeten opbrengen. U vraagt of er voldoende gepaste jobs zijn. We hebben extra middelen voorzien, bijvoorbeeld voor de sociale economie, zodat meer mensen aan de slag kunnen. Daarvan zullen we absoluut werk maken.

01.53 Kurt Moons (VB): U hebt handig niet geantwoord op de vraag hoe u aan die 1,9 miljard komt. Dat is toch 21 % van het totale budget.

Sta me toe om u ook enige realiteitszin bij te brengen. Jobcreatie is ongelooflijk belangrijk. We stellen evenwel vast dat door de taksen die u vandaag allemaal oplegt, kmo's en ook grotere bedrijven eerder geneigd zijn om niet te groeien dan om wel door te groeien, en dat veel ondernemingen effectief het

land willen verlaten.

01.54 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik wil het met u hebben over de lastenverlaging, waarover u het had in uw speech. In de tabel van deze regering, waarvan u nog steeds deel uitmaakt, staat ingeschreven: horizon 2029, lastenverlaging van 3,857 miljard euro. Nu blijkt uit de tabellen dat daarvan 1 miljard wordt verschoven naar de toekomst. Dat betekent dat er nog 2,857 miljard netto lastenverlaging overblijft, los van de btw-verhoging en los van alle taksverhogingen die er sowieso komen.

Wat betekent dat concreet voor de mensen? Ten eerste, klopt het dat die lastenverlaging met 1 miljard wordt verminderd voor deze legislatuur? Ten tweede, wat is de impact op het inkomen van de mensen?

01.55 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Van Quickenborne, het klopt dat 1 miljard is uitgesteld naar 2030, dat weet u ook. U vraagt wat dat vandaag concreet betekent voor de mensen. Dat betekent dat de mensen op het einde van de legislatuur nog steeds netto meer zullen overhouden. We zullen ervoor zorgen – ik heb het voorbeeld gegeven – dat een alleenstaande mama die twee kinderen heeft en werkt aan een minimumloon, nog steeds 150 euro per maand netto meer zal verdienen. We zullen ervoor zorgen dat de minimumlonen stijgen. We zullen ervoor zorgen dat het bedrag van de maaltijdcheques stijgt. Mensen die werken, zullen we absoluut belonen voor hun koopkracht.

01.56 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, het is vreemd dat u spreekt over 150 euro, want dat zei u een paar maanden geleden ook al. Intussen gaat de lastenverlaging met 1 miljard naar beneden en toch blijft het 150 euro. Dat is socialistische rekenkunde.

Wat u er niet bij vertelt, is dat intussen de gasfactuur van die dame stijgt. Wat u er niet bij vertelt, is dat die dame meer betaalt voor de sportclub van de kinderen, aangezien de btw daarop stijgt. Wat u er niet bij vertelt, is dat die dame eveneens meer betaalt als ze eens een meeneemmaaltijd bestelt. Al die lastenverhogingen vertelt u er niet bij.

Collega's, dat is het punt dat ik wil maken. Men zegt dat die lastenverlaging met 1 miljard wordt verminderd. De heer Ronse sprak gisteren over een lastenverlaging van 5 miljard. Dat is een platte leugen van de heer Ronse. Het gaat slechts over een lastenverlaging van 2,8 miljard netto. Dat heeft de heer Seuntjens net bevestigd. Dat 1 miljard wordt doorgeschoven naar 2030, hoort thuis in het rijk van de fabeltjes, want het staat niet meer in de tabellen.

01.57 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjens, als het over de sterkste schouders gaat, verdedigt u hier de begroting alsof iedereen zal moeten bijdragen. U hebt beloofd dat de koopkracht van de mensen erop zou vooruitgaan. We zien echter dat u de taksen verhoogt op gas en benzine en de btw op takeaway. Men moet zijn duurdere frieten dus thuis in de kou opeten, want de gasfactuur wordt nog duurder dan ze al is, die wordt onbetaalbaar. Dat zijn pestbelastingen die zorgen voor minder koopkracht. De factuur doorschuiven naar de werkende mensen, terwijl de sterkste schouders er warmpjes in blijven zitten, noemt u dat rechtvaardig?

01.58 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Van den Bosch, we zouden de factuur pas echt doorschuiven als we nu niets doen om de begroting terug gezond te maken. Als u vraagt wat we van de sterkste schouders vragen, dan wil ik gerust het lijstje nog eens overlopen. Er komt een bankentaks en een meerwaardebelasting, we zullen ervoor zorgen dat managementvennootschappen meer worden aangepakt en er komt een DBI-aftrek. Er komen zoveel maatregelen, waardoor er meer dan 4 miljard extra bijdragen komen van de sterkste schouders. Dat is de waarheid en die moet u ook vertellen.

01.59 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjens, ik geef u als voorbeeld de verdubbeling op de effectentaks. De superrijken hebben geen effectenrekening bij de bank, dus een verdubbeling van nul is nog steeds nul. De verhoging van de taks op gas is nog maar een opstapje naar een veel zwaardere gasfactuur, want die komt boven op een Vlaamse taxshift en een Europese koolstoftaks en tegen 2030 komt er alsnog een btw-verhoging. Een gemiddeld gezin zal dan zowat 500 euro extra betalen voor zijn gasrekening. Daardoor en ook door al die andere zware kosten die er nog zullen bijkomen, zal er van de beloofde 1.000 euro die de mensen extra zouden krijgen, niet veel meer overblijven.

De **voorzitter**: Dank u, mevrouw Van den Bosch. Ik noteer intussen de thema's die worden aangesneden.

Mevrouw Bertrand, u hebt het woord.

01.60 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, u hebt het over de managementvennootschappen en de sterkste schouders.

Het gaat om te beginnen niet over de managementvennootschappen. Dat weten we al. Het gaat over iedereen. Ik ben de voorbije maanden bijvoorbeeld geen enkele taxichauffeur tegengekomen die geen vennootschap heeft. Dat is echter mijn vraag niet.

Mijn vraag is de volgende. U wilt de liquidatiebonus en de roerende voorheffing doen stijgen. De roerende voorheffing gaat van 15 % naar 18 %. Met hoeveel zult u de liquidatiebonus doen stijgen? Dat blijkt niet uit uw tabel. Dat is mijn eerste vraag.

Ten tweede, ik vraag u ook of u opnieuw contractbreuk zult plegen, want u stelt dat een en ander niet geldt voor het verleden. Als u de fiscale regels echter kent, weet u dat drie jaar moet worden gewacht om winst uit te keren, zowel voor een dividend als voor een liquidatiebonus. Niettemin rekent u zich in uw tabel rijk met 90 miljoen euro in 2026, 90 miljoen euro in 2027 en 90 miljoen euro in 2028. Dat is samen een kleine 300 miljoen euro. Wat betekent dat? Dat betekent ofwel dat die cijfers volledig fout zijn, ofwel dat u opnieuw contractbreuk zult plegen en de oude winsten toch zult belasten. Wat is het?

01.61 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Bertrand, de cijfers van het Monitoringcomité tonen duidelijk aan dat er een probleem is aan de inkomstzijde en dat de Staat steeds meer inkomsten verliest. Daarom nemen we inderdaad heel veel maatregelen om dat probleem aan te pakken.

We zien immers dat veel mensen hun geld in een vennootschap onderbrengen en daardoor geen eerlijke bijdrage leveren. We willen daar nu iets aan doen. Dat is voor ons logisch. We zullen zorgen voor een strenger toezicht op managementvennootschappen, zodat iedereen een eerlijke bijdrage levert. Zo erg is dat niet.

01.62 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, wat u net antwoordt, betekent dat u opnieuw retroactief winst zult belasten. Dat staat immers in uw tabel. Dat is wel degelijk het geval, want u moet drie jaar wachten.

U hebt mij overigens niet medegedeeld met hoeveel de liquidatiebonus stijgt. Ik zal het u vertellen, want ik weet het. Het gaat om een stijging met 50 %, want u gaat van 6,5 % naar 9,8 %. Dat kan ik u nu al meegeven. Dat is gigantisch.

Het probleem is dat de huidige regering keer op keer contractbreuk pleegt. U geeft aan dat de maatregel niet geldt voor de aangelegde reserves uit het verleden. Dat is echter wel het geval, want dat blijkt duidelijk uit uw tabel, waarin u zich rijk rekent met 90 miljoen euro vanaf 2026.

Ik wens de ondernemers en de kmo's veel succes met die heel ingrijpende lastenverhoging.

01.63 Dominiek Snelpe (VB): Collega Seuntjens, ik wil het nog even over de groeinorm hebben. Gisteren heeft de minister in het debat tot tweemaal toe bevestigd dat de groeinorm naar 3 % zou gaan. In de officiële begrotingsdocumenten, die we hier zouden moeten goedkeuren, blijkt de groeinorm echter op 2,5 % te zijn bevroren. In de verklaring van de eerste minister gaat het eveneens over 2,5 %. In de vakliteratuur en in de pers spreekt men steevast over 2,5 % in de plaats van over 3 %. Er is geen traject van verhoging. Er is geen 3 %. U weet dat. Wij weten dat ook. Kunt u verduidelijking geven? Wat is het nu eigenlijk?

01.64 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Snelpe, als u net naar mijn speech had geluisterd, dan wist u dat deze regering voor bijna 4 miljard euro, boven op de index, in gezondheidszorg zal investeren. Dat is de realiteit. We zullen ervoor zorgen dat facturen betaalbaar blijven. We zullen ervoor zorgen dat het zorgpersoneel, via middelen voor een sociaal akkoord, een beter loon zal krijgen. Bijna 4 miljard euro, boven op de index, zal deze regering investeren in zorg, en dat in crisistijd.

01.65 Dominiek Sneye (VB): U durft dus niet te bevestigen dat het over een groeinorm van 3 % gaat? Nochtans werd gisteren al twee keer geopperd en stellig bevestigd door de minister dat het om 3 % zou gaan. Het gaat natuurlijk niet over 3 %. Dat weten we allemaal. De groeinorm wordt in de voorgestelde regeringsverklaring bevroren op 2,5 % en de 3 %-groeinorm die voor 2029 in het vooruitzicht werd gesteld, zal natuurlijk niet worden gerealiseerd.

Bovendien moeten we nog afwachten wat er van uw investering van 4 miljard euro komt. Als u niet aan de 3 %-groeinorm komt, zult u ook geen 4 miljard euro kunnen investeren, me dunkt. We wachten de beleidsnota van de minister nog af, maar ik denk dat we daarop zeker nog zullen terugkomen.

01.66 Sandro Di Nunzio (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik heb in de tabel gekeken en daarin wekte de envelop kmo-plan mijn interesse. Ik heb daarover in het debat nog niets gehoord, tenzij ik het gemist heb. Ik zie daar een aantal bedragen staan: 8,5 miljoen euro, 10 miljoen euro, 15 miljoen euro en opnieuw 15 miljoen euro.

Mijn vraag is zeer eenvoudig. Waarop zijn die bedragen gebaseerd? Ik zag een persbericht voorbijkomen van minister Simonet, waarin sprake was van tachtig maatregelen, die zouden worden genomen.

Ik neem aan dat u al zicht hebt op de maatregelen, aangezien er al bedragen in dat verband in de tabel staan. Graag vernam ik daar meer over.

01.67 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dank u wel voor uw vraag.

U hebt het goed gezien in de tabel. Ik stel voor, collega, dat u, als u heel concreet wil weten wat we met welke maatregelen beogen en waarop die gebaseerd zijn, u dat aan de minister vraagt.

01.68 Sandro Di Nunzio (Open Vld): Dat is natuurlijk moeilijk. We kunnen het de minister nu niet rechtstreeks vragen, anders zou ik dat inderdaad doen.

In ieder geval vinden we het zeer nobel dat er toch een lijntje over de kmo's in de tabel staat. De vraag is of dat iets zal uitmaken, als men ziet welke belastingen er verhoudingsgewijs aan zitten te komen. In dat licht deel ik de volgende interessante boodschap. Onlangs was er in Gent een panelgesprek met ondernemers. Zij kloegen erover dat ze worden geconfronteerd met enorm veel papierwerk, een fiscaal kluwen en een ongelofelijke administratieve rompslomp. Terwijl ze subsidies en ondersteuning vanwege de overheid wel sympathiek vonden, vroegen ze vooral om hen met rust te laten, zodat ze konden ondernemen, zorgen voor hun mensen en doen waar ze goed in zijn. Die boodschap is volgens mij duidelijk: laat de ondernemers gerust.

De **voorzitter**: Dank u wel collega. U krijgt nog verschillende mogelijkheden om de minister te ondervragen. Wees gerust.

01.69 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, nu er een akkoord is, is ook de invoering van de meerwaardebelasting gedeblokkeerd. Er is echter een gigantisch probleem met die meerwaardebelasting. Wie aandelen koopt en ze daarna verkoopt, wordt belast aan 10 %, weliswaar met een vrijstelling van 10.000 euro. Voor wie 20 % aandelen bezit van een bedrijf, bedraagt de vrijstelling plots 1 miljoen euro. Er is dus een gigantisch verschil tussen wie 19 % van de aandelen en wie 20 % van de aandelen bezit. Als ik minister Jambon daarover aanspreek en de verdenking opper dat hij die regel doelbewust heeft ingevoerd, zodat de wet wordt vernietigd – zoals dat gebeurd is met de effectentaks van minister Van Overtveldt – wordt hij kwaad. Dan zegt hij dat ik daarmee zijn coalitiepartners tekortdoet. Die coalitiepartners zitten immers mee aan tafel en ze zouden hem wel tegenhouden, als dat zijn intentie zou zijn. Vandaar mijn vraag, mijnheer Seuntjens, waarom aanvaardt u die regeling voor wie 20 % van de aandelen bezit, terwijl u weet dat die regeling vernietigd zal worden?

01.70 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Vanbesien, u hebt blijkbaar een glazen bol waarmee u kunt voorspellen of een regeling al dan niet zal worden vernietigd. Wij zijn in ieder geval zeer tevreden dat er een akkoord is over de meerwaardebelasting. Die zal ervoor zorgen dat er een half miljard euro per jaar in de staatskas komt, een bijdrage van de sterkste schouders. Daar is nu een akkoord over en we zullen dat uitvoeren, omdat het rechtvaardig is dat men in tijden van crisis ook van de sterkste schouders – wie heel veel winst maakt op aandelen – een eerlijke bijdrage vraagt.

01.71 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): U zegt dat ik een glazen bol heb, maar u bent toch ook vertrouwd met het gelijkheidsprincipe. Als iemand met 19 % van de aandelen een vrijstelling van 10.000 euro krijgt en iemand met 20 % van de aandelen een vrijstelling van 1 miljoen euro, dan voelt men toch onmiddellijk aan dat er iets schort aan de gelijke behandeling van de betrokkenen. Dan kan men al voorspellen dat die regeling zal worden vernietigd en dat is volgens mij een bewuste keuze van uw coalitiepartner N-VA.

01.72 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, we hebben net vastgesteld dat u op het vlak van fiscaliteit alweer contractbreuk pleegt. Voor kleine kmo's verhoogt u de roerende voorheffing van 15 naar 18 %, en dat op winst van het verleden. U doet eigenlijk hetzelfde bij de pensioenen.

Mijn vraag is dus heel simpel. In uw tabel staat dat het uitstel van de hervormingen ons 64 miljoen euro zal kosten. Kijk echter naar uw tabel van de pensioenen: u moest nog 227 miljoen euro halen uit de pensioenhervormingen in 2026. Betekent dat dat u de pensioenhervormingen, die op jaarbasis zijn, ook retroactief zult invoeren vanaf volgend jaar en contractbreuk plegen wat de pensioenregelingen betreft? Leg dat eens uit. Zult u die met terugwerkende kracht invoeren vanaf 1 januari 2026?

01.73 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dank u wel, mevrouw Bertrand.

We zijn het er vermoedelijk allemaal over eens dat er iets moest gebeuren aan de pensioenen. De kostprijs ervan dreigt anders te exploderen. Dat weet iedereen. We hebben nu inderdaad heel wat maatregelen genomen, die we ook sociaal gecorrigeerd hebben. Zo hebben we periodes van ziekte gelijkgesteld. Nu is het vooral zaak om de pensioenhervorming zo snel mogelijk door te voeren, omdat ze heel belangrijk is voor onze begroting. Dat weet u ook als voormalig staatssecretaris van Begroting. Hoe dat heel concreet wordt uitgewerkt, daar maken we nu werk van. De teksten komen naar het Parlement – geen zorgen, ze komen eraan – en zullen vervolgens in werking treden.

01.74 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, wij steunen de pensioenhervorming. Dat hebben we altijd gezegd. Wij zijn de enige oppositiepartij die de pensioenhervorming steunt.

Wat ik echter nooit zal steunen, is een retroactieve invoering en u hebt die werkwijze daarnet toegegeven. Ik ben niet verantwoordelijk voor het feit dat u te laat bent begonnen en ook niet voor het feit dat de huidige regering deadline na deadline heeft gemist.

Eigenlijk hebt verklaard dat u zo zult moeten te werk gaan. Dus de 227 miljoen euro die u in 2026 moest halen, zult u halen op de kap van de mensen door de maatregel retroactief in te voeren. Dat staat heel duidelijk in uw tabellen.

We steunen de pensioenhervorming, maar een contractbreuk zal onze partij nooit steunen.

01.75 Irina De Knop (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik ga nog even nader in op de groeinorm. Het budget voor gezondheidszorg zal tegen het einde van de legislatuur oplopen tot 44 miljard euro. De regering blijft daarover de dichtste mist spuien. U verwijt ons dat we debatfiches gebruiken, maar het is duidelijk dat uw debatfiche is aangepast. Gisteren klonk het nog dat de groeinorm werd behouden. Vandaag spreekt u over 4 miljard euro boven op de index. Er bestaan duidelijk verschillende lezingen van het akkoord. Volgens de heer Prévot en mevrouw Tourneur van Les Engagés blijft de groeinorm behouden. Andere partijen spreken over 2,5 %.

Wat is er trouwens veranderd sinds afgelopen maandag? Na de persconferentie werd heel duidelijk gesteld dat de groeinorm beperkt wordt. Vertelt u het ons dus eens. Wat is het nu? Kom niet aandraven met die 4 miljard euro, maar vertel ons wat de groeinorm wordt.

01.76 Minister Frank Vandenbroucke: Collega's, ik zal het voor de zoveelste keer herhalen, hoewel ik had begrepen dat in de Conferentie van voorzitters was afgesproken om niet telkens dezelfde vragen opnieuw te stellen.

Het kader waarbinnen de regering werkt, is een groeipad dat een cijfer van 3 % vastlegt tegen het einde van de legislatuur. Dat kader betekent reëel dat we 4 miljard euro meer zullen investeren dan aan het begin van de legislatuur, boven op de index. Ik herhaal 4 miljard euro meer, boven op de index.

Op het einde van de vivaldiregering was dat 2 %, collega's van Groen en PS, en hebben we in die 2 % ook bedragen gereserveerd. We hebben dus niet alles uitgegeven. Dat zal nu eveneens zo zijn, want we plannen een inspanning van per saldo 257 miljoen euro, die we niet meteen zullen uitgeven.

01.77 Irina De Knop (Open Vld): Mijnheer de minister, als het allemaal zo duidelijk is, waarom staat het dan niet veel duidelijker in de tabellen? Als het al zo duidelijk is, waarom staat de kwestie dan nog ter discussie in de regering? We horen wat in de wandelgangen gezegd wordt. Er is daarover geen duidelijkheid. Daarom is de debatfiche van Vooruit aangepast.

Ik denk dat ik het antwoord ken. Elke regeringspartij moet het kunnen uitleggen aan de eigen achterban. Het moet passen voor de achterban. In plaats daarvan zou u moeten zeggen of de tabellen correct zijn of niet. Als ze niet correct zijn, dan is het een vod papier. Weet u wat we doen met een vod papier? Dat doen we met een vod papier! (*Mevrouw De Knop verfrommelt een blad papier*)

01.78 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, wat de besparingen op de langdurig zieken betreft, moeten ook de werkgevers in dat proces hun verantwoordelijkheid nemen. Daarom is de uitbreiding van de solidariteitsbijdragen een goede zaak.

Collega's van de PTB, wees niet te enthousiast. Op de website van minister Vandenbroucke lezen we immers dat de inkomsten die we halen bij de werkgevers, terugvloeien naar de werkgevers. Daarom is het beleid van de minister budgetneutraal voor de ondernemingen, maar dat doet wel een eerste vraag rijzen. Waarom breidt men de solidariteitsbijdragen niet uit naar alle bedrijven? Vindt Vooruit het voor een werknemer in een kmo niet belangrijk om een gezonde werkplek te hebben?

Nu vloeien de middelen evenredig terug, maar waarom versterkt u het beleid niet door er een responsabilisering in op te nemen? Laat die terugvloeiing afhangen van de resultaten die bedrijven boeken inzake gezonde werkplekken. De responsabilisering die de regering vraagt van werknemers, kunt u toch ook vragen van ondernemingen?

01.79 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Van Lysebettens, ik ben blij dat u ook blij bent dat we een extra inspanning van de werkgevers vragen. U kunt uiteraard nog verschillende alternatieven en extra voorstellen aandragen. In de commissie is daar voldoende ruimte voor, maar als we elk mogelijk scenario hier bespreken, zullen we vandaag nog heel lang bezig zijn.

01.80 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, extra solidariteitsbijdragen van de werkgever vloeien terug naar de werkgever. Zoveel dragen zij dus niet bij.

Ik dacht dat het de bedoeling was om via de bespreking van de regeringsverklaring zicht te krijgen op de beweegredenen van de regeringspartijen en van de regering zelf. Het is dan ook zinvol om na te gaan welke alternatieven zijn overwogen, welke alternatieven er bestaan en waarom er geen bijkomende responsabilisering van de bedrijven wordt gevraagd. Opnieuw weigert u op die vragen te antwoorden. Opnieuw weigert u uw compromissen te verdedigen en uit te leggen waarom men toegeeft aan verzameld rechts.

01.81 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, dat toont opnieuw aan hoe onwaarschijnlijk kort het geheugen van de groene collega's is. In de vorige regering werd ook een responsabiliseringsbijdrage afgesproken, maar die was heel veel kleiner en ze gold bovendien niet voor bedrijven met minder dan 50 werknemers. Daar werd toen geen punt van gemaakt en daar bestaat een goede uitleg voor. Een klein bedrijf heeft het al moeilijk genoeg als er een werknemer wegvalt. Een dergelijk bedrijf, dat trouwens veel minder mogelijkheden heeft, heeft geen bonus-malussysteem nodig. Daarom hebben we in de vorige regering de grens van 50 werknemers gehanteerd. U hebt echt wel een kort geheugen.

01.82 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Het telkens teruggrijpen naar het verleden en ons verwijten dat wij een en ander niet zelf hebben gedaan, dat is de andere vaste verdedigingslijn. Ook wij proberen onze visie continu bij te stellen en na te gaan waar er ruimte voor verbetering is. Ik doe een aantal suggesties en u gaat opnieuw niet in op de grond van de zaak. U verwijst gewoon naar het verleden, alweer. Dat is vaste prik.

01.83 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Collega's van Vooruit, ik wil het hebben over het systeem van auteursrechten en de *collateral damage*. Het systeem werd in het leven geroepen om kunstenaars, de cultuursector en journalisten te beschermen. De voorbije jaren nam het oneigenlijk gebruik toe en het is goed dat Arizona besloot om daar iets aan te doen. Nu merken we echter dat u, in plaats van echt ten gronde te gaan, een disproportionele inspanning vraagt van de kunstenaars. De alarmkreten uit het veld zijn bijzonder luid.

Gisteren heeft de collega van de MR ootmoedig toegegeven dat dat hard zal aankomen, Les Engagés beaamde dat. Collega's van Vooruit, hoe kijken jullie daar eigenlijk naar? Wat is de draagwijdte en de impact daarvan? Hoe verklaren jullie dat jullie weeral de cultuursector en de kunstenaars zo hard treffen, na alles wat jullie in Vlaanderen hebben beslist? Verklaar mij eens wat hier aan de hand is en hoe dat is kunnen gebeuren met jullie aan tafel.

01.84 Oskar Seuntjens (Vooruit): Bedankt, mevrouw Almaci, om die vraag nog maar eens te stellen. U weet dat dat voor Vooruit bijzonder belangrijk is. Het zijn socialisten die ooit het kunstwerkkattest hebben ingevoerd. Dat biedt extra sociale bescherming voor kunstenaars, omdat zij in een heel onzeker beroep zitten. Dat weet u ook.

Nu hebben wij er tijdens de onderhandelingen voor kunnen zorgen dat alle periodes van werkloosheid nog altijd meetellen voor hun pensioen. Op dat vlak zullen we hen beschermen. In heel het akkoord, mevrouw Almaci, zitten maatregelen waarbij iedereen iets zal voelen, maar we hebben vandaag de slechtste begroting van Europa. We moeten dus moeilijke maatregelen nemen. Tegelijkertijd kiezen we er nog altijd voor om kunstenaars te beschermen. Elke periode van werkloosheid telt mee voor hun pensioen, omdat dat voor Vooruit heel belangrijk was. (*Applaus*)

01.85 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ach, had de spionkop van Vooruit maar zoveel lawaai gemaakt aan de onderhandelingsstafel, waar dat thuishoorde.

Collega's, dit betekent een onmiddellijk inkomensverlies tot 11.000 euro voor kunstenaars! Hoe durft u hier te zeggen dat u die mensen hebt beschermd, na alles wat u op Vlaams niveau hebt gedaan om de cultuursector van bovenaf nog eens kapot te maken? Ga alsjeblieft eens kijken naar de onmacht van de kunst in het Muhka. Dat is niet ver van waar u woont. Al die kunstenaars kijken vandaag naar Vooruit en vragen zich af hoe dat in godsnaam mogelijk is? Ik had oprecht gehoopt dat u vandaag zou zeggen dat u zou vechten en dat dit nog een los eindje is. U bevestigt echter, net als Les Engagés en de MR, dat jullie de kunstenaars inderdaad vol zullen treffen met dat systeem. Ik vind dat onvoorstelbaar van Vooruit. Na de vrouwen, na de mensen in armoede, na de mensen met een klein pensioen die het vandaag al moeilijk hebben, nu ook nog dit. Il faut le faire.

01.86 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjes, ik wil het even hebben over de Hollandse rekenkunde van de regering-De Wever. In de begrotingstabel zien we dat de centenindex volgend jaar 272 miljoen zou opbrengen. Dat zijn veel centjes, maar in werkelijkheid pakt u 544 miljoen af van de werkende klasse.

Wat is uw standpunt over de eindejaarspremie van die mensen? Wordt die meegerekend als loon? Dat is een belangrijke vraag, want de loonbeschermingswet van 1965 stelt dat de eindejaarspremie wordt aanzien als loon en dus ook beschermd is en belast wordt. Wat is jullie standpunt daaromtrent, als experts inzake onze index?

01.87 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Tonniau, ik ben heel blij dat u mij deze keer niet persoonlijk aanvalt wanneer u een vraag stelt. Ik herhaal mijn antwoord van daarnet. België is nog steeds een van de weinige landen in heel de wereld waar iedereen automatisch een index krijgt, sommigen uitzonderlijk twee keer in centen, de anderen allemaal in procenten. In tijden van crisis is het uiterst belangrijk om de index overeind te houden. Tegelijkertijd zorgen we ervoor dat mensen op het einde van de maand netto meer overhouden, dat de minimumlonen twee keer stijgen en dat de maaltijdcheques twee keer stijgen. Het zou helpen als u eerlijk zou zijn en het hele verhaal zou vertellen.

01.88 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Het is toch straf dat u begrotingstabellen kunt opstellen, maar eigenlijk niet weet hoe u aan die berekening komt.

Het is vandaag 28 november en op 1 januari verwachten in België 1,2 miljoen werknemers een

indexatie. Als de eindejaarspremie als loon wordt gerekend – wat moet volgens de loonbeschermingswet – dan is dat plafond geen 4.000 euro bruto per maand meer, maar verlaagt dat naar ongeveer 3.670 euro. Dat is een heel groot verschil. U speelt met de centen van de mensen en u kunt het niet eens uitleggen. Als Vooruit zou zeggen dat de eindejaarspremie niet wordt meegerekend, dan moet u die loonbeschermingswet aanpassen. In dat geval zijn het de socialisten in de regering die onze eindejaarspremie niet meer zullen beschermen als loon en dan is het hek van de dam. Dan kunnen de werkgevers doen wat ze willen. Het is een catastrofe. Blijf af van de index

De **voorzitter**: Collega's, ik heb nog een reeks interventies, maar ik sluit de lijst stilaan af. De volgende spreker is de heer Coenegrachts.

01.89 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Seuntjens, toen de minister van Energie binnenkwam, dacht ik eraan dat er ook iets positiefs in uw tabel staat. Onze fractie beschouwt zich als de positieve oppositie, dus ik vond dat dit even uitgelicht moest worden.

Het gaat over de korting op de energiefactuur voor energie-intensieve bedrijven. Het is mij na al die uren debat echter totaal onduidelijk hoe groot die korting is. Misschien kunt u daarop een antwoord geven. In de tabellen van februari was 770 miljoen euro voorzien. Vorige maand werd gesproken over 660 miljoen euro, dat is 110 miljoen euro die we verliezen. Nu wordt in de tabel gesproken over 300 miljoen euro die geconfisqueerd wordt bij Fluxys. Niemand weet of dat bovenop het bedrag van 660 of 770 miljoen komt of ervan afgaat.

01.90 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik zag de minister jaknikken met betrekking tot het allerlaatste deel van uw vraag, dus dat is al een antwoord op uw vraag.

01.91 Mathieu Bihet, ministre: Monsieur Coenegrachts, comme nous avons déjà eu l'occasion d'en discuter en commission, le dispositif pour l'année 2025 était impossible à installer en raison des précédents errements dans ce dossier. Le nouveau canevas de normes européennes pour le soutien aux entreprises est sorti en juin. Le dispositif est à l'étude. Le montant de cette année a été retiré. Celui qui était prévu dans le budget pluriannuel a été maintenu. Il a été complété par le montant relatif à la contribution Fluxys qui, pour information, a déjà été mobilisé par le passé lors d'une autre crise – à savoir celle de 2022. À présent, une nouvelle crise apparaît avec le coût de l'énergie pour les entreprises. Vous aurez lu dans *De Tijd*, hier ou aujourd'hui – mais les deux jours se confondent –, que l'industrie européenne souffre et que tous les pays européens veulent répondre de la même manière. C'est dans ce cadre que nous nous inscrivons.

01.92 Steven Coenegrachts (Open Vld): Het budget van 300 miljoen euro komt erbij. Het is mij nog altijd niet duidelijk of het nu gaat om 1,070 miljard euro of 960 miljoen euro, maar dat zullen we later dan wel vernemen.

Mij gaat het erom, mijnheer de minister, dat u voorzichtig bent met het geld van Fluxys. Ooit is er inderdaad een soortgelijke bijdrage gedaan, weliswaar op het moment dat Poetin Oekraïne binnenviel en de gasprijs maal vier, maal vijf, maal zes ging. Zelfs maal tien, dank u, mevrouw de vorige minister van Energie. Dat is vandaag niet het geval. De bedrijven hebben absoluut recht op die korting, want ze verkeren in zwaar weer, maar ze krijgen die korting maar drie jaar. U hebt, voor zover ik kan zien, geen enkel plan na die drie jaar. Ik weet niet wat er met de energieprijzen na drie jaar zal gebeuren, maar die gaat opnieuw omhoog, zoals ik het vandaag zie. Door die middelen bij Fluxys te confisqueren, dreigt u de buffer weg te halen die de prijs stabiliseert. De prijs gaat omhoog.

01.93 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik wil nog even terugkomen op de belastingen op bedrijven, mijnheer Seuntjens. Jullie hebben ondernemers getypeerd als mensen die aan de rand van een zwembad zichzelf een minimumloon uitkeren. Jullie hebben artsen ook *doktoers* genoemd.

Dat soort verwijten aan ondernemers heeft al iets opgeleverd, want ik zie dat de belastingen op bedrijven in deze tabel op een vrij spectaculaire manier worden verhoogd. De roerende voorheffing gaat van 15 % naar 18 %. Dat is een stijging van 20 %.

Beseft u, mijnheer Seuntjens, dat u daarmee niet alleen de managementvennootschappen raakt, maar ook alle kleine vennootschappen in dit land? Dat zijn kleine zelfstandigen, kleine bakkers, kleine beenhouwers, kleine loodgieters. Al die mensen zullen straks 20 % extra belasting moeten betalen.

Hoe verklaart u dat?

01.94 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Van Quickenborne, de mensen die we iets verwijten, dat zijn valsspelers. Dat zijn mensen die niet eerlijk bijdragen en oneerlijk concurreren met andere ondernemingen, met mensen die wel eerlijk bijdragen. Daarom hebben we, naast een aantal maatregelen om fiscale fraude beter op te sporen – waar u zo tegen bent – ook heel wat maatregelen moeten nemen om de begroting op orde te brengen. Voor socialisten is het belangrijk dat iedereen een eerlijke bijdrage levert. Dat gaat van pensioenen en werknemers tot ondernemingen. Van iedereen vragen we een inspanning en vooral van de sterkste schouders. Dat is de keuze die deze regering heeft gemaakt.

01.95 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Als het over de fraudebestrijding gaat, mijnheer Seuntjens, dan maakt u met het systeem van *money control* elke Belg verdacht. U stopt de bankrekeningen van 11 miljoen Belgen in een systeem en u gaat die allemaal controleren. Men is dus schuldig in dit land tot men het tegendeel bewijst. Dat is het eerste punt.

Het tweede punt betreft de belastingen. Als u zich zou beperken tot de valsspelers en de fraudeurs, dan zou u de belastingen op bakkers, beenhouwers, loodgieters en dakdekkers niet moeten verhogen. Dat doet u echter wel. U treft dus iedereen.

U spreekt altijd over de sterkste schouders, maar uiteindelijk komt de rekening altijd terecht bij de middenklasse. Dat is hoe het gaat bij Vooruit: praten over de sterkste schouders en miljonairs, maar daar uiteindelijk niets aan doen. De middenklasse en de gewone zelfstandige betalen uiteindelijk de factuur. Dat is wat u doet, mijnheer Seuntjens, met instemming van de N-VA en de eerste minister die blijft zwijgen!

01.96 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Mijnheer de voorzitter, collega's, over de sterkste schouders gesproken, ik heb nog een mooie, duidelijke visual bij, die u zeker herkent: "Voor vier euro naar de huisarts dankzij Frank Vandenbroucke." Nu kan dat niet meer voor vier euro, ook dankzij Frank Vandenbroucke en Vooruit. Ziedaar de sterkste schouders: de zieke mensen die meer moeten betalen bij de huisarts.

Vooruit zou niet besparen op de zorg. Frank Vandenbroucke verklaarde dat er niet zou worden geraakt aan zijn budget. No pasarán. Dat was in maart van dit jaar. Wat doet u nu echter? Medicatie wordt duurder, het bezoek aan de huisarts wordt duurder en er worden miljoenen bespaard in de zorgsector. Dat zijn dan de sterkste schouders, terwijl patiënten in België al 22 % van de zorg uit eigen zak betalen.

U kijkt alleen naar het remgeld, maar bent u de ereloonsupplementen vergeten? Die zouden worden afgeschermd, maar dat is door de artslobby op de lange baan geschoven. De patiënten zullen dus betalen. Zijn dat de sterkste schouders?

01.97 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dit debat is al vaak gevoerd. Ik ben blij dat u even reclame voor ons wilt maken, maar inderdaad, dankzij Frank is zorg betaalbaar geworden in ons land. Dat hebt u dus goed gezegd.

Er zat echter ook een minder goed stuk in uw tussenkomst, mevrouw Eggermont. U zei dat er minder geld gaat naar gezondheidszorg. Als u echter naar de cijfers kijkt of luisterde naar wat ik daarnet in mijn speech heb gezegd, ziet u dat er bijna 4 miljard bijkomt boven op de index. In crisistijd investeert deze regering in zorg. Dat is de waarheid. Die moet u altijd vertellen. U moet eerlijk zijn.

01.98 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Jullie maken zorg betaalbaar? Nu wordt een bezoek aan de huisarts duurder!

Wat de ereloonsupplementen betreft, 45.000 patiënten betalen meer dan 3.000 euro uit eigen zak en het bedrag blijft maar stijgen. De wachtlijsten worden langer. Men moet gemiddeld drie maanden wachten om bij de dokter te gaan. De diabetespatiënten bijvoorbeeld betalen voor hun medicatie 700 euro uit eigen zak. Door de prijsstijgingen die jullie doorvoeren, komt daar nog 190 euro bovenop. Is dat de zorg betaalbaar houden? Het is het omgekeerde, wat jullie doen.

Julie raken zo onrechtvaardig de meest zieke mensen. Al meer dan één op vier mensen stelt zorg uit

omdat hij het niet kan betalen. Dat is niet de zorg toegankelijk maken. Jullie zitten altijd in de zakken van dezelfde mensen. Dat komt bovenop de btw-verhoging voor gas, bovenop de indexsprong. Dan wilt u medicatie en de huisarts duurder maken? Dat is echt niet solidair!

01.99 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik heb gisteren aan de heer Piedboeuf gevraagd of het klopt dat onze jongeren die volgende zomer naar een festival gaan vier keer langs de btw-kassa zullen moeten passeren: bij de aankoop van hun ticket, wanneer ze een hamburger kopen, wanneer ze een cola drinken en ten slotte nog eens wanneer ze op de camping blijven slapen. Collega Piedboeuf heeft dat toen bevestigd.

Een beetje later heeft collega Jeroen Bergers van de N-VA mij echter beschuldigd van fakenieuws. De heer Bergers beweert dat de btw voor frisdranken op festivals niet stijgt maar daalt, dankzij Jong N-VA.

Ik had willen wachten met mijn vraag tot de heer Bergers uit zijn bed was, maar ik kan niet blijven wachten. Daarom vraag ik aan u of u hier even de scheidsrechter kunt zijn. Kunt u ons zeggen of ik gelijk heb of de heer Bergers van de N-VA? Wordt een cola op een festival duurder of goedkoper?

Dank u wel.

01.100 Oskar Seuntjens (Vooruit): Het zou helpen als we een btw op herhaling invoeren, want ik krijg hier steeds opnieuw dezelfde vragen.

Mijnheer Vanbesien, u zit in de commissie voor Financiën. Ik weet dat u de dossiers zeer goed kent. Ik weet dat u ook weet dat wij de slechtste begroting van Europa hebben en u haalt er altijd één maatregel uit die moeilijk is, elke keer opnieuw. Elke keer opnieuw pikt u er één ding uit, maar we zullen moeilijke maatregelen moeten nemen. Er zijn btw-stijgingen. Dat klopt. De prijs van cola op een festival gaat echter dalen. Voilà.

01.101 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Zegt u dat de btw zal dalen voor een cola op een festival? Dus de heer Bergers heeft gelijk? Sorry, ik heb het niet goed verstaan.

01.102 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik weet dat de btw op niet-alcoholische dranken zal dalen naar 12 %. Dat klopt.

01.103 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): De btw op frisdranken daalt wanneer men naar een café of restaurant gaat, maar bij takeaway, zoals een kraampje op een festival, bedraagt de btw vandaag 6 % en stijgt die naar 12 %. Ik had dat niet moeten herhalen als uw collega van de meerderheid, de heer Bergers, mij niet had beschuldigd van fakenieuws, maar ik wil hier graag een scheidsrechter.

De heer Seuntjens is niet de echte scheidsrechter, dus misschien moeten we het vragen aan de minister, die het wel weet. Ik wil dat graag rechtgezet zien: ik heb geen fakenieuws verspreid, maar de waarheid gesproken.

01.104 Alexia Bertrand (Open Vld): Terwijl we hier debatteren over onder andere de zogenaamde centenindex voor de pensioenen, waardoor de gepensioneerden slechter behandeld worden dan de uitkeringstrekkers, ontdekken we dat de meerderheid in alle stilte een wetsvoorstel heeft ingediend om daarvan snel werk te maken, om die gepensioneerden te straffen.

U hebt op basis van deze debatten immers beseft dat uw systeem eigenlijk niet werkt voor mensen met meerdere pensioenen. Dat gaat over mensen die keihard hebben gewerkt, soms twee jobs hadden, en voor hen functioneert het systeem niet. Het systeem moet dus technisch aangepast worden.

Ik heb gisteren nog gezegd dat de cd&v daaraan iets wilde doen. We zien het nu, mevrouw Lanjri. U hebt een wetsvoorstel ondertekend waarmee u de centen van de gepensioneerden, hun index, zult afpakken, in alle stilte. Voor dat voorstel vraagt u de urgentie. Kunt u dat bevestigen?

01.105 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Bertrand, als dat wetsvoorstel is ingediend, komt het naar de Kamer en dan zullen we alle tijd hebben om erover te debatteren.

01.106 Eerste minister **Bart De Wever**: Mijnheer de voorzitter, ik vind het boeiend dat hier vaak wordt gesproken over woord houden. Gisteren werd de vergadering onderbroken en werd daarover een uur vergaderd in de Conferentie van voorzitters. Vervolgens werd de vergadering geschorst. Er werd mij meegedeeld, ook vanuit de oppositie, dat dat gekoppeld was aan de belofte om te stoppen met de eindeloze interventies die de vergadering rekken.

Ik denk dat we allemaal kunnen vaststellen wie hier van zijn woord is en wie niet. Mensen die hun woord niet houden, zijn naar mijn mening in niets te vertrouwen.

(Rumoer)

De **voorzitter**: Collega's, het woord is aan mevrouw Bertrand.

01.107 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Mijnheer de premier, we kennen ondertussen uw persoonlijke aanvallen, maar ik zal daar niet aan meedoen.

U moet goed luisteren naar mijn vraag. Wat ik aanbreng, is een nieuw element, dat iedereen verrast. De collega's wisten dat niet en de pers evenmin. Het nieuw element is dat de urgentie wordt gevraagd voor die wettekst die ervoor zorgt dat een pensioen van 2.000 euro bruto, wat overeenkomt met 1.700 euro netto, niet langer volledig wordt geïndexeerd. Met dat bedrag kunnen gepensioneerden geen rusthuis betalen. Het gaat om mensen die heel hun leven hebben gewerkt, maar ze worden door deze regering slechter behandeld dan leefloontrekkers, aangezien die wel hun volledige indexering mogen behouden. Dat is de realiteit.

U draagt daaraan bij, want alle partijen, ook cd&v – die dat problematisch vond – hebben dat wetsvoorstel snel ondertekend en ingediend. Het staat op de website van de Kamer, met het nr. 1198. Ik nodig u uit om het te bekijken.

01.108 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, u vindt net zoals ik de index belangrijk. We zijn het duidelijk oneens over de mate waarin er nu gesprongen wordt, maar we zijn in een constructieve bui en belichten een potentieel positief element, namelijk de terugstorting door de werkgevers aan de staatskas. Als we dan toch de koopkracht van de Belgen beknootten, kan het maar beter naar het collectief gaan, nietwaar?

Het verlies bij de werknemers en bij de sociale zekerheid loopt de rest van de loopbaan door, niet alleen de eerste maand of het eerste jaar na de indexering. Ik ben het er volledig mee eens dat de details in de commissie zullen worden besproken en dat we ons in deze plenaire vergadering beperken tot de uitgangspunten.

Mijn vraag is dan ook of het uitgangspunt van Vooruit is dat de werkgevers eveneens voor altijd bijdragen om het verlies voor onze sociale zekerheid te compenseren.

01.109 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Mijnheer Van Lysebettens, de tekst is zeer duidelijk. Ik neem aan dat u weet wat er beslist is over de index. U kunt mij vragen wat ik ervan vind. Ik vind het belangrijk dat iedereen nog altijd een automatische indexering krijgt. Als u mij vraagt wat ik van alle andere mogelijkheden vind, kunnen we daar nog uren over filosoferen. Als u mij vraagt wat we nu hebben beslist over de index, dan vind ik het verdedigbaar dat we in tijden van crisis nog altijd aan iedereen een index geven. Ik zal in deze vergadering niet uren met u filosoferen over wat er anders nog allemaal mogelijk had kunnen zijn.

01.110 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik stel een vraag over het uitgangspunt, over de grote lijnen van een maatregel die centraal staat in deze regeringsverklaring, en u wilt daar niet verder op ingaan. Hoe moeten wij als parlementsleden daarover discussiëren en straks stemmen?

De centenindex is een essentieel element in de regeringsverklaring. De terugstorting door de werkgevers staat daarbij centraal. Ik vraag naar uw uitgangspunt, hoe u die implementatie ziet, hoe u dat beoordeelt. U antwoordt daar niet op. Wat verlangt u nu van ons? De premier verzoekt dat we gerichte vragen stellen, maar als we geen antwoorden krijgen, kunnen we niet anders dan die vragen voortdurend blijven herhalen. Het gaat hier om de essentie, collega's.

01.111 Dieter Keuten (VB): Mijnheer Seuntjens, fraude is diefstal, heb ik u luid horen verkondigen, en dat is juist. Diefstal is crimineel en moet zwaar bestraft worden. Mensen die tot schuldinzicht komen en hun straf uitzitten, moeten natuurlijk wel een tweede kans krijgen. Nu wordt hier een taboe doorbroken, want u zult datamining inzetten om fraude te bestrijden. We zullen zien of dat meer baat dan schaad, maar het taboe wordt hiermee wel degelijk doorbroken.

Ik vraag me wel af waarom dat taboe op andere vlakken blijft bestaan. Waarom wordt er geen datamining ingezet voor andere vormen van criminaliteit, zoals steekpartijen, partnergeweld, gaybashing, verkrachting en zware vormen criminaliteit? Wanneer zullen we daar datamining op inzetten?

01.112 Oskar Seuntjens (Vooruit): De discussie over het CAP hebben we daarnet gehad. Daarnaast komen er bijna 400 extra nieuwe inspecteurs om sociale en fiscale fraude op te sporen. Wat we voor onze veiligheid zullen doen? Er wordt in deze begroting echt serieus geïnvesteerd in veiligheid, zoals u kunt zien in de tabellen. Daar zullen we ook werk van maken.

01.113 Dieter Keuten (VB): Ik heb u ook horen spreken over het huisje van de sociale zekerheid. In ons huis van sociale zekerheid is het al decennialang opendeur. Door die opendeur zijn we het OCMW van de wereld geworden en is het huis van de sociale zekerheid volledig in verval geraakt. Dat heeft niet alleen een financiële, maar ook een ethische dimensie. Al decennialang worden hier mensen aangetrokken, mensen van verre oorden met nul respect voor onze waarden en normen.

De regels waarop we trots mogen zijn, de regels die onze samenleving tot een samenleving maken, onze waarden en normen, waar ook uw grootvader voor gevochten heeft, zoals gelijkwaardigheid van man en vrouw, respect voor andersdenkenden, beleefdheid en het afzien van elke vorm van geweld, moeten worden afgedwongen. Stop met daarvoor uw hoofd in het zand te steken.

01.114 Barbara Pas (VB): We hebben hier al veel anekdotes gehoord. De sterke schouders van de 27-jarige Oskar, die enorme inspanningen zal doen, het is heel aandoenlijk allemaal. Mijn vraag is echter of al die sterke schouders daadwerkelijk zullen bijdragen.

Niet ver hiervandaan zit namelijk een familie die elk jaar 23,5 miljoen euro aan belastinggeld ontvangt. Daarom heb ik een zeer concrete vraag voor u. Het is logisch dat politici het goede voorbeeld geven, maar geldt dat ook voor de koninklijke familie? Wordt hun indexering ook beperkt tot 80 euro of blijft die gewoon doorlopen zoals in het verleden?

01.115 Oskar Seuntjens (Vooruit): Voor zover ik weet, mevrouw Pas, is daarover niets beslist. Waarover beslist is, is de indexering van de lonen van politici, de afschaffing van de Senaat en het snoeien in de partijsubsidies.

01.116 Barbara Pas (VB): Dank voor het heldere antwoord.

Dat de sterke schouders van de koninklijke familie buiten schot blijven, is zeer duidelijk.

U zegt dat als het stormt, de socialisten ervoor zorgen dat de paraplu's gelijk worden verdeeld. Collega Seuntjens, een paraplu helpt niet als het stormt. Die begeeft het en dan wordt iedereen doorweekt en krijgt iedereen het koud. U deelt geen paraplu's uit. Iedereen die met gas verwarmt, iedereen die niet elektrisch rijdt, iedereen die zich maar een beetje wil ontspannen, zal bijdragen.

De sterke schouders, het laaghangend fruit, waarvan de premier beweert dat het niet meer bestaat, durft u niet eens aan te pakken. Die laat u buiten schot en dat is zeer veelzeggend. Dank u wel.

01.117 Patrick Prévot (PS): Petite information de service, notre collègue Georges-Louis Bouchez me fait savoir qu'il est bien arrivé sur son lieu de vacances et que la météo est plus clémente que chez nous en Belgique.

Monsieur Seuntjens, on n'ose imaginer ce qu'aurait pondue l'Arizona si Vooruit n'avait pas été là. Après 10 mois pourtant, force est de constater que le ministre Clarinval a fait voter sa loi sur le chômage, que le ministre Jambon ne traîne pas pour limiter les pensions, que la ministre Van Bossuyt a déposé

plusieurs projets de loi visant à plus de dureté à l'égard du demandeur d'asile, et que M. Beenders n'a, pour l'instant, pas encore pu déposer de texte par rapport à la protection des consommateurs – M. Beenders, que j'apprécie du reste énormément, qui est toujours très constructif en commission – alors qu'il y a des textes sur la table.

Le contrôle plus strict des ventes en porte-à-porte est une bonne mesure de l'accord de gouvernement mais, pour l'instant, on ne voit rien venir. Idem pour la réglementation plus stricte des honoraires d'huissier. Je déposerai prochainement un texte à ce sujet ainsi que sur la question du droit à l'oubli. Ma seule question est donc la suivante: pourquoi n'avoir pas encore (...)

01.118 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Prévot, u hebt iets te lang gepraat waardoor uw vraag niet doorkwam in de micro en dus in de vertaling. Ik ben er zeker van dat minister Beenders er alles aan zal doen om mensen zo goed als mogelijk te beschermen. Hij zal nog graag met u in commissie in debat gaan.

01.119 Patrick Prévot (PS): Vous l'aurez compris, monsieur Seuntjens, cher Oskar, que ceci est évidemment un message d'encouragement, parce que je ne voudrais évidemment pas que les ministres, qui sont moins proches idéologiquement parlant de mon parti, continuent à engranger des victoires, alors que nous avons la chance d'avoir un ministre, un bon ministre, de la Protection des consommateurs. Et, comme je l'ai souvent dit, il faudra voir aussi comment vont se répartir les matières avec M. Clarinval, dont on sait qu'il est parfois un peu moins avancé en termes de protection des consommateurs.

J'ai donc vraiment envie qu'on laisse pleinement M. Beenders travailler. Je répète que de nombreux textes sont sur la table. On termine doucement les auditions relatives aux honoraires des huissiers et mon groupe déposera évidemment un texte. J'ai vu par ailleurs que le ministre allait s'attaquer à la *shrinkflation*. Quant au droit à l'oubli, cette double peine pour les personnes guéries d'un cancer ou d'une maladie chronique, là aussi, on doit aller plus loin.

Ce message, ce n'est donc évidemment pas une attaque envers vous, cher camarade, mais plutôt un message d'encouragement au ministre Beenders.

De **voorzitter**: Het woord is nu aan mevrouw Bertrand.

01.120 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, collega's, wij hebben vanaf de eerste dag gezegd dat onze oppositie anders zou zijn. Wij willen wat goed is, ondersteunen. Ik denk dan aan de beperking van de werkloosheid in de tijd, de uitbreiding van de flexi-jobs naar alle sectoren, het optrekken van de overuren, de versoepeling van de nachtarbeid en de pensioenhervorming. Dat zijn allemaal zaken die we hebben gesteund en die we zullen blijven steunen.

Dat krijgt u van geen enkele andere oppositiepartij gedaan, maar we zullen ook kritisch zijn en blijven. Ik kan nog steeds niet geloven dat u de prikklok opnieuw zult invoeren. Dat is een prehistorisch instrument. Dat is toch pure kafka? Ik verwacht hier straks een helder antwoord, want ik lees de heel duidelijke beslissing van uw regering, ik citeer: "De registratie van de arbeidstijd is verplicht vanaf 1 januari 2027." Mijnheer de premier, ik hoop dat u ons daarover straks tekst en uitleg zult geven.

Collega's, de oppositie moet de regering bij de les houden en ervoor zorgen dat wat werd beloofd, wordt waargemaakt. Wat was de belangrijkste belofte in uw regeerakkoord? Ik citeer uw regeerakkoord, pagina 8: "De komende regering stelt zich tot doel de dramatische achteruitgang bij ongewijzigd beleid om te buigen en tegen 2030 op het niveau van entiteit I het begrotingstekort te beperken onder de Europese drempel van 3 %." Ik zal het zelfs niet hebben over het feit dat 3 % voor entiteit I geen Europese drempel is, maar dat was uw belofte. We zijn nog geen jaar verder en uw regering heeft die belofte al gebroken. Om dat doel te bereiken, moest u immers minstens 16 miljard saneren en dat doet u niet.

Eenmaal die belofte gebroken, deed u een nieuwe belofte. U zei aan de deur van de 16 letterlijk: "De lat ligt op 10 miljard, dat is het *minimum minimorum*. Daaronder ga ik niet, anders zijn we het niet waard om te besturen." Dat waren uw woorden, maar ook die belofte heeft deze regering nu gebroken. Ik heb de tabel lijn na lijn bestudeerd en die 10 miljard staan niet in uw tabel, mijnheer de premier. Het enige wat ik zie, is 9,2 miljard tegen 2029. Dat is 800 miljoen onder de lat, 8 % onder de lat.

Als u mij zegt dat u die 10 miljard euro haalt tegen 2030, *show me the money*, want die kolom is ondertussen uit uw tabel verdwenen. Die staat er niet in.

Collega's, zelfs die 9,2 miljard euro is echter geen 9,2 miljard. De fameuze belastingverlaging die uw regering niet waarmaakt, omdat u van die 9,2 miljard euro 1 miljard verschuift naar 2030. Wat is dat nu voor een besparing, beste collega's? Vergelijk het met een gezin. Het is alsof de ouders zouden zeggen: "Kinderen, jullie hebben goed gewerkt, dus op zondag gaan we een steak met friet eten in een restaurant." Dan zegt de vader op vrijdag echter: "Nee, we gaan dat toch niet doen, want het is te duur." Voilà, zo heeft hij net 100 euro bespaard, 100 euro terug in de zak. Dat is wat u doet met die lastenverlaging. Is dat een besparing?

We zitten ondertussen, beste collega's, 18 % onder de lat. Dan kom ik bij het debat van vandaag. Ik heb goed geluisterd naar alle vragen en antwoorden, maar vooral naar de non-antwoorden die zijn gegeven. De enige conclusie is dat deze tabel vol staat met onduidelijkheden, onzekerheden en budgettaire gaten.

Ik geef u maar één voorbeeld. De bijdrage van 500 miljoen euro die de gewesten en gemeenschappen moeten betalen aan de Europese Unie, is hoogst onzeker, omdat er nog geen akkoord is. Niemand heeft gezegd dat er daarover een akkoord is. Hoe kunt u verwachten dat de gewesten en gemeenschappen nu zouden betalen, als ze zelfs hun engagementen van vandaag niet nakomen? De covidbijdrage is niet betaald, de plasticbijdrage van 160 miljoen euro is ook niet betaald. Zo gaat er weer 500 miljoen euro af.

Er blijft, beste collega's, 7,7 miljard euro over. Dat is dus 23 % onder de lat. En waar zijn we eigenlijk zeker van wat betreft die 7,7 miljard? Van één zaak zijn we zeker: taks, taks, taks. We zien 4,5 miljard euro aan nieuwe taksen en extra taksen, bijvoorbeeld een hogere btw, zwaardere taksen op zelfstandigen en ondernemers, hogere loonkosten voor de industrie, hogere lasten op arbeid via de verkapte indexsprong en hogere taksen op de horeca, een sector die het al zo moeilijk heeft.

Wat blijft er dan eigenlijk nog over van uw grote besparingsoefening, van die grootste sanering sinds de jaren 90? Niet veel, blijkbaar. Misschien toch wel iets, namelijk de 1,9 miljard euro van de langdurig zieken. Mijnheer de premier, u hebt een ervaren rot op die post. Hij is nu niet meer aanwezig, maar dat is een ervaren rot. We vergeten echter wel dat minister Vandenbroucke al vijf jaar op die stoel zit.

Collega's, mag ik u de cijfers van de langdurig zieken onder vijf jaar Frank Vandenbroucke in herinnering brengen? Hij begon in 2020. Toen waren er 420.000 langdurig zieken. Dank u, mijnheer Van Quickenborne. Nu, vijf jaar later zijn er 590.000 langdurig zieken. Dank u, mevrouw De Knop. Dat is een stijging van 40 % onder de deskundige leiding van minister Vandenbroucke.

Nu gaat alles echter veranderen, collega's. Het mirakel is geschied, want nu gaat de minister 1,9 miljard op die post besparen. Ook dat cijfer is hocus pocus, beste collega's. Twee weken geleden sprak de regering immers nog over een besparing van 2,5 miljard euro. Op twee weken tijd is er dus 600 miljoen euro in rook opgegaan.

Er is slechts één zekerheid in dit dossier. We weten wie gaat betalen. Dat zijn de zelfstandigen en de ondernemers. Zij zullen de factuur betalen met een nieuwe taks, een ziekte-taks van vier maanden, waarbij de werkgevers niets kunnen doen om die te ontlopen. Kijk in de tabel. Zelfs de lijn 'efficiëntere overheid' gaat over taksen.

Als klap op de vuurpijl wordt in de grootste uitgavenpost van deze regering niets gedaan. Minister Vandenbroucke heeft dat gisteren en vandaag bevestigd. Hij heeft geantwoord dat de groeinorm op 3 % blijft. Dat is hoger dan de vorige regering en nog hoger dan de Zweedse regering, waarvan de N-VA deel uitmaakte en waar een liberale minister, mevrouw De Block, de gezondheidszorg wel heeft hervormd. De heer Vandenbroucke hervormt niet en hij bespaart ook niet.

De enige pijler waarop dit budgettaire kaartenhuisje rust, zijn de taksen. Taks, taks, taks, dat is voor iedereen duidelijk. Het moet u trouwens zijn opgevallen, mijnheer de premier, dat het hele halffrond over taksen praat: de heer Vereeck, de heer Hedebeuw, mevrouw Almaci, de heer Dermagne. Zelfs de heer Bouchez heeft het over taks, taks, taks gehad. Jammer dat hij er niet is om dat te bevestigen.

Aangezien iedereen hier de mond vol heeft over taksen, wil ik graag een overzicht geven van de verschillende taksen.

Ik doe het in alfabetische volgorde, want het zijn er heel veel: de benzinetaks, de campingtaks, de concerttaks, de deliverytaks, de dieseltaks, de erfgenamentaks, de festivaltaks, de fitness taks, de frituurtaks, de gastaks, de indextaks, de Kinepolistaks, de mazouttaks, de museum taks, de nachtarbeidtaks, de pakjestaks, de pensioentaks, de pesticidentaks, de pretpark taks, de R&D-taks en de zelfstandigentaks. Dat zijn dus de nieuwe belastingen. Vergeet niet dat die boven op de 20 arizonataksen komen die hier nog moeten worden goedgekeurd. U weet het nog: de echtscheidingstaks, de woontaks, de rechtsbijstandtaks, de giftetaks en dan uiteraard de belangrijkste taks, de meerwaardetaks.

U hebt gezegd dat iedereen het zal voelen. Ja, u hebt gelijk, mijnheer de premier, die taksen zal iedereen voelen. Wat typeert ons land? Werken, frietjes eten en feesten. Wat doet deze regering? Alles wat plezant is, zult u belasten of zwaardere belasten. Erger nog, u raakt met die takslawine onze industrie, onze ondernemers en zelfstandigen midscheeps, en dat allemaal omdat de heren Rousseau en Van Peteghem de jacht op ondernemers open hebben verklaard. Dat zijn volgens hen mensen die aan de rand van hun zwembad zichzelf een minimumloon uitbetalen op kap van de Staat. Artsen worden geframed als *doktoors*.

Het gaat al lang niet meer over managementgenootschappen, dat hebben we al tien keer gezegd. Het gaat over honderdduizenden kleine vennootschappen: de bakker, de beenhouwer, de dakwerker, de taxichauffeur, de loodgieter of de elektricien. De korting op de RSZ verdwijnt. De roerende voorheffing stijgt met 20 %, de fiscale druk op ondernemers gaat omhoog. De industrie, die al zo zwaar aan het bloeden is, ziet haar loonkosten stijgen met 250 miljoen euro in 2028. Hoeveel ontslagen moeten er nog vallen?

Toch, collega's, zijn onze gepensioneerden het allergrootste slachtoffer van deze begroting. Dat is totaal onbegrijpelijk. Ik heb het u al gezegd: u behandelt de uitkeringstrekkers beter dan de gepensioneerden. De leefloners krijgen hun volledige index. Hun leefloon wordt voor 100 % geïndexeerd. Voor de mensen die hun hele leven hebben gewerkt, neemt u de helft van de index af.

Met een pensioen van 2.000 euro, dat is 1.700 euro netto, kan men zelfs geen rusthuis betalen, en dat vindt u rijke mensen? Moeten die mensen hun huis niet verwarmen? Moeten die mensen geen eten kopen en hun leven betalen? U zult onze gepensioneerden verarmen en u hebt dat net bevestigd met uw wetsvoorstel dat u in alle stilte hebt ingediend in de Kamer. Ik doe u een voorstel, beste collega's, mijnheer de premier. Neem de index af van de leefloners en geef die aan de gepensioneerden.

In plaats van al uw taksen op te leggen zou u veel beter ontvetten, afslanken en afschaffen, agentschappen opdoeken, wetten afschaffen en structuren afslanken. Wat doet u? U werft zelfs 377 ambtenaren aan om de fiscale klopjacht voor *money control* te doperen. Aangezien meneer Vandenbroucke blij is dat Open Vld niet meer in de regering zit, zal hij volle gas vooruit gaan, vertrouw mij.

Beste collega's, de maskers vallen af. Mijnheer de premier, u hebt Churchill geciteerd: "*This is not the end, it's not even the beginning of the end, but it's perhaps the end of the beginning*". Ik hoopte dat het waar zou zijn. Deze oefening hangt echter met zoveel haken en ogen aan elkaar dat u wellicht opnieuw vertrokken bent voor een lange onderhandeling. We maken alvast een afspraak voor uw carnavalsakkoord.

Geen vragen? Het was duidelijk.

01.121 Niels Tas (Vooruit): Mevrouw Bertrand ik heb een vraag voor u.

Het trackrecord van de liberalen in dit land en ook in Brussel op financieel vlak gedurende de voorbije 25 jaar was niet bijzonder positief. Ik begrijp dan ook niet wat het grote probleem is, nu deze regering eindelijk alles op alles zet om fraude aan te pakken. Daarom heb ik één eenvoudige vraag voor u. Wat is het probleem met het feit dat deze regering valsspelers en fraudeurs keihard wil opsporen en aanpakken?

01.122 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Tas, wij zijn voorstanders van fraudebestrijding. Fraude is een schande. Wij hebben daar altijd tegen gestreden.

Hier gaat het echter om iets helemaal anders. U wilt onschuldige mensen aanpakken met uw *money control* en met algoritmes waarvan niemand zelfs weet hoe ze werken. U wilt iedereen op elk moment controleren en de rekeningen van onschuldige burgers inkijken. Dat is wat u wilt doen. Het gaat niet over fraudeurs, het gaat over onschuldige burgers.

01.123 Niels Tas (Vooruit): Mevrouw Bertrand, het is heel duidelijk. Ik begrijp waarom uw nieuwe voorzitter de partijnaam niet verandert. Valsspellers laten doen, dat is de nieuwe slogan van Open Vld. Ik neem daar akte van.

De **voorzitter**: Ik nodig nu mevrouw Farih uit.

01.124 Nawal Farih (cd&v): Voorzitter, premier, leden van de regering, vandaag bepalen we in welk land onze kinderen en kleinkinderen zullen opgroeien. Voor cd&v is het duidelijk: een land waar werken loont, een land waar gezinnen en ondernemingen ademruimte krijgen, een land waar iedereen die zijn best doet, op het einde van de rit een mooie toekomst verdient.

Voor die mensen die elke dag hun best doen, die elke dag werken en proberen te sparen, die elke dag het gevoel hebben dat ze er toch nog op achteruitgaan, voor die mensen moeten we het vandaag beter doen. Collega's, voor het eerst leeft er een generatie die weet dat het slechter zal zijn voor de volgende generatie. Dat mag niet gebeuren, of toch zeker niet met cd&v in de regering.

U mag lachen, u mag straks vragen stellen, maar we komen er nog toe.

Wij willen onze gezinnen en onze werkende middenklasse opnieuw perspectief bieden. We willen bouwen aan een beter land. Net daarom moeten we meer doen dan alleen het rotten stoppen. Wij van cd&v hebben aangedrongen op eerlijke en rechtvaardige hervormingen, op noodzakelijke investeringen in veiligheid, in welzijn, in koopkracht. Dat is exact waar cd&v de klemtonen op gelegd heeft binnen Arizona tijdens de onderhandelingen voor het regeerakkoord. Bij elk begrotingsakkoord zal dat helder gesteld worden.

Iedereen hier weet hoe hard cd&v gevochten heeft voor lagere lasten op arbeid. We weten ook allemaal dat België kampioen is in het belasten van zuurverdiende centen. Dat moet keren. Dankzij ons zal iedereen die werkt tegen 2030 meer dan 1.000 euro netto loon overhouden. We hebben ervoor gevochten dat de winkelkar geen euro duurder zal worden, collega's. Er komt tegelijkertijd – want we zijn rechtvaardig – ook een sociaal plafond, om ervoor te zorgen dat het verschil tussen werken en niet werken duidelijker wordt. Werken zal opnieuw lonen, collega's.

Een evenwichtige begroting vraagt ook een rechtvaardige fiscaliteit. We vragen daarom inderdaad veel van onze sterkste schouders. Voor cd&v betekent dit dat er een eerlijke verdeling is. Voor cd&v betekent dit dat er niet geraakt wordt aan pensioensparen, spaarcenten of groepsverzekeringen. Dat is altijd onze strijd geweest voor de pensioenen.

Met cd&v zetten we voort waar we al lang voor pleiten: de effectentaks, met een verdubbeling van belastingen voor beleggingsportefeuilles van meer dan een miljoen euro. Ook pakken we het misbruik van vennootschappen aan. Er is veel over gezegd vandaag en gisteren, maar we doen wat we beloofd hebben. Tevens zullen we een hardere aanpak van fiscale en sociale fraude hanteren. Dat gebeurt met extra middelen, een nieuw financieel pakket en maar liefst 377 inspecteurs die daarvoor worden ingezet. Elke euro die niet betaald wordt door fraudeurs, wordt doorgeschoven naar de werkende middenklasse. Daar past cd&v resoluut voor.

Onze pensioenen, een groot thema de voorbije uren, zijn een van de grootste uitdagingen van ons land. Vandaag is één Belg op vijf ouder dan 65 jaar. Tegen 2050 is dat één op drie. De pensioenfactuur bedraagt vandaag 70 miljard euro en stijgt jaar na jaar. Wie de noodzaak van hervormingen niet ziet, vergist zich, collega's. We moeten nu handelen, om ervoor te zorgen dat de volgende generaties dezelfde levenskwaliteit kunnen hebben als vandaag.

De pensioenhervorming is eerlijk en rechtvaardig. De eerste loopbaan wordt meegeteld als een volledig gewerkt jaar, een speerpunt van cd&v. Ziekte zal volledig meetellen als gelijkgestelde dag, een strijd van cd&v. Ouderschapsverloven worden meegepakt in de pensioenhervorming, een strijd van cd&v. Die zullen gelijkgesteld worden. We voorzien een buffer van vijf respijtdagen voor mensen die pech hebben, omdat we uiteraard ook daarvoor oog moeten hebben.

We doen wat we beloven. We denken aan de meest kwetsbaren, zieken en mensen die zorg bieden. Mensen die pech hebben, zullen voor hun pensioen niet afgestraft worden.

Als we de pensioenen en de sociale zekerheid betaalbaar willen houden, moeten we ook meer mensen aan het werk krijgen. Mensen activeren, dat doen we met deze regering. We beperken de werkloosheidsuitkering in de tijd, maar maken ook een plan voor langdurig zieken. Er zijn meer dan 500.000 langdurig zieken in ons land en dat kost ons 11 miljard per jaar. Het belangrijkste is dat achter die cijfers mensen zitten; mensen die smeken om opnieuw deel uit te maken van de samenleving, mensen die smeken om zich nuttig te voelen in onze samenleving, mensen die gewoonweg weer waarde aan hun dag willen geven. Als overheid zijn we verplicht om die mensen een kans te geven. We zullen dat niet alleen doen, want alle actoren zullen geresponsabiliseerd worden: mutualiteiten, artsen, overheid; het zal een hele keten zijn die verantwoordelijkheid neemt om langdurig zieken perspectief en kansen te bieden.

Als we meer langdurig zieken aan het werk willen hebben, moeten we ook voorkomen dat mensen uitvallen. De arbeidsmarkt kent geen aan- en uitknop. Daarom heeft mijn collega Nahima Lanjri de arbeidsparticipatietoeslag voorgesteld. Dat voorstel zit ook in dit akkoord. Het is opnieuw een voorstel van cd&v dat het verschil maakt voor mensen die ziek zijn. De arbeidsparticipatietoeslag zorgt ervoor dat het werkritme tijdelijk kan worden verlaagd, zonder dat men volledig uitvalt en de arbeidsmarkt moet verlaten vanwege ziekte.

Ik heb het debat zeer goed gevolgd en ik heb echt zeer weinig parlementsleden gehoord die de juiste vragen over langdurig zieken stelden. Niemand vroeg zich namelijk af hoe het komt dat zoveel mensen uitvallen. Niemand vroeg zich af hoe het komt dat jonge ouders op hun tandvlees zitten. Ik heb ook niet gehoord dat iemand vroeg hoe het komt dat België koploper is in burn-outs. Dat zijn de juiste vragen, collega's, die u moet durven te stellen.

Cd&v denkt daar wel aan. Cd&v heeft aandacht voor de werkende middenklasse, voor mensen met een gezin. Cd&v heeft aandacht voor mensen die het moeilijker hebben en daardoor mogelijk minder actief zijn op de arbeidsmarkt, maar die niet volledig van de arbeidsmarkt willen worden uitgesloten. Onze gezinnen lopen vandaag een marathon aan het tempo van een sprint. Met ons familiekrediet investeren we in ademruimte voor gezinnen. We hebben dat beloofd tijdens de verkiezingen en onderhandeld in het regeerakkoord. Het zal uitgevoerd worden, collega's. Jonge mama's en papa's zullen eindelijk opnieuw kunnen ademen, al vanaf volgend jaar met een week extra geboorteverlof voor alle nieuwe ouders. Cd&v heeft één gigantische ambitie, die door iedereen gekend mag zijn. Wij willen van België het meest gezinsvriendelijke land van Europa maken.

Verstandig hervormen en gericht investeren geldt ook voor de zorg. We hebben daarover de voorbije uren al gesproken. We pakken inefficiëntie aan zodat we kunnen blijven investeren in toegankelijke en betaalbare topzorg voor iedereen. Deze legislatuur investeren we meer dan 4 miljard euro boven op de index. Met een sociaal akkoord waarderen we het zorgpersoneel en willen we rust brengen in de zorgsector: geen conflicten, geen stakingen, geen chaos. We willen wel hervormingen die artsen naar waarde schatten en die buitensporige kosten aanpakken. Onze zorg is van wereldklasse, en dat willen we zo houden.

01.125 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, u hebt gesproken over het belang van de pensioenen in ons land. U hebt daarnet ook gezegd dat u wilt dat België het meest gezinsvriendelijke land ter wereld wordt. Welnu, ongeveer 250.000 mensen ontvangen een gezinspensioen in de plaats van een gewoon pensioen. Dat betekent dat een van de twee partners een pensioen krijgt, dat weliswaar met 25 % wordt verhoogd.

U introduceert een indexeringsplafond van 2.000 euro op de pensioenen. Bedraagt dat plafond voor het gezinspensioen ook 2.000 euro? In het meest gezinsvriendelijke land ter wereld zou ik denken van niet, maar ik verneem graag van u het antwoord.

01.126 Nawal Farih (cd&v): Dat is een goede vraag. U weet ook dat de beslissing over de indexatie recent is genomen. We zullen de modaliteiten nog moeten bespreken. Ik heb er geen probleem mee om u dat te zeggen, want u weet dat een goede onderhandeling tijd vergt. In elk geval zal cd&v ervoor zorgen dat we gezinnen en de werkende middenklasse blijven beschermen.

01.127 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): De onderhandeling is nog bezig, maar het bedrag dat het zal opleveren, kennen we al.

Ik deel uw ambitie om het meest gezinsvriendelijke land ter wereld te worden. Als u vasthoudt aan het indexeringsplafond van 2.000 euro, dan zou het plafond voor het gezinspensioen logischerwijs 2.500 euro moeten zijn. Ik zal zien waar u uitkomt met uw onderhandelingen. Wij zullen u blijven ambeteren tot u op die 2.500 euro uitkomt.

01.128 Irina De Knop (Open Vld): Mevrouw Farih, u had het daarstraks over de noodzakelijke preventie bij mensen die arbeidsongeschikt worden. U zegt dat we de echte redenen moeten aanpakken.

Ik vind het dan toch wat bizar dat jullie vooral op controle inzetten. Dat is niet verkeerd, maar de ziekenfondsen krijgen al 1,3 miljard euro uit het vuistje. Daar komt nog eens 13 miljoen euro bij en nog eens 4 miljoen euro extra voor het RIZIV. Zou u die middelen niet veel beter in preventie investeren? In preventie investeren jullie nu niet.

Ik heb nog een bijkomende vraag. Kunt u mij verzekeren dat elke langdurig zieke met arbeidscapaciteit daadwerkelijk begeleiding naar werk zal krijgen? Momenteel is dat immers niet het geval. Er is een Terug-naar-werkfonds met 13 miljoen euro in, waarmee slechts 50 trajecten zijn afgerond. Dat is nochtans wat er moet gebeuren op het vlak van preventie en remediëring.

01.129 Nawal Farih (cd&v): Mevrouw De Knop, ik dank u voor uw vraag. Preventie vormt immers een belangrijke schakel.

Als u daarnet goed hebt geluisterd, hebt u gehoord dat ik over de arbeidsparticipatietoeslag heb gesproken. Die toeslag laat toe dat mensen die ziek zijn en niet voltijds kunnen werken, een stap terugzetten zonder afstand te nemen van de arbeidsmarkt.

Het tweede element dat ik net heb toegelicht, is het familiekrediet, dat ervoor moet zorgen dat werk en privéleven beter kunnen worden gecombineerd. Uit de cijfers blijkt dat vooral bij de 30- tot 45-jarigen enorm veel mensen uitvallen door de combinatie werk en privéleven.

Dat zijn alvast twee preventieve maatregelen die we met de huidige regering zullen invoeren.

Wat de controle betreft, worden de mutualiteiten niet zomaar ontzien. Als u het akkoord hebt gelezen, weet u dat de administratiekosten zullen afhangen van het aantal mensen dat ze begeleiden naar werk. Ook daar zal dus verantwoordelijkheid moeten worden opgenomen.

01.130 Irina De Knop (Open Vld): Mevrouw Farih, ik vraag mij af of u werkelijk gelooft wat u net hebt uiteengezet. De maatregelen die u hebt opgesomd, zijn immers gemorrel in de marge.

Ondertussen zitten we al aan de vierde golf. We gaan door op hetzelfde elan. Toch zien we dat de uitgaven voor langdurig zieken de voorbije vijf jaar met 55 % zijn gestegen. Met de maatregelen die u noemt, zullen we die evolutie absoluut niet keren. We moeten doorpakken en evolueren naar een fundamenteel ander systeem om mensen naar werk te begeleiden. Dat mag bovendien aanzienlijk minder vrijblijvend zijn dan vandaag het geval is.

01.131 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Mevrouw Farih, wat ik u voorleg, heb ik gisteren aan collega Ronse gevraagd, maar ik heb geen antwoord gekregen. Er is sprake van 1 miljard euro extra voor Justitie. Dat plan zouden wij, en uiteraard ook de cipiers en de magistraten, graag inkijken. Kunt u mij dat plan overhandigen?

Er is sprake van 600 miljoen euro voor de Regie der Gebouwen. Is al beslist waaraan dat geld zal

worden besteed? Gaat het naar gevangenissen, politiekantoren of forensische psychiatrische centra? Komt er vooral capaciteit bij of gaat het om de uitvoering van al genomen beslissingen?

Ik heb begrepen dat een deel van het budget uit efficiëntiewinsten moet komen. Dat is uiteraard heel goed. Het heeft geen zin om zomaar geld te geven. We moeten slim investeren. Welke hervormingen binnen Justitie zijn door de regering beslist? Dat is van belang.

01.132 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer Van Tigchelt, ik ben ervan overtuigd dat u al heel lang zat te schuifelen op uw stoel om me die vraag te stellen. Ik wilde net starten met het luik Justitie en Veiligheid. Misschien zal dat ook al wat antwoorden bieden.

Omdat u aandringt, zal ik u nu al antwoorden. U vroeg waar het budget naartoe gaat. Wel, het budget van 1 miljard is er vandaag. Als u de tabel opent – ik zal met u meedoen, want ik hoor in de pers heel wat spinsels dat het budget er niet zou zijn –, stelt u vast dat er een structurele financiering van 200 miljoen wordt toegewezen om de overbevolking tegen te gaan; 60 miljoen per jaar. U ziet daarnaast op een andere lijn dat 60 % van de interdepartementale envelop eveneens wordt ingezet om de overbevolking aan te pakken. Zo komen we op 600 miljoen. Twee andere lijnen, namelijk met betrekking tot de sociale en fiscale fraude, waarover ik heb gesproken naar aanleiding van een andere vraag, en met betrekking tot het nationaal financieel parket, zijn goed voor de resterende 200 miljoen.

01.133 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Dat getuigt vooral van een creatieve boekhouding, vind ik. Er is 50 miljoen extra per jaar voor de overbevolking overeengekomen in het paasakkoord. Die wordt nu recurrent, maar 50 miljoen is maar net voldoende om Sint-Gillis open te houden en de nieuwe gevangenis van Antwerpen te openen. Dat hebt u elk jaar nodig. Daarmee kunt u geen bijkomende capaciteit creëren. Er werd 500 miljoen gevraagd voor de rechterlijke orde, maar die krijgt 50 miljoen recurrent per jaar. Daarmee wordt de magistratuur opnieuw met een kluitje in het riet gestuurd.

01.134 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer Van Tigchelt, we zagen die vraag al van ver aankomen; u verrast niet. Wat ook niet verrassend is, is dat u weinig schaamte kent in het debat. Ik ben nog altijd op zoek naar de gevangenissen waar u voor gezorgd hebt, naar de extra capaciteit waar u voor gezorgd hebt, en naar het wetgevend kader waar u voor gezorgd hebt. Dat hebben we niet gevonden.

Ik heb inderdaad een *moonshot* voor Justitie gelanceerd, omdat ik dat noodzakelijk acht. Interne veiligheid is voor ons van groot belang. Voor ons zijn menselijker, strenger en sneller straffen geen loze woorden of stoere praat, noch schuiven we wetteloze oplossingen naar voren in een periode van lopende zaken. Zo besturen wij niet. Wij besturen met wetten en met een duidelijk beleid. Dat is wat we mogelijk maken.

Iedereen heeft ons inderdaad met een achterstand zien starten, voor we met het *moonshot* op het veld kwamen. We hebben de achterstand goedge maakt en Justitie komt dankzij een investering van 1 miljard euro weer in de race.

01.135 Paul Van Tigchelt (Open Vld): We moeten helaas altijd opnieuw beginnen over het verleden. In de vorige regering, waarvan u deel uitmaakte, is het budget van Justitie gestegen van 1,9 naar 2,7 miljard euro. Er werden 1.400 extra plaatsen in de gevangenissen gecreëerd. U rekt zich voor een stuk rijk. Wij zullen het zeer concreet opvolgen. Ik heb ook nog geen antwoord ontvangen op de vraag welke efficiëntiewinsten zijn afgesproken en welke interne hervormingen bij Justitie precies zijn afgesproken. Zolang daarop geen antwoord komt, bestaat het risico dat uw *moonshot* een gevaarlijk *trick shot* wordt. Dat is trouwens een bizarre manier van politiek bedrijven.

01.136 Minister Annelies Verlinden: We werken aan efficiëntiewinsten, maar u weet wat daarvoor nodig is. Daarvoor moeten we het gebouwenpark optimaliseren en rationaliseren. Daarnaast moeten we investeren in digitalisering, want zonder digitalisering blijven een aantal automatische, terugkerende activiteiten noodzakelijk. Dat doen we. Daarvoor hebben we geld gevraagd en ook gekregen. Dat is helemaal geen kwestie van zich rijk rekenen. Wij zijn realistisch en alvast veel realistischer dan u wanneer u, bijvoorbeeld, gevangenen vervroegd of verlengd penitentiair verlof hebt verleend zonder wettelijke basis.

Justitie zit weer in de race. We hebben geld vrijgemaakt om te werken aan de overbevolking, aan veiligere gerechtsgebouwen, zodat magistraten veiliger kunnen werken, aan de beveiliging van *high*

value targets die we vanuit het Midden-Oosten voor berechting terughalen, en aan de verbetering van de werkomstandigheden.

01.137 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Die uitleg is volledig correct. Mijn vraag is echter wat er concreet is beslist. Het gaat nu over intenties, plannen en investeringen in bepaalde zaken, maar wat is er concreet beslist? Dat vraag ik al maanden in de commissie voor Justitie.

Naar welk gerechtsgebouw, welke gevangenis, welk forensisch psychiatrisch centrum gaat de 600 miljoen van de Regie der Gebouwen? Welke efficiëntiewinsten zijn er afgeklopt? Is er bijkomende capaciteit of gaan we naar een systeem van straffkorting van een jaar? Trouwens, het verlengd penitentiair verlof werd niet ingevoerd tijdens de vorige legislatuur, maar wel door de voorganger van de voorganger en dat was uw partijgenoot Koen Geens.

01.138 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Collega, ik kom terug op de tabel die al zoveel werd besproken. De minister heeft daarnet gezegd dat er een onderbenutting van 257 miljoen euro is binnen de groeinorm van de 3 %, maar het is niet duidelijk hoe hij aan dat cijfer komt. Als men de middelen voor het sociaal akkoord aftrekt van de efficiëntiewinsten, dan komt men niet aan 257 miljoen. Ik zou graag hebben dat u dat even uitlegt.

Als u zegt dat we 4 miljard investeren, dan is dat ten opzichte van een groeinorm van 0 %, maar de nulgroei lag niet op tafel. Wat er op tafel lag, was de vraag of we bijvoorbeeld een echte vermogensbelasting zouden invoeren, een miljonairstaks, dan wel of we zouden beknibbelen op het budget van de zorg. Wat is er uit de onderhandelingen gekomen? Er wordt beknibbeld op het budget van de zorg en er komt geen echte vermogensbelasting. Dat is de realiteit van de onderhandelingen.

01.139 Nawal Farih (cd&v): Collega, u hebt die vraag de voorbije uren al vaker gesteld en de minister is duidelijk geweest in zijn repliek. We investeren inderdaad 4 miljard extra boven op de index. Misschien stelt u dat teleur, want ik begrijp de herhaling van de vraag niet. In 2028 zal de groeinorm 2,7 % bedragen en in 2029 3 %. De minister heeft het gezegd en ik zal het zo vaak als u dat wenst herhalen. Aan de zorg zal niet geraakt worden. We hebben gesproken over efficiëntiewinsten. Die zijn er en dat weet u ook. In het geneesmiddelenbeleid en in het beleid inzake medische beeldvorming zijn er efficiëntiewinsten te boeken. Tegelijk zal elke oefening gemaakt worden, zonder dat de patiënt wordt geraakt.

01.140 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Dat lijkt mij belangrijk. Daarom vraag ik waar de 257 miljoen euro vandaan komt. Wanneer ik de optelsom maak, kom ik immers niet aan 257 miljoen euro. Het cijfer dat daarstraks werd gegeven, klopt dus niet. Het zou goed zijn dat u dat narekent en daarna antwoordt.

De patiënt wordt wel geraakt. Er komt een hoger remgeld voor medicatie en voor een bezoek aan de dokter. Voor het zorgpersoneel komen er in de toekomst, misschien op het einde van de legislatuur, een paar kruimels bij. Ondertussen krijgt de helft van het zorgpersoneel dat met vervroegd pensioen gaat, af te rekenen met een pensioenmalus en een verpleegkundige met een bachelordiploma en zeven jaar anciënniteit, die dus 4.000 euro bruto verdient, verliest bij de indexering in januari 2026 inkomen en moet ook btw-verhogingen slikken. Tegen het einde van de legislatuur zijn zij dus al veel meer kwijt dan wat er aan kruimels bij komt. Dat is wat u doet.

De **voorzitter**: De vraag over de groeinorm werd inderdaad al meermaals gesteld, al staat er nu wel een nieuwe spreker op het spreekgestoelte. Vermoedelijk zullen we dat thema nu kunnen afronden.

01.141 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, ik wil even nader ingaan op de interessante discussie over 1 miljard euro voor Justitie, die de heer Van Tigchelt heeft geopend. In de budgettaire tabel staat er inderdaad 600 miljoen via de Regie der Gebouwen, en 200 miljoen voor de aanpak van de overbevolking. De resterende 200 miljoen euro zie ik echter niet staan.

U verwijst naar andere lijntjes. Blijkbaar gaat het om bepaalde inkomsten uit fiscale fraude. Wie zegt echter dat die inkomsten worden toegewezen aan Justitie? Is daar een akkoord over? Normaal komen die opbrengsten immers in de algemene pot en worden ze opnieuw verdeeld.

Bovendien zijn de uitdagingen heel groot. Het gaat niet alleen over een personeelstekort, maar ook over onder andere informatisering en achterstallige facturen. De recurrente uitgaven ter zake moeten

in de begroting worden ingeschreven. Waar staan ze? Wat is het akkoord daarover?

De **voorzitter**: Ik heb begrepen dat de minister een en ander wil toelichten.

01.142 Minister **Vincent Van Peteghem**: Mijnheer Van Hecke, u vraagt hoe de regering aan 1 miljard euro komt.

Er is inderdaad 600 miljoen euro uitgetrokken voor infrastructuur om een antwoord te bieden op de overbevolking. Er is ook 200 miljoen euro ingeschreven om de overbevolking structureel aan te pakken, waarbij er van 60 miljoen euro 50 miljoen naar Justitie gaat.

Ten slotte is er een lijn die misschien niet zichtbaar is in de tabel. Als minister van Begroting stel ik daarover dat er structureel 50 miljoen euro bij komt voor Justitie. Dat bedrag zal worden gefinancierd met efficiëntiewinsten in het domein van Justitie. Dat brengt opnieuw 200 miljoen euro bijkomend vers geld voor Justitie tijdens deze legislatuur. Justitie is immers een belangrijk departement met grote uitdagingen, waarvoor de minister een plan klaar heeft.

01.143 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): De minister van Begroting zegt hier in het Parlement letterlijk: "Ik zeg u, dat geld zal daaraan worden besteed." Mijn vraag is dan de volgende. Bestaat daarover een akkoord in de regering? Het is niet omdat u dat zegt dat er een akkoord is en iedereen op dezelfde lijn zit, mijnheer de minister.

In elk geval, het betreft 200 miljoen, verdeeld over 4 jaar, dus recurrent ongeveer 50 miljoen, voor alle uitdagingen die ik heb opgesomd. Mevrouw de minister is blijkbaar heel tevreden, want zij zegt dat ze een miljard gevraagd heeft en een miljard gekregen heeft. Mijn conclusie is dan ook duidelijk, mevrouw Farih. De minister van Justitie moet binnen 6 maanden niet komen zeggen dat ze nog eens 200 miljoen nodig heeft. Ze heeft een miljard gevraagd en zegt dat ze het ook heeft gekregen. Wel, daarmee zal ze het moeten doen. Ik denk dat evenwel het volstrekt onvoldoende is en dat u tevreden bent met een dode mus.

01.144 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, ik dacht dat ik met de heer Seuntjens het summum van niet luisteren naar vragen had bereikt, maar u gaat nog een stap verder. U vergeet een hele dag en voormiddag discussie en klaagt vervolgens dat het debat zo lang duurt.

Ik heb aandachtig geluisterd naar uw betoog. Ik ben fan van het wetsvoorstel van mevrouw Lanjri. De arbeidsparticipatietoelage kan een verschil maken. Het is een beetje jammer dat het slechts een proefproject is, terwijl het systeem in Duitsland al lang bestaat en we dus direct zouden kunnen schakelen. Bovendien gaat het alleen over fysieke aandoeningen. U zegt ook dat er een belangrijke uitdaging is bij mentale aandoeningen, zoals burn-out.

Zullen cd&v en de regering het wetsvoorstel van mevrouw Lanjri uitbreiden naar alle aandoeningen?

01.145 **Nawal Farih** (cd&v): Als u goed hebt geluisterd, weet u dat ik over twee vormen van preventie heb gesproken. Er is het familiekrediet omdat heel veel jonge ouders inderdaad uitvallen vanwege geestelijke gezondheid. Voor de andere mensen is er de arbeidsparticipatietoelage.

Mensen die met een burn-out uitvallen, vallen vaker in de categorie van jonge ouders, die de balletjes niet in de lucht kunnen houden vanwege de combinatie van werk en privé. We zorgen voor beide doelgroepen, voor de mensen die fysiek niet meer verder kunnen en de mensen die mentaal niet meer verder kunnen.

01.146 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, eerst en vooral, u bent de eerste die echt antwoordt op de vraag. Daarvoor wil ik u alvast bedanken.

Het antwoord is echter dat u niet bereid bent om de arbeidsparticipatietoelage uit te breiden. U gaat ervan uit – dat is wellicht een verkeerde optiek – dat burn-out en mentale aandoeningen alleen in een gezinscontext voorkomen. Helaas is dat niet het geval, waardoor een aantal mensen weer uit de boot zal vallen.

01.147 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, ik wil het nog eens met u hebben over de 377

fiscale speurders voor *fraud control*.

De regering bespaart elk jaar opnieuw – recurrent – 1,8 % op de werkings- en personeelsmiddelen van de federale overheid, met uitzondering van politie, Defensie en Justitie, maar dus wel op Financiën. In de nieuwe tabel wordt bovendien aangekondigd dat federale ambtenaren die vertrekken, maar beperkt zullen worden vervangen.

Omdat ik van niemand een antwoord heb gekregen, zal ik het nog eens heel helder vragen. Kunt u ons zwart op wit bevestigen dat de 377 fiscale speurders, bij Financiën of bij Justitie, waar ze er ook bijkomen, allemaal bijkomende mensen zullen zijn ten opzichte van het personeelsbestand in 2024 en niet ten opzichte van het besparings- en afslankingsscenario? Dat is een heel duidelijke vraag.

01.148 Nawal Farih (cd&v): De tabel geeft duidelijk aan dat er 377 inspecteurs zullen worden ingezet voor de strijd tegen sociale en fiscale fraude. Ik vraag mij af hoe het komt dat u het daar zo moeilijk mee heeft.

01.149 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik begin stilaan te denken dat de collega's van cd&v en Vooruit in een parallelle realiteit leven, waarin ze een vraag niet willen horen en vervolgens de oproepen om fiscale fraude ernstig aan te pakken – die wij delen – proberen te draaien. De harde realiteit is dat dit gebakken lucht is. Dat bleek de vorige keer al in het debat. Er waren grote persconferenties, maar achteraf bleek dat er helemaal geen extra inspecteurs bijkwamen, het ging alleen om vervangingen.

De vleugels van de fiscale speurders zijn al geknipt door de minister van Financiën. De vorige keer waren er vervangingen in plaats van extra inspecteurs en nu wordt opnieuw gezegd dat er bijkomen, terwijl er een besparingslijn is op de personeelsmiddelen bij Financiën. Iedereen zegt dat ze ingezet zullen worden. Dat is misschien niet toevallig. Mijn vraag is of het een absolute, harde plus 377 is of niet? Dat is niet zo'n moeilijke vraag als de personeelsmiddelen dalen.

01.150 Minister Vincent Van Peteghem: Mijn excuses, maar als ik naar de tabel kijk, staat daar toch: "sociale en fiscale fraude +377 inspecteurs, 38 miljoen euro"? Natuurlijk is het de bedoeling om 38 miljoen euro te investeren in extra inspecteurs, zowel bij Justitie, de douane als bij Financiën. Ik begrijp de bedoeling van uw vraag niet.

01.151 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Nochtans, voor een minister van Financiën moet u het verschil tussen bruto en netto toch kennen? Minister Beenders heeft dat de vorige keer, naar aanleiding van het debat in februari, met veel bombarie ook gezegd, om dan met zijn allen, tot scha en schande van deze regering, tot de vaststelling te komen dat er geen 300 miljoen euro extra was.

Het spijt me verschrikkelijk, maar jullie doen gewoon hetzelfde. Er wordt een besparing op de personeelsmiddelen van Financiën gedaan. Dat betekent minder mensen. Dat is geen moeilijke conclusie. Dat is elk jaar een structurele besparing. Jullie zeggen dat er 377 mensen zullen worden ingezet. Mijn vraag is of dat netto is, die 377 plus? Waar zullen er dan andere mensen bij Financiën verdwijnen? Dat kan anders toch niet?

De vraag is evident, maar jullie draaien rond de pot. Dat is de parallelle realiteit waarin jullie leven. Jullie plakken wat cijfertjes en daarmee is de kous af, maar daarachter zit één grote leegte. Dit is een simpele vraag waarop u niet kunt antwoorden.

01.152 Minister Rob Beenders: Collega Almaci, ik zal u zeggen wat achter die 377 personen zit. Dat is een inkomstenstroom van 2,1 miljard euro aan sociale fraude. Nog nooit heeft een regering zoveel geld binnengehaald in de strijd tegen sociale fraude.

Personeel is een middel om iets te bereiken. We vertrekken van heel duidelijke doelstellingen en actieplannen. We verhogen de controles op fiscale en sociale fraude. De inkomsten die we gaan halen, zijn nog nooit zo hoog geweest.

Stop dus met de belachelijke discussie over 300 of 377. Dit past in een totaalplan. Reken ons af op het resultaat. Reken ons af op het feit dat wij fiscale en sociale fraudeurs aanpakken en de middelen die we recupereren. Op koppen moet u ons niet afrekenen. Dat is een belachelijke discussie.

De **voorzitter**: Over de 377 mensen geef ik het laatste woord aan mevrouw Almaci.

01.153 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Wat een armoede! Ik heb een heel eenvoudige vraag, maar geen van de twee ministers kan erop antwoorden.

Wat deze regering beslist heeft, is de vleugels van de fiscale speurders voor de grote fiscale fraude knippen. Wat u beslist, is bruto. U kunt echter niet antwoorden wat het netto zal zijn.

Natuurlijk zullen we naar het resultaat kijken, maar u kunt niet voorbijgaan aan de contradictie dat de personeelsmiddelen voor Financiën dalen en dat u niet kunt zeggen of de 377 mensen er netto bijkomen dan wel vervangingen zijn. Dat is pijnlijk en dat zegt heel veel over het broddelwerk dat deze begroting is. Het is absolute broddelwerk en gebakken lucht.

Mijnheer Beenders, u bent daar de beste illustratie van, want u hebt de vorige keer heel triomfantelijk gecommuniceerd om vervolgens bakzeil te halen.

De **voorzitter**: Collega's, ik wil u opnieuw het woord geven, maar alleen als er iets anders gezegd wordt dan daarnet. Anders blijven we hier pingpongen.

01.154 Minister Vincent Van Peteghem: Om het onderscheid te zien tussen bruto en netto en om te weten of er bij dat netto al dan niet investeringen zitten, moet u naar de tabel kijken. Op die lijn in 2026 staat een negatief bedrag. Dat wil toch zeggen dat we investeren? Dat wil toch zeggen dat we daar mensen mee aanwerven? We investeren die 38 miljoen en betalen daarmee die 377 mensen. Dat betekent toch ook dat we op het vlak van *compliance* investeren? Het staat zelfs verder op dat lijntje.

Natuurlijk gaan we daarin investeren om ervoor te zorgen dat we de volgende jaren de opbrengst halen die we afgesproken hebben. Zo wordt zo'n tabel toch opgesteld? Dat weet u toch ook?

De **voorzitter**: Ik moet mevrouw Almaci uiteraard terug het woord geven.

01.155 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Een minister van Begroting die een lijntje in de tabel leest zonder de andere lijnen in zijn begroting te lezen, *il faut le faire*.

- 0,8 % voor de werkingsmiddelen en de personeelsmiddelen van de federale overheid bij Financiën. Die besparing moet ergens worden gecompenseerd. + 377 fiscale speurders, ik vraag of dat netto is, maar u kunt niet antwoorden of dat zo zal zijn of niet. Dat is ongelooflijk pijnlijk voor een minister van sociale fraudebestrijding en voor een minister van Begroting. Dat is ongelooflijk pijnlijk.

U hebt niet geantwoord. U draait rond de pot. Dat illustreert het prutswerk van deze regering. Ik hoop dat die 377 er komen. Ik kijk daarvoor naar u, minister Beenders, en naar de collega's van cd&v.

01.156 Alexander Van Hoecke (VB): Mevrouw Farih, u zegt dat er geïnvesteerd is in veiligheid en dat cd&v daarvoor keihard op tafel heeft geklopt. Wanneer ik u hoor, maak ik me de bedenking dat indien cd&v de afgelopen twintig jaar in de regering had gezeten met bijvoorbeeld een cd&v-minister van Justitie of cd&v-minister van Binnenlandse Zaken, de situatie vandaag misschien anders zou zijn geweest.

Mevrouw Farih, de essentie blijft dat u met uw minister in het begin van de week euforisch hebt gecommuniceerd over een miljard euro extra voor Justitie. Ik heb het al eerder aan uw collega's gevraagd, maar ik zie het niet in de bijbehorende tabellen. Ik vind in de tabel niet terug wat er in het persbericht van maandag van de minister van Justitie staat. Er wordt over efficiëntiewinsten gesproken. Ik zie ze in de tabel staan, maar waar zijn al die andere efficiëntiewinsten?

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hoecke, ik moet opmerken dat die vraag reeds letterlijk is gesteld. Mevrouw Farih, ik vermoed dat naar het vorige antwoord kan worden verwezen.

01.157 Nawal Farih (cd&v): Ja, mijnheer Van Hoecke, ik moet even nadenken, want ik ben zelf op zoek naar de verwezenlijkingen van het Vlaams Belang op het gebied van veiligheid, maar daar vind ik niets, noppes, nada van terug. Laat het alstublieft minister Verlinden zijn die in Arizona een miljard euro ophaalt voor de veiligheid van onze Vlamingen en van onze Belgen. Laat het minister Verlinden zijn die

in Vivaldi nog nooit zoveel budget vrij heeft gekregen voor veiligheid met de politie. Ik vraag me af wat u al hebt gedaan voor de veiligheid van de Vlamingen.

01.158 Alexander Van Hoecke (VB): Mevrouw Farih, collega's van cd&v, u kondigt aan dat u zult investeren in veiligheid. U stuurt een tabel rond waaruit blijkt dat al die investeringen zijn gebaseerd op denkbeeldige efficiëntiewinsten op het einde van de legislatuur. Ik vraag eenvoudigweg waar die vandaan komen. Mevrouw de minister zegt dat er ongeziene efficiëntiewinsten zullen worden gerealiseerd. Ze staan echter niet in de tabellen. Waar komen die vandaan? U kunt daar geen antwoord op geven.

Mevrouw de minister belooft 15 miljoen euro per jaar voor het openbaar ministerie. Waar zijn die 15 miljoen euro, is dat inderdaad per jaar, vanwaar komt dat bedrag? Ik krijg geen antwoord. U valt door de mand. U kunt het Parlement vandaag wijsmaken dat u geïnvesteerd hebt in veiligheid, maar denkt u dat u bij de mensen die in de praktijk dagelijks te maken hebben met de structurele tekorten en het door u gecreëerde wanbeleid niet door de mand zult vallen? Ik betwijfel dat. We zullen wel zien. U droomt van efficiëntiewinsten, maar die komen er niet.

01.159 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Farih, ik wil een ander onderwerp aansnijden, namelijk de accijnzen, de btw op de energiefactuur en de prijs aan de pomp. Minister Van Peteghem zal niet ontkennen dat we daarover in de vorige legislatuur een aantal debatten hebben gevoerd. Onder de niet-aflatende druk van het Vlaams Belang werd minister Van Peteghem plots pleitbezorger van het Europees minimum voor de accijnzen aan de pomp.

Weet u nog hoe we werden weggelachen met ons eerste voorstel om de btw op de energiefactuur te verlagen van 21 % naar 6 %? Uiteindelijk is dat onder druk van Vlaams Belang gerealiseerd. Alleen hebben jullie de accijnzen toen verhoogd, waardoor een vestzak-broekzakoperatie werd uitgevoerd.

Nu doen jullie de accijnzen op gas stijgen, maar ook de btw zal in centen stijgen, want de btw wordt natuurlijk geheven op de prijs inclusief de taksen.

Hoe verklaren jullie van cd&v die flipflop? Voor de verkiezingen waren jullie voor het Europese minimum, nu willen jullie de accijnzen optrekken.

01.160 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer Vermeersch, ik ken u hier als een man die degelijk met cijfers werkt. Ik zal u even meenemen in de internationale context. In de vorige legislatuur, onder Vivaldi, hebben we inderdaad een prijsstijging voor gas vastgesteld. Het was toen 300 euro per megawatt, waarop 6 % btw werd geheven. Vandaag kost 1 megawatt 30 euro. We verhogen inderdaad het tarief. Dat is geen makkelijke beslissing, maar als u het rekensommetje maakt, zult u zien dat de Vlamingen en de Belgen vandaag nog steeds minder betalen dan in de vorige legislatuur.

We vragen een aandeel van iedereen; dat klopt. Op de sociale media verkopen dat wij de Vlaming daarmee pesten, is niet correct. We vragen een aandeel, binnen een moeilijke budgettaire context.

01.161 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Farih, die platte belastingverhoging, die accijnsverhoging op de gasfactuur en op de prijs aan de pomp, zijn echte tsjevenstreken. Tanken moet haalbaar en betaalbaar blijven. Zich verwarmen in de winter moet haalbaar en betaalbaar blijven voor alle Vlamingen.

De regeringspartijen, jullie allemaal, hadden voor de verkiezingen de mond vol over de koopkracht, over het behoud en de versterking van de koopkracht. Vandaag zien we exact het tegenovergestelde. Wij zeggen heel duidelijk: haal het geld bij de asielzoekers, haal het geld bij de buitenlandse steuntrekkers, in plaats van bij onze eigen mensen.

01.162 Minister Rob Beenders: Mijnheer Vermeersch, uw hypocrisie is toch wel heel gortig. U bent een aanhanger van Trump, die met zijn invoertaksen zorgt voor hogere gasprijzen hier, doordat we importtarieven moeten betalen, en nu neemt u het hier op voor de koopkracht van de Vlamingen? Wat een hypocrisie is dat, echt walgelijk.

01.163 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer de minister, ik begrijp niet hoe men minister wordt. Trump heft een invoertaks op Europese producten, maar dat heeft niets te maken met de gasprijs die wij in

Europa betalen. Dat is binnen een geopolitieke context. Een basisles economie zou niet slecht zijn voor uw regering.

U verhoogt met uw regering de accijnzen veel gemakkelijker dan Trump *executive orders* uitgeeft. Met een pennentrek hebt u hier de rekening voor de gewone Vlaming verhoogd. Wie tankt of met gas verwarmt, zal veel meer betalen door u en uw regering. Dat is de realiteit.

Dat is inderdaad de boodschap die wij zullen brengen aan de Vlaming, mevrouw Farih. Dankzij uw regering zal men de prijs betalen voor het Belgisch wanbeleid.

01.164 Barbara Pas (VB): Mevrouw Farih, het huidig begrotingstekort bedraagt 4,3 % van het bbp. Met dit begrotingsakkoord, met deze inspanningen, zal dat in 2029 precies evenveel zijn, 4,3 % van het bbp, dus helemaal niet de 3 % die deze regering voor ogen had en in de verste verte geen budget op orde. Uw minister van Begroting geeft dat ook toe. Hij heeft letterlijk gezegd dat dit het absolute minimum is, dat er nog veel meer moet gebeuren.

Hij zei deze week ook dat men in dit land budgettair geen orde op zaken kan stellen zonder de bijzondere financieringswet daarbij te betrekken, zonder een staatshervorming. Deelt u die analyse? De vorige cd&v-minister van Financiën, Koen Geens zei ook al dat er fiscale autonomie nodig is om in dit land budgettair orde op zaken te stellen. Deelt u die analyse? Zo ja, legt u dat op tafel binnen de meerderheid? Ik denk immers dat uw partij de enige is die dat misschien nog zal doen.

01.165 Nawal Farih (cd&v): Mevrouw Pas, u geeft de cijfers zoals ze zijn, maar u vermeldt niet wat ze zouden zijn bij ongewijzigd beleid. Ongewijzigd beleid zou 5,5 % betekenen binnen Arizona. Ongewijzigd beleid vanaf Vivaldi zou 6,5 % zijn.

We doen vandaag al een gigantische inspanning door 10 miljard euro te besparen. Daarnaast investeren we nog steeds in de koopkracht van de mensen, namelijk 1.000 euro netto extra tegen 2030.

U stelde ook een vraag over een staatshervorming. In de huidige politieke realiteit hebben we daarvoor nu eenmaal een tweederdemeerderheid nodig. We kunnen daarover vandaag heel lang nadenken en heel veel verklaringen afleggen, maar zolang er in het Parlement geen tweederdemeerderheid mogelijk is, blijft dat een discussie met een doodlopend straatje.

01.166 Barbara Pas (VB): Mevrouw Farih, het klopt dat het tekort bij ongewijzigd Belgisch beleid richting 6 % gaat. Het klopt ook dat met dat Belgische beleid er een tekort van 30 miljard euro blijft in 2029.

Mijn vraag was of u het eens bent met de stelling dat er iets anders nodig is om tot een duurzaam budgettair beleid te komen, namelijk dat daarvoor de bijzondere financieringswet moet worden hervormd. Op die vraag hebt u niet geantwoord. U verschuilt zich achter tweederdemeerderheden waarnaar zelfs niet wordt gezocht.

Ik weet dat het ijdele hoop is om mijn enige communautaire hoop nog bij cd&v te leggen, maar u hebt die hervorming zelfs niet in het regeerakkoord opgenomen. In de vorige legislatuur stond een en ander er wel nog in. Meer bevoegdheden en de regionalisering van de gezondheidszorg stonden in dat regeerakkoord. Zelfs wanneer zulke zaken in het regeerakkoord staan en de voorbereidingen worden getroffen, lukt het nog niet. Dus als de huidige regering het zelfs niet in het regeerakkoord zet, dan zullen er niet eens voorbereidingen gebeuren en zal het niet de goede richting uitgaan.

De **voorzitter:** Collega's, de sprekerslijst omvat nog wel enige namen. Ik sluit die lijst zo meteen af in de geest van wat vannacht werd beslist op de Conferentie van voorzitters.

Ik geef het woord aan de heer Coenegrachts.

01.167 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mevrouw Farih, ik benijd u eigenlijk niet. U hebt een kwartier lang moet spreken over de verwezenlijkingen van cd&v, die we met een vergrootglas amper terugvinden in deze begroting. Uw minister van Justitie zegt dat ze een miljard heeft gevraagd en een miljard heeft gekregen, maar zelfs uw coalitiepartners weten niet hoe dat bedrag bij elkaar gepuzzeld is. Dat staat in de krant. Uw minister van Begroting laat de begroting slechter achter dan hij ze heeft

aangetroffen.

Verder hoor ik u zeggen dat u *money control* – big brother op alle rekeningen, dat werd gevraagd door de socialisten – eigenlijk wel goed vindt. De socialisten zeggen dat alle ondernemers fraudeurs en dat er wat extra inspecteurs komen en u zegt dat u dat eigenlijk wel goed vindt. De socialisten zeggen dat er meer belasting moet worden geheven op de bakker, de slager en hun vennootschappen, de buurtwinkels die u zo belangrijk vindt, en u zegt dat u dat wel goed vindt.

Voelt u zich wel comfortabel in deze meerderheid?

01.168 Nawal Farih (cd&v): Heel comfortabel zelfs. U moet het regeerakkoord eens naast ons verkiezingsprogramma leggen. Misschien zou u zelfs nog applaudisseren voor onze onderhandelaars.

Mijnheer Coenegrachts, in Brussel heeft men zelfs geen vergrootglas voor de creatieve boekhouding daar. Het is klaar en duidelijk wat Open Vld daar heeft gedaan, namelijk gespeeld met de centen van de mensen. Ik heb dus geen lessen van u nodig vandaag.

01.169 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mevrouw Farih, ik ben u ook geen les aan het geven, we zijn alleen op zoek naar wat u binnenhaalt, naar uw stempel in dit begrotingsakkoord.

Ik neem bijvoorbeeld het proefproject met de arbeidsmarktparticipatietoeslag. Is dat wat u hebt binnengehaald? Het betreft een proefproject. Dat is wat ik u hoor zeggen. Over de titel zou ik trouwens nog eens nadenken.

U zegt dat er ook een week ouderschapsverlof bijkomt, zodat iedereen wat langer aan de haard kan zijn. Hopelijk is het geen gashaard, want die wordt te duur. In elk geval zullen we allemaal wat extra tijd aan de haard mogen doorbrengen. We moeten ook wel. Na decennia van mismeeistering van de kinderopvang onder cd&v-bestuur zullen we wel wat langer thuis moeten blijven bij onze kinderen.

Is dat het dan, mevrouw Farih? Is dit uw stempel op dit akkoord?

01.170 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer Coenegrachts, u hebt het regeerakkoord duidelijk niet gelezen. Meer nettoloon, met Open Vld is dat niet gelukt. Vandaag maken we dat wel waar. Het familiekrediet voor de balans tussen werk en privé, Met Open Vld is dat niet gelukt. Vandaag maken we dat wel waar. Meer vragen van de sterkste schouders, met Open Vld is dat niet gelukt. Solidariteit, kennen jullie dat wel? Met cd&v en deze regering komt die er wel. Ik herhaal het, lees het regeerakkoord, lees deze begroting. Uw bril zal mogelijk ontploffen van euforie!

01.171 Steven Coenegrachts (Open Vld): Collega Farih, met alle respect, de meerwaardebelasting – die we inderdaad 25 jaar hebben tegengehouden – werd door Vooruit binnengehaald. Ook alle ondernemers als fraudeurs beschouwen, komt van Vooruit. De roerende voorheffing van 15 % op 18 % brengen, hebt u inderdaad nooit voor elkaar gekregen met ons. Daar zijn we heel trots op ook. U hebt gelijk, met ons was dat nooit gebeurd. Met ons was ondernemend Vlaanderen beter af dan met u, mevrouw Farih.

01.172 Ellen Samyn (VB): Mevrouw Farih, sta me toe om uw zogenaamde sociale bubbel te doorprikken. U zegt aandacht te hebben voor mensen die zorgen. Toch wordt mantelzorg niet meegeteld bij de gelijkgestelde periodes voor de beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd. U zou niet raken aan het spaargeld of de aanvullende verzekeringen. Hoe verklaart u dan dat er een solidariteitsbijdrage op de aanvullende pensioenen komt? U zegt dat er niet aan de koopkracht wordt geraakt, maar u beperkt de indexering van de pensioenen vanaf een schamele 2.000 euro tot een minimum. Dat gaat blijkbaar ook op voor het gezinspensioen.

Vindt u nu werkelijk dat de sterkste schouders de zwaarste lasten dragen?

01.173 Nawal Farih (cd&v): Over de index werd er al gigantisch veel gezegd, maar het belangrijkste is dat er een indexsprong werd vermeden. Dat is het werk van cd&v. Wij hebben duidelijk aangegeven dat we daar de lijn trekken. Inzake pensioenen was het eveneens onze partij die ervoor heeft gezorgd dat ziekte- en zorgverloven meetellen als gelijkgestelde periodes.

We vragen inderdaad meer van de sterkste schouders, via de meerwaardebelasting en de effectentaks voor mensen met een beleggingsportefeuille boven 1 miljoen euro. Ik weet niet wie uw vrienden zijn, maar mijn vrienden bezitten dat niet.

01.174 Ellen Samyn (VB): Mevrouw Farih en andere leden van cd&v, u doet alsof u de verdedigers bent van de sociale en zorgende maatregelen, maar intussen raakt u wel aan de koopkracht van de gepensioneerden. Er wordt ook aan het spaarpotje van het aanvullend pensioen geraakt door standaard een solidariteitsbijdrage in te houden ongeacht het bedrag. Er wordt een bedrag ingehouden en pas nadien zal er een terugstorting volgen, als men niet aan het plafond komt. Ik vind dat waanzinnig en verre van sociaal.

01.175 Irina De Knop (Open Vld): U zei net dat de gezondheidszorg onder druk staat en dat we een zorginfarct riskeren, als we niet opletten. Ik beaam dat: we riskeren een zorginfarct, maar daarnaast ook een financieel infarct. Ik heb de indruk dat cd&v evenwel meer bezorgd is over het zorginfarct dan over het financiële infarct, en dat ondanks het feit dat u de minister van Begroting levert.

U zegt ervoor te zorgen dat de maatregelen de patiënten niet raken. Nochtans hebben we na de persconferentie overal gelezen dat de remgelden zullen worden verhoogd. Dat vinden wij een goede zaak, want we moeten de overconsumptie aanpakken. Kunt u mij evenwel verlossen, mevrouw Farih? Wanneer zullen de remgelden worden verhoogd? Met welk bedrag? Voor welke patiënten en voor welke verstrekkingen? Waar in de tabel kunnen we daarvan de opbrengsten terugvinden? Ik zie ze alvast nergens.

01.176 Nawal Farih (cd&v): Dank u voor de vraag, mevrouw De Knop.

Ik heb het verkiezingsprogramma van Open Vld ooit gelezen en daar stond in dat u naar een groeinorm van 1,5 % wilde gaan. Hoe ging u dat doen zonder de patiënten te raken? Hoe ging u dat doen, terwijl u ook de betaalbaarheid van onze gezondheidszorg voor iedereen wilt garanderen? Hoe ging u dat doen, terwijl u ook de kwaliteit van onze zorg voor iedereen wilt garanderen? Dat is een gigantisch vraagteken. Ik kom echter terug op uw vraag, want ik vind het belangrijk om te antwoorden.

Er is een gigantische vergrijzing. We hebben meer dan 140.000 extra verpleegkundigen nodig om de huidige kwaliteit van onze zorg te kunnen blijven garanderen. Wat het remgeld betreft, vind ik het bizar dat u het daarover hebt, want u bent voor een stijging. Voor de mensen die kwetsbaar zijn, zullen we altijd zorgen dat de zorg betaalbaar blijft en dat het remgeld zo laag mogelijk wordt gehouden om uitstel van zorg te vermijden. Voor de mensen die iets meer kunnen betalen, kan 3 euro bij de huisarts echter wel.

01.177 Irina De Knop (Open Vld): Eerst en vooral, mevrouw Farih, in de regering waarin Maggie De Block minister was, hebben we dat gerealiseerd: een groeinorm van 1,5 %. U was daar trouwens bij. Hoe heeft zij dat kunnen doen? Door hervormingen door te voeren. Minister Vandenbroucke slaagt er daarentegen niet in te hervormen, want hij maakt ruzie met alles en iedereen. Bovendien zegt het IMF heel duidelijk – niet Open Vld, maar het IMF – dat we 20 à 30 % efficiëntiewinsten kunnen realiseren. Die efficiëntiewinsten staan niet in deze begrotingstabellen, voor alle duidelijkheid.

01.178 Katleen Bury (VB): Mevrouw Farih, van collega's in de commissie voor Gezondheid hoor ik dat u – het moet worden gezegd – minister Vandenbroucke heel vaak het vuur aan de schenen legt. Ik hoor u ook heel vaak over preventie, vandaar mijn vraag. In het begrotingsakkoord is er toch een tariefverhoging voor alles wat te maken heeft met fitness en begeleide sportactiviteiten. Ja, dan vraag ik mij af...

Ik zie al dat de Iron Man van de N-VA hierop commentaar geeft, maar ik mag de vraag toch stellen. Waarom kiest u in een gezondheidszorg die zo te lijden heeft onder opkomende obesitas voor zo'n maatregel? Zeker u, ik stel u de vraag, mevrouw Farih. U stelt immers heel veel vragen over preventie, vandaar mijn vraag.

01.179 Nawal Farih (cd&v): Dank u voor die vraag.

Het is inderdaad belangrijk om aan preventie te doen. Het is geen geheim dat er een blauwdruk is geweest van minister Van Peteghem. Wat stond daarin? Een nultarief voor groenten en fruit. Als we

daarvoor in Vivaldi steun hadden gekregen, dan hadden we daar vandaag al stappen vooruit kunnen zetten.

Wat uw vraag over fitnessketens betreft, had er voor ons geen platte btw-verhoging mogen komen. We zullen nu discussies voeren over de btw en er zullen bepaalde verhogingen komen, maar als u het ons vraagt, dan hadden wij gekozen voor het plan van minister Van Peteghem. Daar durf ik heel duidelijk over te zijn.

01.180 Katleen Bury (VB): Dat is een heel goed antwoord, dat mij verheugt.

Dit zat deze week in de bus bij de *Artsenkrant*. (*De spreker toont het magazine.*) U zult het ook wel gekregen hebben. Al wat aanverwant is aan obesitas kost de gezondheidszorg 3 tot 4 miljard op jaarbasis, dus het is goed dat er daarover nog eens wordt nagedacht. We volgen dit samen verder op.

01.181 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, u hebt daarnet verwezen naar het familiekrediet. Dat is een charmant voorstel. Het komt inderdaad van cd&v, dus u hoeft daar onderling geen strijd over te voeren. Het gaat om 25 miljoen euro vanaf 2028. Ik heb twee vragen met betrekking tot dat voorstel.

Ten eerste, hoe zult u ervoor zorgen dat niet alleen vrouwen die extra week zullen opnemen? Uit elke studie blijkt immers dat zodra iets gemutualiseerd wordt, in genderdimensie het de vrouwen zijn die dat enorm vaak doen.

Ten tweede, als u dit zet naast de schrapping van de tijdelijke RSZ-korting op de arbeidsduurvermindering, waarvan overweldigend veel vrouwen gebruikmaken, vrouwen die ook deeltijds werken om de combinatie werk en gezin aan te kunnen, maar die een kortere loopbaan hebben en minder pensioen krijgen, vindt u het dan niet wat wrang om daarvan de grote trofee te maken?

01.182 Nawal Farih (cd&v): Dat is een goede en mooie vraag. Ik waardeer dat, want als het van mij afhangt – iedereen in mijn vriendenkring weet dat –, zal mijn man ooit zijn handen uit de mouwen moeten steken, als er kinderen komen. Maak u geen zorgen, cd&v heeft eraan gedacht. Wij voorzien in een bonus voor ouders die de zorg verdeeld opnemen. Zo hoeft de vrouw niet per se de gene te zijn die thuisblijft. Wij zorgen voor die doelgroep.

01.183 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik heb u goed begrepen. Dat neemt niet weg dat het bij de regering-De Wever bij een druppel op een hete plaat blijft. De druk op vrouwen neemt aanzienlijk toe. U hebt trouwens niet geantwoord op mijn kritiek dat de tijdelijke RSZ-korting op arbeidsduurvermindering wordt geschrapt. Die maatregel zal vrouwen midscheeps treffen, net zoals andere maatregelen die van Arizona een dorre woestijn voor vrouwen maken op het vlak van pensioenen, nachtarbeid, overuren en flexibilisering. Het was goed geweest, mocht cd&v de structuur had aangevochten, in plaats van dat de partij slechts een maatregel afdwong. Die maatregel is wel charmant, maar u hebt vrouwen massaal in de steek gelaten en doet dat nog steeds. Het zegt alles dat u, wanneer het erop aankwam om inefficiënte subsidies af te schaffen, een subsidie afschaft die wel efficiënt is!

01.184 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw Mahdi, ik kom nog even terug op het veiligheidsthema, dat ook voor cd&v van groot belang is. Veiligheid is een kerntaak van de overheid, maar in de praktijk zien we dat drugsgeweld in onze steden toeneemt, straatgeweld zich uitbreidt over talrijke gemeenten en dat we de georganiseerde criminaliteit maar niet aan banden kunnen leggen. Men kan niet telkens verwijzen naar de budgetten van Justitie of Defensie. Ik vraag naar de extra budgetten die de regering heeft ingeschreven voor binnenlandse veiligheid en voor onze politie, zodat er meer blauw op straat komt. Ik vind die budgetten niet terug in de begrotingstabel. Ik heb er gisteren naar gevraagd aan uw collega Piedboeuf, fractieleider van de MR, die de minister van Binnenlandse Zaken levert. Ik stel de vraag nu aan u, omdat cd&v er een erezaak van maakt om veiligheid een belangrijke plaats in onze samenleving te geven.

01.185 Nawal Farih (cd&v): We besteden inderdaad veel aandacht aan veiligheid. Daarom hebben we in het regeerakkoord onderhandeld dat er meer blauw op straat moet komen. We willen dat de ouders veilig naar hun werk kunnen en dat ze hun kinderen veilig naar school kunnen brengen. We willen dat vrouwen 's avonds veilig rond kunnen lopen.

Er zal 1 miljard euro extra worden vrijgemaakt voor Justitie. Dat betekent minder straffeloosheid, een snellere behandeling van dossiers en de daadwerkelijke uitvoering van de straffen voor wie criminele feiten pleegt.

01.186 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw Farih, allereerst zal het niet helpen om telkens te verwijzen naar de budgetten van Justitie. Mijn collega Dillen heeft in de commissie al herhaaldelijk aan de minister gevraagd wat er precies zal gebeuren met het toegewezen 1 miljard en hoe men de straffeloosheid zal tegengaan. In de praktijk hebben we daar immers nog niets van gezien.

U geeft alvast geen antwoord op mijn vraag waar de extra budgetten zijn voor meer blauw op straat. Ik vind ze immers niet terug in de tabel.

01.187 Marijke Dillen (VB): Ik hoor u graag zeggen, collega Farih, dat alle straffen zullen worden uitgevoerd. De minister heeft dat ongeveer een uur geleden ook gezegd, naar aanleiding van een vraag van collega Van Tigchelt.

Dat klopt echter niet! Er komt immers opnieuw een uitbreiding van de vervroegde vrijlating. Momenteel is dat in het kader van de noodwet 6 maanden. Er ligt nu een plan op tafel om die regeling uit te breiden tot 12 maanden, met enkele uitzonderingen, gelukkig, zodat verkrachters en terroristen niet vrijkomen. Voor het merendeel van de gedetineerden betekent het wel dat zij opnieuw sneller vrij zullen komen. Is dat de zogenoemde strenge aanpak van criminaliteit? Bestrijdt u zo de straffeloosheid? Nee, collega Farih, integendeel.

Ik wil er nog kort aan toevoegen dat al die criminelen vrijkomen, zonder dat ze in de gevangenis op een degelijke manier hebben gewerkt aan hun re-integratie. Ze vormen een gevaar voor de samenleving.

01.188 Nawal Farih (cd&v): Ik denk dat dat voer voor de commissie is. Extra gevangenisplaatsen creëert men niet met een toverstokje.

Ik wijs u er trouwens op dat er vroeger 5.000 personen op hun strafuitvoering wachtten. Het is minister Verlinden die dat aantal naar 3.000 heeft teruggebracht en niemand anders.

01.189 Marijke Dillen (VB): Ik heb geluisterd naar uw antwoord. U schuift de kwestie door naar de commissie voor Justitie. Dat zal daar zeker nog vaak aan bod komen. Hoe dan ook is het geen oplossing voor de veiligheid van onze samenleving om de termijn van zes naar twaalf maanden uit te breiden, een plan dat nu op tafel ligt en eerstdaags in de commissie zal worden besproken.

Zolang er in onze gevangenissen niet aan re-integratie wordt gewerkt – ik beseft dat het om een bevoegdheid van de gemeenschappen gaat, maar de gevangenissen moeten wel daarin hun verantwoordelijkheid nemen en doen dat vandaag niet – zijn dergelijke maatregelen een absolute bedreiging voor de veiligheid van onze samenleving.

01.190 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw Farih, ik was even getriggerd door uw stelling dat de patiënt niet zal worden geraakt. U hebt intussen naar aanleiding van een aantal vragen al moeten toegeven dat de patiënt toch iets meer zal moeten betalen. Ik herinner mij nog dat u in de commissie voor Gezondheid pleitte voor de derde-betalersregeling en een aantal weken geleden gaf cd&v nog een visueel, met als titel *geen hoger remgeld bij de huisarts*.

Wat zien we vandaag? Er zou beslist zijn om de prijs bij de huisarts te verhogen. Wordt het remgeld, de eigen bijdrage van de patiënt, na dit akkoord hoger?

01.191 Nawal Farih (cd&v): Ik verwijs die vraag ook door naar de commissie, wanneer minister Vandenbroucke er zijn beleidsnota zal voorstellen en alle regelingen achter de cijfers zal toelichten. Cd&v heeft ervoor gevochten om de derde-betalersregeling voor de hele eerstelijnsgezondheidszorg, dus voor kinesisten, tandartsen, huisartsen en logopedisten, in het regeerakkoord in te schrijven en wij blijven dat doen.

01.192 Sofie Merckx (PVDA-PTB): We kijken natuurlijk uit naar de concrete invulling van de eigen bijdrage voor patiënten.

In een artikel over de toegankelijkheid van de zorg, dat u in 2023 deelde, zei u nog dat ook personen zonder verhoogde tegemoetkoming hoge gezondheidskosten kunnen hebben en in een financieel moeilijke situatie terecht kunnen komen, waardoor ze zorg uitstellen. Wat beslist nu de regering-De Wever? Voor pensioenen boven 2.000 euro wordt de indexering beperkt, maar voor medicijnen komt er een paar euro bij, net zoals voor het huisartsbezoek en andere prestaties in de gezondheidszorg.

Mevrouw Farih, ik zie dat we achteruitgaan. Terwijl er voorheen stappen vooruit naar een toegankelijker gezondheidszorg werden gezet, wordt vandaag gezegd dat patiënten wel een paar euro meer kunnen betalen. Ik zeg het u, patiënten zullen zorg uitstellen.

01.193 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mevrouw Farih, ik wil het hebben over de flexi-jobs. Uw vice-eersteminister gaf bij de start van de begrotingsbesprekingen op 26 september een interview aan *De Standaard* en verklaarde toen, ik citeer: "De constante verruiming van flexi-jobs holt de sociale zekerheid alsmat verder uit. Daar gaan we iets aan doen." Wat blijkt nu? De regering heeft beslist om de flexi-jobs uit te breiden naar alle sectoren. Uiteraard zijn we voor, dat is evident, maar de vraag is hoe u dat uitlegt. Uw minister zegt dat er iets aan gedaan zal worden en het resultaat is net het tegenovergestelde is. Wat doet cd&v bij de onderhandelingen? Wat hebt u te zeggen over dat bochtenwerk van uw minister van Begroting op het vlak van de flexi-jobs?

01.194 Nawal Farih (cd&v): De minister zal straks in eigen naam antwoorden, maar het is duidelijk wat wij nooit tegen flexi-jobs zijn geweest. We hebben ze ingevoerd en extra aandacht gegeven onder Vivaldi. Onder Arizona breiden we het systeem verder uit. Daarnaast zetten we wel de kanttekening dat de solidariteit niet mag worden uitgehold. Mag dat alstublieft?

Er is trouwens maar 10 % van de hele doelgroep die 5/5 werkt en dat combineert met een flexi-job. Wij willen duurzame jobs creëren. Er bestaat inderdaad ongerustheid over de solidariteit. Dat is helemaal terecht.

01.195 Minister Vincent Van Peteghem: Het antwoord van onze fractievoorzitster was heel duidelijk. In dat interview ging mijn blik trouwens veel breder, mijnheer Van Quickenborne. Ik sprak over een lek in onze inkomsten. Dat moeten we bekijken. Ik heb daarbij verschillende mogelijke lekken opgenoemd, bijvoorbeeld de managementvennootschappen en de flexi-jobs. Deze regering pakt evenwel de managementvennootschappen aan. Deze regering dicht een aantal lekken in het systeem. Over de flexi-jobs wil ik duidelijk zijn. Als er afspraken worden gemaakt in het regeerakkoord, dan kom ik die na. Vandaag hebben we inderdaad een verruiming van de flexi-jobs goedgekeurd, maar laat me duidelijk zijn: in de toekomst zullen we dat verder moeten bekijken.

01.196 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik vind het ongelooflijk. Minder dan twee maanden geleden heeft de minister de ruim 200.000 mensen met een flexi-job ongerust gemaakt, door ze als fraudeurs te bestempelen die de sociale zekerheid ondermijnen.

(...): (...)

01.197 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): De minister kondigde toen aan dat hij de verruiming zou stopzetten, maar de flexi-jobs worden gewoon naar alle sectoren uitgebreid. Dat is ongelooflijk. Minister, u zei dat de voortdurende verruiming van de flexi-jobs de sociale zekerheid uitholt, maar u breidt het systeem verder uit naar alle sectoren! Zoals mijnheer Coenegrachts al heeft gezegd: Wat doet cd&v in deze regering? Wat is uw toegevoegde waarde?

01.198 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, ik wil even terugkomen op iets interessants wat u aangaf, namelijk het financieel-fiscaal parket dat in het akkoord staat. Daarover hebben we het nog niet gehad. Ik heb daarover bij de meerderheidspartijen veel enthousiasme gehoord. Het zou een autonoom parket moeten zijn.

Wat blijkt echter? De magistraten lieten gisteren weten dat dat parket geen goed idee zou zijn. Zij willen dat het een onderdeel wordt van het federaal parket. De minister van Justitie heeft zich daarbij aangesloten. Blijkbaar staat dat punt straks op de agenda van de kern van de regering.

De inkt van het akkoord is dus nog niet droog of er is al ruzie binnen de regering over de vraag of het

akkoord van zondag op maandag moet worden uitgevoerd of aangepast.

Mijn vraag is dus de volgende. Wat is het standpunt van cd&v? Gaat uw partij akkoord met de oprichting van een autonoom financieel-fiscaal parket of volgt u mevrouw Verlinden en de magistraten, die stellen dat dat parket een onderdeel moet worden van het federaal parket? Graag kreeg ik daarover duidelijkheid.

01.199 Nawal Farih (cd&v): U hebt uw vraag zelf beantwoord. Het punt staat straks op de agenda van de kern van de regering. We zullen zien wat wordt beslist.

De **voorzitter**: De regering moet natuurlijk eerst het vertrouwen krijgen.

01.200 Nawal Farih (cd&v): Dat is waar. Dat is voor ons echter al in orde.

01.201 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Beseft u wel wat u nu antwoordt? De regering komt naar het Parlement en beslist dat wij niet dinsdag maar woensdag naar het Parlement moeten komen, omdat zij een akkoord heeft. Wij komen allemaal hierheen en lezen dat akkoord. Nu geeft u mee dat over dat punt straks op de kern nog moet worden beslist.

Voor wie houdt u ons? De inkt is nog niet droog en u maakt al ruzie. Dat is in ieder geval een totaal valse start voor het financieel-fiscaal parket. Ik ben dan ook erg benieuwd naar het resultaat. Ik wens u veel succes straks op de kern. De lijst met losse eindjes wordt gigantisch lang.

Het akkoord zou zagezegd het nieuwe testament zijn dat de regering heeft geschreven. Ik denk dat zij straks kan beginnen aan het derde testament of het nieuwste testament of welk testament dan ook. U zult echter opnieuw rond de tafel mogen gaan zitten.

01.202 Alexia Bertrand (Open Vld): Mevrouw Farih, uw minister van Begroting heeft een interview gegeven aan *Het Nieuwsblad* op 27 september, de dag van de Franse Gemeenschap. Ik weet niet of dat een boodschap was. Daarin liet hij optekenen dat deze regering bijkomend 16,6 miljard euro moet besparen tegen 2029, als we tegen 2030 willen landen op 3 %. Wat zien we in de tabel? U kunt het zelf lezen. We komen zelfs niet aan 10 miljard.

Ik heb maar één vraag voor u. Hoe komt het dat uw eigen minister van Begroting zo ver onder zijn eigen lat zakt?

01.203 Nawal Farih (cd&v): Het verschil tussen wat deze regering doet en wat Open Vld doet, is niet goochelen met cijfers. Brussel is daar een voorbeeld van.

Wat we gezegd hebben, is dat we de ambitie hoog moeten houden. We besparen nu 9,2 miljard. Dat ziet u in de tabel. We zijn evenwel eerlijk en we voegen de terugverdieneffecten er nog niet aan toe.

We weten allemaal dat die terugverdieneffecten tussen 4 en 5 miljard zullen schommelen. We halen daarmee de Europese norm en we werken voort, mevrouw Bertrand.

01.204 Alexia Bertrand (Open Vld): Mevrouw Farih, er worden zoveel beloftes gemaakt en die zijn al gebroken. Het federale tekort zal rond 4,3 % liggen in 2029, en dat met zoveel taksen die er bijkomen voor de middenklasse, de gepensioneerden, de ondernemers. De lastenverlaging komt er zelfs niet. Ze wordt verschoven naar 2030. Toch blijft uw minister vasthouden aan de drempel van 3 % uit uw regeerakkoord. Komaan, dat is niet ernstig!

De heer Van Peteghem heeft in datzelfde interview gezegd dat men niet meer aan de pensioenen zou raken. We zien vandaag het resultaat. De gepensioneerden zijn de dupe van dit akkoord. Wie moeten we dus nog geloven? Als u dat leest, weet u dat vast al.

01.205 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Mevrouw Farih, ik heb het regeerakkoord goed gelezen, zoals dat ook hoort. Daarom zijn we sceptisch aan het worden, omdat we op veel terreinen een kloof zien tussen de woorden en de daden.

Minister Van Peteghem, ik apprecieer dat u een poging hebt ondernomen om concrete antwoorden te

geven, maar we kunnen niet anders dan vaststellen dat we op onze concrete vragen geen concrete antwoorden krijgen. Daarom ben ik ook sceptisch over de 377 speurders, want – en ik ben blij dat de premier hier is – in het regeerakkoord stond dat we de federale gerechtelijke politie van Antwerpen prioritair naar het niveau van de federale gerechtelijke politie van Brussel zouden brengen, van 550 naar 774. Daar is geen sprake meer van. Die 377, is dat ten koste van de FGP? Hoe zit dat nu eigenlijk?

De **voorzitter**: Mijnheer Van Tigchelt, we hebben het al veelvuldig gehad over die 377 speurders, dus ik kan mij niet voorstellen dat uw poging een ander antwoord zal opleveren.

Mijnheer Vereeck, u hebt het woord.

01.206 Lode Vereeck (VB): Mevrouw Farih, onze goede collega Frank heeft mij uitgedaagd om nog eens een vraag in het Duits te stellen. Ik kan u geruststellen, ik zal dat niet doen, want zelfs geboren Duitstaligen kunnen hun vraag blijkbaar niet in hun eigen taal stellen.

Wat vindt cd&v van het confisqueren van slapende rekeningen binnen de vijf jaar als de eigenaar zich niet meldt? Ik wil graag het standpunt van cd&v kennen. Dat moet een half miljard opbrengen. U weet toch ook dat er veel redenen kunnen zijn waarom iemand een slapende rekening heeft. Dat kan bijvoorbeeld zijn door ziekte of afwezigheid door een oorlog. Een Oekraïense burger die naar hier is gevlucht, kan een rekening hebben geopend en teruggegaan zijn. Vindt u dat als christendemocraat een goede zaak? Vindt u niet dat de minimumtermijn van 30 jaar gehandhaafd moet blijven?

01.207 Nawal Farih (cd&v): Dat debat is gisteren ook gevoerd. U mag van ons weten dat wij erop hebben aangedrongen dat de eigenaar altijd wordt gecontacteerd via alle mogelijke middelen die inzetbaar zijn, per post, via het rijksregisternummer. We zorgen ervoor dat de betrokken personen kunnen worden opgespoord en dat alle inspanningen daartoe worden geleverd. Na vijf jaar wordt dat inderdaad naar de Deposito- en Consignatiekas gestuurd en zullen we de slapende rekeningen kunnen inzetten, maar niet zonder de verplichte inspanningen om eerst aan opsporing te doen.

01.208 Lode Vereeck (VB): Dat lijkt mij de evidentie zelve. Het is echter net omdat die mensen zo moeilijk op te sporen zijn – mensen die bijvoorbeeld in het buitenland verblijven – dat we die lange termijn van 30 jaar hebben. De confiscatie van slapende tegoeden is voor mij vooral een ethisch probleem en een ernstige inbreuk op het eigendomsrecht. Ik hoop, mevrouw Farih, dat cd&v de regering hier alsnog op andere gedachten kan brengen, zodat ze terugkeert naar de termijn van 30 jaar.

Ik denk dat ik bij u aan het juiste adres ben, want ik hoor dat u alles hebt binnengehaald. De indexsprong met centen is vooral een realisatie van cd&v, niet van Vooruit, want dat hangt gewoon zijn kar aan cd&v. U hebt gezegd dat u daarvoor hebt gestreden en dat het dankzij cd&v is bereikt. Ik hoop dat u ook bereikt dat we terugkeren naar een termijn van 30 jaar, want dat is ethisch en financieel echt van groot belang.

01.209 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mevrouw Farih, ik had dinsdagavond een debat in Gent bij de Christendemocratische Studenten – u kent ze ongetwijfeld. Ik zat daar met collega El Yakhoulfi. We hadden ook de heer Mahdi verwacht, maar hij was verhinderd. Misschien was hij al met familieverlof, wie weet. We kregen mevrouw de Moor, u ook niet onbekend.

Het was een goed debat. Ik heb daar veel bijgeleerd, onder meer toen collega El Yakhoulfi zei dat Vooruit graag de indexering volledig had behouden en daarvoor had gestreden, maar dat het verraden en in de steek gelaten was door cd&v. Het was cd&v dat de indexering heeft gesloopt, volgens de heer El Yakhoulfi. Mijn vraag is eenvoudig. Is dat zo? Is die centenindexering een overwinning van cd&v?

01.210 Nawal Farih (cd&v): Ik weet niet wie van mijn kameraden dat daar heeft gezegd, maar ik kan u wel garanderen dat wij zowel extern als intern hebben gevochten tegen de indexsprong. Ik durf ook eerlijk te zeggen dat die lat van 4.000 euro en 2.000 euro voor ons hoger had mogen liggen.

Ik weet dus niet waar u uw informatie haalt. Ik zal de kameraad misschien opzoeken, maar bij dezen wil ik toch benadrukken dat dat een strijd van cd&v is geweest.

01.211 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Ik laat het aan de heer El Yakhoulfi om het zelf in het debat te gooien.

Ik bedank u alvast, mevrouw Farih, voor uw intellectuele eerlijkheid. U bent de eerste van de meerderheid die het echt over een indexprong heeft. Het is goed om de feiten te benoemen.

01.212 Khalil Aouasti (PS): Chère collègue Farih, le cd&v a géré la Justice en 2014 et il la gère maintenant. Il a géré l'Intérieur. Le seul constat que l'on doit faire est qu'à chaque fois qu'il a géré ces départements régaliens, on n'y a jamais autant désinvesti.

Vous prétendez qu'il y a un milliard pour la Justice. Je sais que vous aimez multiplier les euros comme certains aiment multiplier les pains, mais il faut dire ici que c'est faux. Votre milliard se décompose comme suit. D'abord 600 millions d'investissements exclusivement dans les prisons. Il y a donc zéro euro pour les palais de justice, pour l'informatisation, etc. La provision interdépartementale est de 50 millions d'euros pour la surpopulation carcérale – 200 millions globalement. Ce qui fait que de ce milliard, il reste à peine 200 millions, donc 50 millions d'euros par an. Cinquante millions d'économies sur un budget de 2,6 milliards à la base, c'est moins que l'inflation. Cela veut dire qu'en augmentant de 50 millions, vous réduisez les budgets.

De **voorzitter**: Ik meen dat die vraag al een aantal keer is gesteld.

01.213 Nawal Farih (cd&v): Dezelfde vragen krijgen dezelfde antwoorden.

01.214 Khalil Aouasti (PS): Si vous n'avez aucune réponse à apporter à la magistrature néerlandophone, qui s'inquiète et qui écrit dans *De Standaard*, à la magistrature francophone, qui dit que vos budgets ne sont pas crédibles, aux 2 500 personnes qui dorment en situation précaire dans les prisons, aux 600 personnes qui dorment par terre dans nos prisons, à des palais de justice qui tombent en ruine, aux magistrats et aux greffiers qui n'ont plus de logiciel informatique pour travailler, aux citoyens qui doivent attendre deux ans pour faire passer leur affaire devant un tribunal, aux personnes qui doivent attendre un an ou un an et demi simplement pour divorcer et organiser leur garde d'enfant, continuez alors à vous montrer prétentieuse avec votre ministère, madame Farih, et faites-leur savoir que le désinvestissement que vous organisez depuis 10 ans avec le cd&v continuera finalement à s'organiser.

De **voorzitter**: Mevrouw Farih, u hebt nog vier minuten spreektijd.

01.215 Nawal Farih (cd&v): Ik wil graag onze boodschappen en speerpunten nog verder beklemtonen, mijnheer de voorzitter.

Mijnheer Aouasti, over pretentie gesproken, het is makkelijk om dat tegen een vrouw te zeggen.

Collega's, veiligheid is een topprioriteit van cd&v, zoals we net hebben besproken. Investeren in internationale veiligheid is één aspect, maar de kogels die rondvliegen in Brussel zijn even dodelijk als die in Oekraïne. Mensen zijn bang. Ouders vragen zich af of ze hun kinderen veilig naar school kunnen brengen. Vrouwen durven 's avonds niet meer alleen op straat te wandelen. Jongeren voelen zich niet op hun gemak in het uitgaansleven. Zinloos geweld, intrafamiliaal geweld, steekpartijen, hoe lang tolereren we dat nog?

Het is de kerntaak van de overheid om de veiligheid van burgers te garanderen. Daarom investeren we, jawel, een miljard extra in veiligheid. We investeren in een veilige samenleving voor iedereen. We investeren in een samenleving die op rechten en plichten is gebaseerd. We investeren in Justitie, want veiligheid begint bij een sterke rechtsstaat, een rechtsstaat die werkt, een rechtsstaat die straft, een rechtsstaat die slachtoffers beschermt.

Al jaren moet Justitie werken met te weinig middelen, te weinig plaatsen en te weinig mensen. De gevolgen kennen we allemaal: overbevolkte gevangenissen, dossiers die blijven liggen en straffeloosheid die het vertrouwen van de burger doet dalen.

We voorzien in een structurele financiering om de overbevolking aan te pakken. We verhogen het budget en we breiden de capaciteit uit. We pakken georganiseerde criminaliteit keihard aan. We versterken onze rechterlijke macht en we zullen drastisch hervormen. Immers, een Justitie die niet goed werkt, staat gelijk aan daders die vrijuit gaan en slachtoffers die in de kou blijven staan. Niet met cd&v.

Collega's, we zorgen ervoor dat de taart eerlijk verdeeld wordt, maar we zorgen er ook voor dat de taart groter wordt, want zonder structurele economische groei valt er helemaal niets te verdelen, geen pensioenen, geen zorg, en geen veiligheid.

We ondersteunen onze kmo's met een kmo-plan dat ruimte biedt aan ondernemers, minder administratieve rompslomp, minder regeltjes, en een energienorm die de energiekosten zal drukken. Elke job en elk bedrijf, groot of klein, zorgen immers voor meer welvaart.

Een begroting op orde vraagt inspanningen. Laten we eerlijk zijn, een regering die kiest voor het doorschuiven van de factuur faalt in haar morele plicht. Daarom leveren we een inspanning van 9,2 miljard euro. Dat is zwaar, dat is niet gemakkelijk, maar het is noodzakelijk.

We leven in een tijd die schuurt als zand onder de huid, maar cd&v zal zich niet laten leiden door naïviteit of pessimisme. We zullen hier beter uitkomen. We bieden hoop, ademruimte, zekerheid en perspectief, voor onze werkende mensen, voor onze gezinnen, en vooral voor de volgende generatie.

Daarom, mijnheer de premier, geven we graag het vertrouwen aan deze regering.

De **voorzitter**: Dank u wel, mevrouw Farih. Het woord is aan de heer De Smet.

01.216 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, madame et messieurs les ministres, nous savons qu'aujourd'hui en politique, tout est, avant tout, affaire de récit. Monsieur le premier ministre, lorsque vous invoquez la mythologie, je vous écoute toujours avec grande attention. Cependant, je vous avoue être quelque peu déçu de la référence mythologique que vous avez choisie de placer dans votre discours, à savoir le dilemme de Héraclès. Celui-ci avait le choix entre la facilité tentatrice et la vertu du dur labeur, suivi de récompenses. Au fond, il y a un bon et un mauvais chemin. Allez, non, franchement! C'est trop facile et manichéen pour vous.

Pour ma part, je me permets de penser que vous auriez plutôt dû invoquer le mythe de Charybde et Scylla. Tout le monde connaît l'expression, mais peut-être tout le monde ne connaît-il pas le récit mythologique qui se cache derrière. Nous sommes dans *L'Odyssée*, de Homère. Nous sommes avec Ulysse, qui essaie de rentrer chez lui, à Ithaque. Pour ce faire, il doit passer entre deux rochers gardés dans un détroit par deux monstres marins. Il sait que, s'il essaie de passer par Charybde, les tourbillons vont couler son navire à coup sûr. Il sait aussi – parce qu'il est bien renseigné par Circé – que, s'il essaie de passer plutôt par Scylla, il s'expose au fait que l'autre monstre marin va dévorer une douzaine de ses compagnons. Et, tel un homme politique qui sait que, dans le fond, il n'y a de choix qu'entre une mauvaise et une plus mauvaise décision, il choisit celle qu'il estime la moins mauvaise et, sans prévenir ses compagnons, il dirige son navire vers Scylla, qui dévore une douzaine de ses meilleurs compagnons, de sorte qu'il puisse passer.

Eh bien, monsieur le premier ministre, Ulysse c'est vous et Ithaque, le cap budgétaire. Vous avez choisi un chemin qui sacrifie nombreux de nos concitoyens pour préserver votre navire. Ces citoyens sont, par exemple, les retraités, les femmes, les gérants d'hôtel ou de friterie, les salles de sport, les artistes – toute une série de citoyens sacrifiés.

Si personne ne peut vous reprocher la nécessité d'agir, le problème de votre budget est qu'il manque cruellement de justice. Vous épargnez globalement les épaules les plus larges, vous frappez durement les classes moyennes ainsi que des catégories qui n'avaient pas vu le coup venir. Or vous tentez de maquiller cette réalité. Là où tout le monde voit deux sauts d'index, vous parlez d'ajustement. Vos tableaux budgétaires indiquent que le gros de l'effort portera finalement sur 2029, vous nous dites mettre fin à la procrastination. Tout le monde voit que des secteurs entiers vont encaisser une hausse effective de la TVA, vous nous dites que vous n'y touchez absolument.

Bien évidemment, votre budget comporte des aspects positifs, notamment l'arrivée d'un parquet national financier, une idée très bonne qui ne figurait dans aucun de vos programmes, mais bien dans celui de DéFI – un parquet contre lequel vous avez voté ici voici moins de quinze jours, à l'occasion de la proposition de résolution que j'avais déposée à ce sujet. Je crois ce parquet nécessaire pour contrer une tendance alarmante. Les policiers et les magistrats se sentent impuissants face à la criminalité financière, qui génère des revenus illégaux gigantesques.

Comme je sens un tout petit peu de flottement encore, notamment dans le kern, sur cette question, je me permets d'insister. Oui, il faut s'appuyer sur le modèle français pour récolter ces milliards, cet argent dont nous avons besoin.

Pour que ce parquet national financier soit une réussite éclatante, il faut d'abord qu'il soit indépendant et que son mandat soit clair. Il ne doit pas juste être un parquet fiscal, il doit s'occuper de la totalité des infractions de l'économie, en ce compris le blanchiment d'argent, la corruption et les profits du narcotrafic. Nous devons absolument lui conférer la possibilité de mettre des amendes et des taxes, sans passer nécessairement par un procès. Là encore, je réfère à l'exemple français où le parquet national financier a récupéré des montants colossaux, tels que cette amende de 3 milliards d'euros envers Airbus.

Enfin, tel que cela figure dans l'accord, nous devons garantir que les magistrats et policiers spécialisés seront en nombre suffisant. Les 10 magistrats et 10 juristes sont un bon début, mais nous devons surtout revitaliser en nombre les offices centraux qui sont les bras armés de la justice financière. Je parle de l'Office central pour la lutte contre la délinquance économique et financière organisée (OCDEFO) et de l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC).

Sur la justice au sens social du terme et les épaules les plus larges, vous avez fait de la contribution équitable et du financement par les épaules les plus solides un credo. Pourtant, l'analyse de votre mesure fiscale montre qu'on a un objet bigarré, qu'il n'y a pas de réelle justice sociale. C'est toujours le même problème avec l'Arizona: vous ne taxez pas réellement les riches, vous taxez ceux qui essaient de le devenir. Et vous évitez de taxer les vraies fortunes.

Alors, d'accord, vous doublez la taxe sur les comptes-titres, comme nous l'avions recommandé. Même si, personnellement, des détenteurs de comptes-titres de plus d'un million d'euros, je n'en connais pas, pourquoi diable garder le champ d'application de cette taxe inchangé? Pourquoi continuer à ne pas taxer les actions nominatives des grandes familles fortunées? N'est-ce pas la preuve que les plus grandes fortunes sont préservées, alors que vous frappez les investisseurs et les PME?

Vous taxez indirectement la classe moyenne via cette grande entourloupe du prix du caddie qui, soi-disant, ne bouge pas. Bien sûr qu'il va continuer à bouger à cause de l'inflation. Une bonne partie des salariés et des pensionnés verront leur revenu ne pas suivre suffisamment à cause de votre double saut d'index qui ne dit pas son nom.

Passons encore sur la question de la TVA, l'incohérence et les marchandages politiques qui ont fait des victimes. Vous nous faites croire qu'il n'y a pas de hausse de TVA, puisque vous ne touchez pas aux taux eux-mêmes, mais vous faites glisser des produits d'une catégorie à une autre.

Et plutôt que d'assumer une austérité globale, vous choisissez de sacrifier des secteurs entiers. C'est comme si vous vous étiez dits: "Tiens, qu'est-ce qui va faire mal sans que cela ne fasse trop de bruit?" Et ça nous donne les livraisons à emporter, les tickets de cinéma, les salles de sport, les nuitées à l'hôtel et en camping, les contrats d'assurance, autant de secteurs qui ne s'attendaient évidemment pas, il y a quelques jours, à passer à 12 %. Pour contourner le veto du MR sur un point de TVA pour tous, vous avez choisi de sacrifier des secteurs entiers par un certain manque de courage.

Je veux quand même saluer une partie du plan sur les malades de longue durée, parce que nous ne pouvons pas rester avec 520 000 personnes dans cette situation. Tout le volet préventif est positif. Nous ne nous préoccupons pas assez des raisons pour lesquelles les gens tombent malades et pourquoi la situation est telle. Par contre, votre plan manque de prise en charge des causes profondes de l'incapacité de travail: l'allongement des carrières, la pression croissante notamment sur les jeunes familles, l'absence d'emplois adaptés. Enfin, l'ambition de réexaminer 218 000 dossiers d'ici 2029 et de multiplier les contrôles va très vite se heurter à une réalité très concrète: la pénurie de médecins-conseils et de médecins du travail, rendant l'objectif des 100 000 réintégrations difficile, voire illusoire.

Monsieur le premier ministre, en conclusion, vous avez un projet, c'est indéniable, mais je ne perçois toujours pas la vision. Je ne vois pas de réforme fiscale réelle et profonde ni de stratégie d'industrialisation et de création d'emplois. Même si les efforts accomplis ici sont sérieux, nous savons qu'ils ne suffiront pas à atteindre les 3 % en 2029. Vous ne pouvez même pas garantir qu'il n'y aura

pas d'autres économies à réaliser et d'autres moments de dramatisation.

C'est d'ailleurs la seule question que je vous pose maintenant, car lorsque nous entendons certains de vos partenaires, comme M. Bouchez, qui, entre deux voyages au Qatar, a eu le temps de déclarer que, selon lui, ce n'était pas suffisant et qu'il faudrait d'autres négociations, nous nous interrogeons. Y aura-t-il, dans les mois ou les années à venir, de nouveaux accords d'hiver, de printemps, ou autres? Aurons-nous droit à de nouvelles dramatisations et à de nouvelles économies? Ou bien, pour vous, devons-nous nous contenter de cela pour un moment? Je pense que nous méritons ici, au Parlement, de la clarté là-dessus, puisque vous avez montré que cette coalition est laborieuse, compliquée et, au bout du compte, assez fragile.

Monsieur le premier ministre, comme Ulysse face à Scylla et Charybde, vous avez choisi de sauver le navire en sacrifiant une partie de l'équipage, notamment les pensionnés, les indépendants et les artistes. Vous avez cité Churchill pour terminer votre discours. Comme vous êtes historien et homme politique, je vais vous citer un autre historien et homme politique, que vous connaissez évidemment, qui a vécu il y a 2 400 ans: Thucydide, connu comme étant le premier véritable historien de l'Occident, considéré comme le père de l'histoire scientifique, et auteur de *Histoire de la guerre du Péloponnèse*. Dans son récit, il commente le sort qu'Athènes doit décider d'offrir à Mytilène, qui s'était révoltée. Il a écrit cette phrase qui, à mon avis, résume votre action: "Il sauvera la cité en sacrifiant les citoyens."

C'est exactement ce que vous êtes en train de faire. Voilà la raison pour laquelle nous ne vous accorderons pas notre confiance.

De **voorzitter**: Dat brengt ons bij het einde van de debatten. Nu heeft de premier, die de debatten vele uren met grote aandacht heeft gevolgd, de mogelijkheid om daarop te reageren.

01.217 Bart De Wever, premier ministre: Chers collègues, mesdames et messieurs les députés, merci pour ce long débat. Il fut long mais les sanglots longs des violons de l'automne n'ont pas blessé mon cœur d'une langueur monotone. Au contraire, j'ai écouté attentivement et je tenterai de répondre au maximum aux principales remarques.

Bien entendu, de nombreux détails devront encore être précisés lors de la traduction de cet accord en textes de loi, comme c'est toujours le cas. Dans les commissions concernées, vous aurez encore amplement l'occasion d'interroger les ministres compétents lorsque les projets de loi seront soumis.

Je vais donc me concentrer sur les principales critiques dans leur ensemble.

Laat me beginnen met de absolute essentie, namelijk de evolutie van de begrotingsbalans zelf en de opmerkingen die daarover zijn gemaakt.

Ik heb vanop sommige banken gehoord dat de oefening niet volstaat om de financiën gezond te krijgen. Die kritiek is zeker deels terecht. Dat heb ik namelijk zelf al gezegd in mijn initiële verklaring. De oefening is hoogstens het einde van het begin. Voor een goede verstaander: er zullen nog inspanningen nodig zijn om de financiën structureel en duurzaam gezond te maken, ook na deze legislatuur. Laten we dat allemaal samen erkennen.

Ik wil niettemin wijzen op de ongeziene omvang en het grote belang van de oefening die we hebben uitgevoerd. Met welke erfenis zijn we moeten beginnen? Laat me dat nogmaals heel helder schetsen. We zijn gestart met een tekort dat zou oplopen tot 6 % van het bruto binnenlands product bij ongewijzigd beleid, 43 miljard euro. De curve van het tekort steeg dus heel erg fors.

Wat hebben we in negen maanden kunnen doen? Het is ons in die tijd gelukt om de curve af te vlakken. Het tekort is gestabiliseerd. Het roeten is gestopt. Het tekort bedraagt in 2029 4,3 % of 30 miljard euro. Dat is een structurele verbetering van 13 miljard euro, voor alle duidelijkheid zonder de terugverdieneffecten. We moeten eerlijk zijn, in de wereld waarin we vandaag leven, zijn terugverdieneffecten hoogst onzeker.

Het is belangrijk te vermelden dat we dat hebben gedaan terwijl we ook de defensie-uitgaven fors moesten verhogen, namelijk met ruim 4 miljard euro. Tegelijkertijd verlagen we de lasten op arbeid fors, met opnieuw ongeveer 4 miljard euro.

Voor de verbetering van het tekort en de nieuwe inspanningen bedraagt de totale begrotingsinspanning dus 20 miljard euro structureel per jaar. (*Applaus van de meerderheid*)

Ik maak daar nog een kanttekening bij. Er blijft nog 30 miljard euro tekort over en dat bestaat voor het overgrote deel uit rentelasten. Dat is de dus prijs die wordt betaald voor het beleid uit het verleden.

Over de aard van de begrotingsinspanning die we leveren, heb ik ontzettend veel onwaarheden genoteerd. Sommigen wekten herhaaldelijk de indruk dat we die inspanning doen door de belastingdruk te verhogen. Het spijt mij, maar dat is pertinent onjuist.

Na deze begrotingsoefening is de prognose dat de inkomsten van deze overheid doorheen de legislatuur zullen dalen met 0,5 % van het bbp of 3,5 miljard euro. In 2030 komt daar nog een daling van 1 miljard bij. Ik geef u nog een ander cijfer. Na de begrotingsoefening dalen de overheidsuitgaven van dit land doorheen de legislatuur met meer dan 1 % van het bbp. Ten opzichte van het ongewijzigd beleid stijgt dat cijfer tot 1,7 % van het bbp. Deze regering saneert dus de begroting door de uitgaven fors te doen dalen en de belastingen in globo te doen dalen. Dat zijn de cijfers, dat is de waarheid. Dat is de algemene balans van deze begrotingsoefening.

Ik ga nu even in op de kritieken op specifieke maatregelen binnen de nieuwe oefening. Er werd een aantal keer verwezen naar standpunten die ik in het verleden heb ingenomen en die niet zouden stroken met het beleid dat we nu gaan voeren. Een voorbeeld dat werd gegeven, is dat ik het vroeger vaak had over financiële transfers tussen regio's en dat ik daarover vandaag zou zwijgen. Laat mij zeggen dat te grote transfers tussen regio's en gemeenschappen nooit gezond zijn voor de cohesie binnen een federaal land. Dat is een waarheid als een koe en ik sta daar nog altijd 100 % achter.

De belangrijkste reden achter het bestaan van transfers in ons land is het verschil in werkzaamheidsgraad tussen het noorden en het zuiden. Wel, laat nu net het aanmoedigen van werk en het aanpakken van excessieve sociale stelsels bij de belangrijkste speerpunten van deze regering zijn. We beperken de werkloosheidsuitkering in de tijd, we pakken het misbruik van ziekte-uitkeringen eindelijk aan, we zullen werken belonen en we zorgen voor een rechtvaardige sociale zekerheid. Waarom lukt dat met deze regering wel en met de vorige niet? Omdat ik het geluk heb te kunnen besturen met twee Franstalige coalitiepartners die besloten hebben hun regio economisch te revitaliseren, partijen die geen belang stellen in het inactief houden van grote groepen mensen, zoals dat bij de andere Franstalige partijen wel altijd het geval is geweest. De MR en Les Engagés staan voor een welvarend Wallonië, *une Wallonie prospère*.

Vlaamse politici hebben volgens mij de keuze: ofwel reiken ze constructieve partners in het zuiden van het land de hand en pakken ze de onevenwichten aan door de welvaart van alle werkenden te verhogen en het sociaal beleid rechtvaardiger te maken, ofwel blijven ze aan de kookwekker draaien, wachtend op een moment dat nooit zal komen. Het is immers een gemakkelijk en goedbetaald leven om hier te zitten, te roepen en minachting te uiten. Ik denk dat ik mag zeggen dat ik geen gemakkelijk leven heb. Het is een moeilijk leven, maar ik ben blij dat ik in de arena sta, want het is de man in de arena die telt, niet de man op de tribune. Ik ben zeer tevreden over de samenwerking die vandaag bestaat. Als we de transfers kunnen verkleinen door het beleid van deze regering, dan is dat in het belang van de Franstaligen en Vlamingen, een pure win-win voor dit land.

On a encore fait référence à mon passé, notamment mes nombreuses visites à la friterie. C'était au début du siècle. Contrairement à ce qui a été insinué ici, je vais encore bel et bien régulièrement à la friterie. J'ai été plus surpris d'entendre que Frank aussi se rend régulièrement dans une friterie à Tervuren, où il passe des commandes de quatre euros. Frank devra désormais payer 25 centimes de plus et il se dit prêt à le faire. Mes commandes sont un peu plus larges, Frank, car ce sont surtout mes enfants qui sont aujourd'hui responsables des plus gros volumes.

On m'a demandé ce que je dirais au patron de la friterie si celui-ci me demandait des explications sur notre politique. Eh bien, je me mettrai à table avec le patron chez 't Draakske – le Petit Dragon, une friterie à Deurne-Zuid que je peux du reste vous recommander –, je commanderais un Coca Zero à 12 % de TVA et je la lui expliquerais. Je l'expliquerais tout comme je le ferais pour d'autres PME, en lui citant la longue liste des mesures favorables aux entrepreneurs mises en œuvre par ce gouvernement.

Je pense à l'élargissement des flexi-jobs et du travail étudiant, à la déduction pour les entrepreneurs, à toute une série de simplifications que nous réalisons pour les PME, à la loi sur la réduction des coûts pour les entrepreneurs ainsi qu'à la compétitivité que nous améliorons grâce à notre réforme fiscale et, en partie aussi, via l'indexation plafonnée dans ce budget.

Ce n'est pas pour rien que les organisations représentant les entrepreneurs sont globalement positives tant à l'égard des réformes des accords de Pâques et de l'été qu'à l'égard du dernier exercice budgétaire. Avant-hier encore, j'ai assisté à un événement rassemblant des entrepreneurs. J'ai été heureux de constater les réactions positives provenant tant de petites que de grandes entreprises, et même de très grandes entreprises par la voix du président d'Ackermans & van Haaren.

Les entrepreneurs savent mieux que quiconque que des efforts sont nécessaires. Je suis heureux qu'ils reconnaissent que ce gouvernement les réalise de manière juste dans ce contexte particulièrement difficile, y compris à leur égard.

Er is niet alleen gesproken over de btw op frietjes, maar ook over de btw-hervorming in algemene zin. In eerste instantie wil ik benadrukken dat men voor de producten die naar hogere tarieven verschuiven, via de automatische indexering zal worden gecompenseerd. Op die indexering kom ik zo dadelijk nog terug, *no worries*.

Bovendien zullen zeker ook werkende mensen ruimschoots worden gecompenseerd. De omvang van onze lastenverlaging op arbeid is meer dan drie keer zo groot als de inkomsten die we halen uit de btw-hervorming.

Ik zal niet zeggen dat u moet stoppen met zagen, want zagen behoort tot de corebusiness van parlementsleden. Ik ben er zelf lang genoeg een geweest. Ik besef echter dat het vervelend is dat de lastenverlaging vooral aan het einde van de legislatuur wordt doorgevoerd. Dat komt omdat de hervormingen die we doorvoeren, tijd nodig hebben om voldoende te renderen en zo de budgettaire ruimte te creëren die een lastenverlaging mogelijk maakt. Ik heb het in mijn inleiding al aangegeven: eerst de inspanning, dan de vrucht. Dat is altijd zo met hervormingen.

Specifiek over de langzame accijnsverhoging op aardgas blijf ik erop wijzen dat de Europese Unie ons verplicht om aardgas tegen 2030 te belasten tegen het hoogste btw-tarief van 21 %. Ik heb dat niet beslist. Ik denk dat het vooral partijen in de oppositie zijn, die daarop op Europees niveau heel sterk hebben aangedrongen. Dat zijn dezelfde partijen die hier vandaag over klagen, wat enigszins hypocriet is.

Vandaag bedraagt het btw-tarief 6 % en dat blijft zo. De accijnsverhoging zal ervoor zorgen dat we de facto naar 12 % kunnen evolueren tegen 2029. We simuleren 12 % via de accijnzen. We doen de komende vier jaar dus slechts zeer gedeeltelijk wat de EU ons het jaar daarop zal opleggen. In ruil zakt de btw op elektriciteit, zodat mensen worden aangezet sneller de overstap te maken.

Specifieke vragen over verschuivingen in de tarieven van producten zullen weldra allemaal worden ondervangen door het betreffende wetsontwerp, zoals dat altijd het geval is bij een begroting. Ik verwijs dus naar de commissievergaderingen die daarover zullen worden georganiseerd.

J'en viens à l'index. J'entends beaucoup d'alarmisme à ce sujet. Mais la vérité est la suivante: l'indexation automatique est maintenue. Je répète: l'indexation est maintenue. Il n'y aura pas de saut d'index.

(Applaudissements)

Il n'y aura pas de saut d'index, sauf pour nous, les parlementaires et les ministres fédéraux. Notre salaire ne sera pas indexé pendant les quatre années à venir. Nous sommes la seule catégorie professionnelle concernée par cette mesure. Pour un député, comme je l'ai déjà dit, cela représente un effort de plus de 27 000 euros sur quatre ans.

Tous les autres travailleurs de ce pays, les vrais travailleurs – je pense néanmoins que nous travaillons, même si certains l'ont contredit – verront leur salaire automatiquement indexé mais, à deux reprises, on appliquera un index plafonné pour les salaires dépassant la médiane, soit 4 000 euros. Et nous

appliquerons la même logique pour les allocations. Les petites pensions continueront à être indexées entièrement, mais pour les allocations au-delà de la médiane, soit 2 000 euros, l'index sera également plafonné. La majorité des personnes qui travaillent ou qui sont pensionnées ne constateront donc aucune différence dans leur indexation par rapport à aujourd'hui. Concrètement, quelqu'un qui gagne 5 000 euros verra en 2026 et en 2028 son salaire augmenter d'un montant équivalent à celui de quelqu'un qui gagne 4 000 euros. Ce n'est pas agréable, mais ce n'est pas la fin du monde. On continuera donc à percevoir davantage. Simplement, ce sera, à deux reprises, une augmentation un peu plus petite.

Je comprends que chacun préfère voir son salaire être augmenté du montant le plus élevé possible, mais présenter ces deux indexations plafonnées comme un bain de sang social est tout de même un peu grotesque. La vérité est que, dans la plupart des pays, l'indexation automatique n'existe même pas. Je pense que l'effort que nous demandons avec cette mesure, vu notre situation budgétaire catastrophique, est juste et proportionné.

Bovendien versterkt de maatregel ook onze concurrentiekracht, die al lange tijd zwaar onder druk staat, aangezien de helft van de opbrengst van de centenindex naar de werkgevers en de andere helft naar de overheid voor de begroting zal doorvloeien. De jobs die we daarmee hopelijk helpen creëren en hier kunnen helpen houden, hebben ook een belangrijke maatschappelijke en financiële waarde. Dat wordt door de oppositie uiteraard nooit in rekening gebracht. Zij zullen nochtans als eerste moord en brand schreeuwen, als er hier een groot bedrijf sluit, omdat het hier niet meer voldoende winstgevend is om te ondernemen. Dat is toch enigszins cynisch, als u het mij vraagt.

U hoort mij al komen, vragen over de specifieke uitvoering van de maatregel, over alle stelsels en paritaire comités – en dat is inderdaad zeer complex in dit land – zullen worden ondervangen door het wetsontwerp. Ik verwijs dan ook opnieuw naar de parlementaire commissies waar dat wetsontwerp zal worden besproken, zoals steeds het geval is.

Ik wil wel benadrukken dat de inspanning voor iedereen gelijkaardig moet zijn, ongeacht het mechanisme of het moment van de indexering. Overigens hebben die maatregelen en heel wat andere ook een bijzonder positieve impact op de financiën van onze lokale besturen. Hun slagkracht wordt door de regering structureel versterkt en dat is broodnodig.

Ik heb ook veel kritiek gehoord op het beleid dat de regering wenst te voeren met betrekking tot de langdurig zieken. De regering werd zelfs onmenselijkheid verweten. Sta mij toe te herinneren aan het volgende cijfer.

In unserem Land ist einer von zwölf Erwerbstätigen langfristig krank, das entspricht mehr als einer halben Million Menschen. Die Prognosen zeigen, dass diese Zahl weiter steigen wird. In Deutschland ist nur einer von 30 Erwerbstätigen langfristig krank. Dabei muss man wissen, dass eine Person in unserem Land erst nach einem Jahr Krankheit als langfristig krank eingestuft wird, in Deutschland jedoch bereits nach sechs Wochen. Das macht diese Statistik umso erstaunlicher.

Dat leidt tot twee mogelijke conclusies. Ofwel is het hier drie keer minder gezond leven dan in Duitsland, ofwel zitten er toch enkele gaten in ons systeem. Ieder weldenkend mens weet dat het tweede het geval is. Op een totaalbudget dat deze legislatuur stijgt van 15 naar 19 miljard euro in RIZIV-uitkeringen, hebben we nu de ambitie om 2 miljard euro te besparen door periodieke en betere controles. Wie dat afschildert als onmenselijk of als een sociale kaalslag, maakt zich mijns inziens enigszins belachelijk.

Je pense avoir ainsi répondu aux principales critiques d'ordre général. Dans les semaines à venir, des détails apparaîtront sans aucun doute et donneront encore lieu à des débats techniques intéressants. C'est naturellement le rôle des commissions avec les ministres compétents.

Je vous remercie toutes et tous pour ce débat. J'espère obtenir votre confiance afin de pouvoir poursuivre le travail de ce gouvernement.

Je vous remercie. Ich danke Ihnen. Ik dank u.

(Applaus)
(Applaudissements)

De **voorzitter**: Collega's, we hebben op de Conferentie van voorzitters vannacht afgesproken dat de replieken maximaal tien minuten per fractie mogen duren. U mag uiteraard ook minder spreektijd gebruiken.

01.218 Barbara Pas (VB): Mijnheer de eerste minister, u sprak in uw beleidsverklaring over het kruispunt van Heracles en de keuze tussen de gemakkelijke weg of de moeilijke weg van Aretè. Er zijn inderdaad twee keuzes. De ene weg is de weg die alle Belgische premiers tot hiertoe hebben genomen, met alsmaar meer inspanningen die aan de Vlamingen worden gevraagd om België in stand te houden. De andere weg leidt naar responsabilisering en echte hervormingen. Dat is de weg naar fiscale autonomie en een splitsing van de sociale zekerheid, de enige weg die werkelijk orde op zaken stelt. Dat is de weg die u voor de verkiezingen aan de kiezer beloofde als 'confederalisme of niets'.

U kiest de weg van meer belastingen, zoals eerdere regeringen dat ook deden. De hardwerkende Vlaming, die al het grootste deel van de lasten draagt, zal daardoor zwaarder worden belast en langer moeten werken voor een lager pensioen. U kiest niet voor Aretè. U volgt exact hetzelfde pad als al uw voorgangers. De Vlaamse middenklasse wordt nog steeds als het laaghangend fruit beschouwd.

U zei in uw beleidsverklaring dat, als we vandaag niet besparen, we dat morgen dubbel en dik moeten terugbetalen aan interest op de groeiende schuldenlast. Dat klopt. Het is daarom een gemiste kans dat u de inspanningen voornamelijk aan de inkomstzijde zoekt, in plaats van bij de uitgavenkant. Bij een keuze voor de uitgaven zou u de eigen mensen ontzien. Op de migratiefactuur kan 1,5 miljard euro worden bespaard. Waarom weigert u daarin te snoeien? Integendeel, in uw laatste begrotingsaanpassing wilt u het recordbedrag voor asiel, nu al 1,1 miljard, zelfs nog verhogen.

Een aparte sociale zekerheid voor nieuwkomers kan 2 miljard euro opleveren, los van alle indirecte voordelen voor onze maatschappij wanneer die gelukszoekers niet langer worden aangetrokken.

Op ontwikkelingssamenwerking en klimaatfinanciering kan tot 1,8 miljard euro worden bespaard. Waarom gaat de regering daar niet op in? Nederland, Duitsland, Zweden, Oostenrijk en Denemarken hebben allen een korting op hun EU-bijdragen kunnen bedingen. Waarom België niet?

Er is zelfs nog laaghangend fruit, maar er ontbreekt politieke wil. De uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen niet door de vakbonden maar door de overheid laten uitvoeren, levert bijvoorbeeld honderden miljoenen op.

Mijnheer de eerste minister, we zijn 26 uur geleden aan dit debat begonnen. Ik heb heel veel anekdotiek gehoord, en heel veel verwijten uit het verleden, dat de ene regering het eigenlijk nog slechter deed dan de andere. We verwachtten inhoudelijke antwoorden op onze vragen, maar de meeste en de luidste applausmomentjes kwamen na uitspraken als: ja, maar met u in de regering was het nog erger. Dat was het niveau. Het is natuurlijk makkelijker om elkaar verwijten toe te sturen dan op concrete vragen te antwoorden.

Collega Ronse, u hebt urenlang op het spreekgestoelte gestaan, maar u hebt werkelijk geen enkel antwoord gegeven. Men hoort slechts de vragen waarop men in staat is te antwoorden. Vragen ontwijken, is zowat het enige wat even vlot gaat als beloftes breken.

Toch durft u hier naar de oppositie te snieren dat wij vragen herhalen. "*Et istis dicentibus. Quousque eadem? Responde. Quousque eadem peccabitis?*", zei Seneca. Als de heerschappen morren: "hoelang gaat u altijd hetzelfde liedje blijven zeuren?", antwoord dan: "Hoelang zullen jullie alsmaar dezelfde stommiteiten blijven begaan?"

Collega's, de premier heeft daarnet nog verwezen naar de erbarmelijke toestand waarin men het land aantrof toen deze regering aantrad. Dat klopt, maar dat is niet alleen het resultaat van 25 jaar gepruts in de marge door jullie allemaal. Dat ligt ook aan tweehonderd jaar Belgisch bestuur. Enkel binnen een onafhankelijk Vlaanderen valt dat recht te trekken. De Kamervoorzitter heeft daar ooit een boekje over geschreven.

Mijnheer de premier, bij de bespreking van de beleidsverklaring van uw voorganger, besloot Sander Loones met de vraag om de bevoegdheden te splitsen, omdat dit land niet efficiënt is. Ik citeer: "Dit

land is op. Dit land werkt niet meer. België blokkeert. Laten we daar onze energie in stoppen."

Vandaag levert diezelfde partij voor de tweede keer een federale regering zonder enige communautaire ambitie. Deze regering laat de belastingtransfers zelfs nog toenemen en viseert opnieuw de hardwerkende Vlamingen. Via een energiefactuur, via een verkapte indexsprong, via een verkapte btw-verhoging, en via allerlei nieuwe belastingen legt u de factuur opnieuw bij hen.

Als we deze regering en dit belastingakkoord overschouwen, kan ik niet anders dan vaststellen dat de N-VA die fiere, klauwende, Vlaamse leeuw heeft vervangen door een kat, een spinnend Brussels salonkatje dat door de premier in een buggy'tje wordt rondgereden. Symbolischer wordt het niet.

Mijnheer de premier, als u ons daarnet verweet aan de zijlijn te staan, kan ik u zeggen dat wij daar in het gezelschap staan van artikel 1 van uw eigen partijstatuten.

Mijnheer de eerste minister, sommige media dichten u, ondanks al uw openlijk gebroken beloftes, staatsmanschap toe. U liever dan ik, maar u schijnt zichzelf al te vergelijken met Jean-Luc Dehaene. Ik geef u een citaat: "In dit land word je als Vlaming staatsman door je eigen overtuiging in de frigo te stoppen, zolang de carrière het vereist. Een staatsman is een man op wie geen staat te maken valt. Dus vragen wij om één keer aan het staatsmanschap te verzaken. Wij vragen één keer ambitie, één keer de Vlaamse ambitie om door te zetten." Dat was de letterlijke boodschap van Bart De Wever aan Yves Leterme, op een partijcongres van de N-VA, waarop werd besloten om uit het kartel met cd&v treden. Vandaag is dit mijn boodschap aan u.

Collega's van de meerderheid, u hebt bijna tien maanden geleden het vertrouwen gegeven aan een regering die beloofde om de begroting op orde te zetten en daarbij vooral niet hoofdzakelijk gebruik te maken van belastingen. Na die dubbele woordbreuk gaat u wellicht straks allemaal opnieuw op dat groene knopje drukken. Besef dan dat dit begrotingsakkoord een aanslag is op de koopkracht van iedereen die werkt, spaart en onderneemt. Als u deze regering straks opnieuw het vertrouwen geeft, besef dan dat we hier binnen de kortste keren opnieuw zo'n pijnlijk begrotingsrondje moeten doorlopen, waarbij de gewone Vlaming nog maar eens extra de prijs zal betalen.

Mijnheer de eerste minister, u kiest niet voor de moeilijke weg. U kiest niet voor Aretè. Het Vlaams Belang doet dat wel. Daarom gaan wij deze regering het vertrouwen niet geven.

01.219 Axel Ronse (N-VA): Mijnheer de eerste minister, ik denk dat ik in naam van alle collega's spreek als ik zeg dat u ons echt verbaasd hebt. We kennen u allemaal als een bourgondiër die geniet van de geneugten des levens. U hebt hier urenlang gezeten, op uw favoriete plek, omgeven door uw favoriete vrienden. Zij hebben u urenlang proberen te verleiden om te kiezen voor de weg van Kakia, de weg van de gemakzucht, de weg die leidt naar het paradijs, naar Verviers, ooit een industriële hotspot, maar door decennia van afhankelijkheidspolitiek geëindigd in vergane glorie en pure tristesse.

Men heeft u echt proberen te verleiden. Men is hier bijna met een bak Cola Zero gekomen, men heeft een dozijn Aquila's binnengebracht, maar u was niet te verleiden. Mijnheer de eerste minister, u bent de moeilijkst te verleiden man op aarde, u bent het meest *hard to get* van iedereen.

Open Vld heeft u hier proberen te verleiden: "Laat dat begrotingsgedoe los, laat dat budget ontsporen, doe zoals wij al 25 jaar hebben gedaan. U zult dat zien in Brussel, geen probleem."

De sirenenzang van het Vlaams Belang: "*sit back and relax*, kom bij ons zitten, het is hier geestig. Laten we elke week ons partijprogramma aframmelen en kijken hoe alles in de vernieling wordt gereden. Ooit zal dat kookwekkertje ons wel helpen."

Ook waren er collega's die zeiden dat u die ongeziene belastingverlaging van 4 miljard euro voor wie werkt, moest loslaten. "Laat dat los, maak het u gemakkelijk. Wie werkt, hoeft netto niet te veel bij te verdienen. Laat dat gewoon los. Competitiviteit, bedrijven die wegtrekken, noem maar op, iets doen aan onze loonkostenhandicap. Laat dat los, het zal een veel makkelijker oefening worden. Laat uw ambitie los om langdurig zieke mensen terug aan het werk te helpen. *Let it go*. Het zal veel gemakkelijker zijn voor u. Geen stakingen, niets, het zal op het gemak zijn, recht naar Verviers, de weg van Kakia. Die ambitie om die pensioenen betaalbaar te maken, laat het los. *Après nous le déluge*. Er komt wel een volgende regering."

Die weg van Kakia is eigenlijk bijna even pervers als wensen dat de PVDA in de vorige regering zat, dat die een vette miljonairstaks zou ingevoerd hebben, waardoor we geen budgettaire tekort meer zouden hebben en u die taks dan zou kunnen afschaffen. "Laat het los en hoop op het moment dat anderen hun handen vuil maken om de boel recht te trekken." U hebt echter standgehouden. Elk ander mens zou onder die massale verleidingstechnieken van de oppositie bezwijken zijn, maar niet u.

01.220 Eerste minister **Bart De Wever**: (...)

01.221 **Axel Ronse** (N-VA): Het is inderdaad tijd om af te ronden. Ik zou willen dat u de weg van Aretè blijft bewandelen, de weg van de moed, de weg van Arizona, de weg die ons uit de wanhoop zal leiden en ons naar de mooie Olympusberg en de groene vallei zal brengen.

Ik dank u en ik wens de arizonaregering veel succes.

01.222 **Pierre-Yves Dermagne** (PS): Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, comme nous l'avons dit, l'analyse de votre accord ou de vos prétendus accords et de l'action de votre gouvernement, ce sont 10 mois pénibles et au moins 10 mensonges et 10 nouvelles taxes. Les débats que nous avons eus ici confirment les trahisons envers les travailleuses et les travailleurs, les pensionnés, les femmes, les malades, les familles et même les travailleurs indépendants. Mensonges, trahisons et pluie de taxes confirmée.

Et quel amateurisme, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, mesdames et messieurs les membres de la majorité! Nous vous avons posé des dizaines et des dizaines de questions, et nous n'avons eu droit qu'à des "On n'a pas le choix", "Je ne sais pas", "Heu...", "On verra plus tard", "Ça n'a pas encore été défini" et, il y a quelques minutes encore, de la bouche du premier ministre, "Toute une série de choses doivent encore être précisées".

Nous avons compris que les prix des tickets de festival et de concert, les abonnements dans les salles de sport, les frites et les sandwichs allaient augmenter. Mais ces hausses de TVA s'appliqueront-elles aux cantines scolaires, aux repas fournis et livrés à nos enfants dans les écoles, aux plats à emporter en grande surface, aux traiteurs? Aucune réponse de la majorité ou des ministres.

Comment s'appliqueront vos deux sauts d'index, sur quels salaires, avec ou sans treizième mois, avec ou sans prime de fin d'année, avec ou sans heures supplémentaires? Comment les doubles mi-temps seront-ils considérés? Là encore, aucune réponse.

Comment le gouvernement compte-t-il réaliser des économies en soins de santé? Aucune réponse convaincante.

Comment avez-vous calculé ces économies en soins de santé? À nouveau, silence radio.

Comment intégrez-vous vos précédents efforts, vos effets retour de 8 milliards dans votre épure? De quels soldes partez-vous pour réaliser ces efforts? Aucune réponse convaincante.

Les députés de la majorité ont défilé à la tribune en essayant de défendre un accord sur lequel ils n'avaient pas ou peu d'informations. Les ministres, eux, ont répondu souvent par des généralités. Certains ont à peine ouvert la bouche.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, vous prenez donc des mesures injustes, brutales, dont vous reconnaissez vous-mêmes que vous n'avez pas estimé l'impact concret sur la vie quotidienne des travailleurs et des travailleuses, des pensionnés, des femmes, des indépendants et des familles.

Or, monsieur le premier ministre, il ne s'agit pas là de détails techniques, il s'agit de la vie des gens, de leur salaire, de leur capacité à faire face aux dépenses de la vie quotidienne. Il s'agit de leur pouvoir d'achat. Vous n'avez même pas ici le courage d'assumer vos mesures injustes.

Rassurez-vous, la population y verra vite plus clair. Et elle ne vous croit plus, déjà. Lorsque vous dites qu'il n'y aura pas de nouvelles taxes, lorsque vous dites qu'il n'y aura pas de saut d'index, la population,

elle, a les yeux ouverts, vous écoute et a bien compris que c'est elle qui passera demain à la caisse.

Injuste et amateur, nous l'avons dit. Vous n'avez pas su démontrer que votre accord porte sur 9 ou 33 milliards. Vous n'avez pas démontré que votre accord repose sur une éventuelle ambition, une réelle ambition. Il repose, aujourd'hui, monsieur Ronse, sur du sable, sur de l'injustice, sur de l'iniquité, sur des mensonges et sur des trahisons.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers membres de la majorité, vous l'aurez compris, le Parti Socialiste n'accordera pas sa confiance à votre gouvernement. Dans les semaines et les mois qui viennent, nous continuerons à déposer des contre-propositions pour montrer qu'il existe un autre chemin, qu'il existe des alternatives pour un pays plus juste et plus prospère à la fois.

01.223 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, nous venons encore d'avoir un exemple des critiques que nous avons entendues tout au long de la nuit, de façon un peu absurde pour ne pas dire idiote, puisqu'on nous interrogeait sur des lignes d'un tableau budgétaire dont les textes ne sont pas encore écrits. Des précisions nous ont été demandées sur des textes qui n'existent pas et que nous allons seulement finaliser. Nous avons beau vivre dans le pays du surréalisme, c'est assez atterrante de voir cette façon de faire de la politique où l'on approfondit des choses qui n'existent pas encore.

Il faut savoir que la confiance n'est pas l'approbation ligne par ligne d'un tableau budgétaire que nous devons encore préciser. La confiance que l'on accorde, doit l'être à une équipe menée par un premier ministre et des ministres qui, en 10 mois, sont parvenus à sceller trois accords extrêmement importants qui établissent un basculement de paradigme et un changement de société avec le travail en ligne de mire.

Alors oui, nous partageons cette vision, nous partageons ce changement de paradigme et nous donnerons notre confiance à ce gouvernement et au premier ministre.

01.224 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Pour changer, je vais commencer avec une note positive. J'adore le chat Maximus du premier ministre, mais ma sympathie pour le gouvernement s'arrête plus ou moins à ce niveau-là, parce que, soyons clairs, vous avez menti. Vous aviez promis de mieux rémunérer le travail et vous faites exactement l'inverse. Vous n'avez pas tenu vos promesses. Aujourd'hui, vous prenez des mesures qui ne figuraient pas dans vos programmes électoraux. Personne n'a voté pour cela.

En plus de vouloir nous voler nos pensions, vous vous attaquez à notre index. Vous essayez de jouer sur les mots. Le premier ministre l'a encore dit: il sauve l'index. Non, soyons clairs, vous plafonnez l'index, ce qui représente des milliers d'euros perdus pour beaucoup de gens. Vous dites que vous n'augmentez pas les taux de TVA, mais faire passer des éléments de la catégorie taxée à 6 % vers une autre à 12 %, ce n'est rien d'autre qu'une augmentation de TVA. De plus, si vous augmentez les accises, cela fait plus de taxes et plus de TVA à payer.

Vous dites que vous gardez la norme de croissance, alors que vous inscrivez des économies en soins de santé dans les tableaux. Nous en débattons encore.

Quant à la méthode et au fait que nous ne puissions pas vous interroger sur les détails, je suis désolée, monsieur Piedboeuf, mais c'est quand même notre rôle de demander ce qui figure dans les textes. D'ailleurs, lorsque nous avons discuté de l'accord de gouvernement, certains affirmaient que nous nous trompions au sujet du malus pension et des jours de maladie. Finalement, vous aviez tous donné votre accord pour sanctionner les jours de maladie dans le malus pension. Heureusement, nous étions là: l'opposition et le mouvement social étaient présents pour le démontrer. À ce niveau-là, nous avons gagné.

Natuurlijk moeten we het ook hebben over de index. Vannacht hebben we niet verder vergaderd en daardoor konden we de kranten van deze ochtend nog lezen. Daaruit blijkt heel duidelijk dat de beslissing over de centenindex niet alleen de hogere lonen raakt. Het gaat over aanzienlijke bedragen die mensen gedurende hun hele carrière kunnen verliezen. Een onderwijzer kan tot 19.000 euro bruto verliezen, een bediende 30.000 euro en iemand die nachtarbeid verricht tot 47.000 euro.

In het begin gaat het voor sommigen inderdaad slechts over een paar euro. Er werd hier ook gezegd dat dat niet het einde van de wereld is, wat de premier opmerkte. Minister Vandenbroucke zei eveneens dat mensen maar een paar euro zullen verliezen op hun pensioen en dat dat toch niet het einde van de wereld is. Hij vroeg ook of wij daarover zouden blijven zagen. Natuurlijk zullen we dat doen. Die gepensioneerden hebben immers keihard gewerkt voor hun loon en het is niet eerlijk dat hun geld wordt ontnomen.

Voor de technische vragen, mijnheer de premier, verwees u ons naar de commissies. U klaagde ook dat wij bleven doorvragen. Toen de N-VA in de oppositie zat, waren zij nochtans kampioen in doorvragen, doorvragen en nog eens doorvragen, hele nachten lang.

Dat gezegd zijnde, er is geen antwoord gegeven op de vraag hoe u wilt omgaan met iemand die meer dan 4.000 euro bruto verdient voor een fulltime en iemand die hetzelfde werk halftime verricht. Hoe worden premies behandeld: weekendpremies, nachtpremies, eindejaarspremies? Worden ze meegenomen in die 4.000 euro, dan is er eigenlijk sprake van een plafonnering onder de 4.000 euro. Hoe gaat u dat concreet doen met alle paritaire comités die hun indexatie niet op 1 januari doorvoeren?

Het is duidelijk dat dat nog niet besproken is in de regering. Er zal deze namiddag nog over gediscussieerd worden. De teksten moeten nog opgesteld, ingediend en besproken worden. Met de oppositie hebben wij nog heel veel werk om op de details in te gaan. Toch wilt u dat dat op 1 januari ingaat, maar we zullen er alles aan doen om dat te voorkomen.

Er wordt hier ook de hele tijd gezegd dat we het enige land zijn dat de indexering automatisch doorvoert, maar we zijn ook het enige land dat een wet heeft die de lonen daarbovenop blokkeert. Daar zit het probleem, natuurlijk.

Er is hier altijd gezegd dat er een loonblokkering is aan de ene kant, maar ook een automatische indexering aan de andere kant. Wat zien we nu echter? De mensen hebben én een loonblokkering én de diefstal van een deel van hun index. Dat is wat jullie vandaag doen.

En ce qui concerne le trou budgétaire et le fait qu'il n'y aurait pas d'alternative, je tiens à rappeler que le trou dans la sécurité sociale n'a pas été creusé parce que les gens ont vécu au-dessus de leurs moyens. Les pensions en Belgique sont les plus basses de l'Europe occidentale. Le trou a été creusé par des mesures que les gouvernements précédents ont prises, comme le *tax shift* en 2015, qui ont fait en sorte qu'il y ait moins d'argent pour la sécurité sociale et que très peu d'emplois soient créés. Et, consciemment, vous utilisez cette technique pour aujourd'hui nous dire que les pensions sont impayables.

Or il y a des alternatives budgétaires. Commencez par remettre à plat les cadeaux que vous donnez aux entreprises. La Banque nationale a d'ailleurs sorti une étude à ce propos. Instaurez une vraie taxe des millionnaires car on sait maintenant qu'il n'existe pas de vraie taxe des millionnaires. Le premier ministre a d'ailleurs encore fait référence à Ackermans & van Haaren, qui est apparemment très content de ce budget. Et renoncez, s'il vous plaît, à l'achat des nouveaux F-35 et aux investissements massifs dans la militarisation.

Pour conclure, vous aviez dit que vous alliez faire les choses autrement mais, finalement, on se retrouve avec les mêmes recettes, comme ce qu'on a fait depuis 40 ans. Vous demandez aux gens de payer la facture, alors que les ultra-riches restent épargnés.

Sachez que nous serons non seulement ici mais bien sûr aussi dans la rue, aux côtés des gens qui protestent contre vos réformes. Nous ne donnerons pas notre confiance au gouvernement.

01.225 Aurore Tourneur (Les Engagés): Je tiens d'abord à vous remercier, monsieur le premier ministre, ainsi que vos vice-premiers, d'avoir trouvé cet accord. Composer avec cinq partis qui défendent des approches différentes pour une même thématique n'est pas toujours simple. Mais vous avez accepté des compromis, non pour la popularité de vos partis, mais bien pour le bien du pays – *petje af!*

J'ai largement exposé hier pourquoi notre groupe vous accordera sa confiance. Donc, je n'y reviendrai

pas. Cela dit, monsieur le premier ministre, je sais que vous appréciez l'humour. Alors, permettez-moi ceci. Depuis hier matin, j'ai écouté attentivement tous les groupes, y compris ceux de l'opposition. Je me suis dit que si l'on pouvait taxer la mauvaise foi, les raccourcis trompeurs, les répliques taillées pour les réseaux sociaux, la même question posée quatre fois – surtout, concernant la norme des soins de santé –, les "yaka" et les amnésies opportunes de ceux qui n'ont jamais appliqué ce que nous proposons aujourd'hui, le Grand-Duché de Luxembourg serait envieux de nos finances publiques!

Plus sérieusement, monsieur le premier ministre, les débats ont toutefois mis en lumière certaines inquiétudes. Je sais que vous y serez attentif, comme vous l'avez été lorsque nous avons demandé un refinancement des CPAS après la réforme du chômage ou, encore récemment, le maintien du revenu d'intégration sociale pour les ALE, qui rendent des services essentiels dans nos écoles, dans nos communes et auprès de nos aînés.

Vous avez donc toute notre confiance. Bon travail pour la suite du budget!

01.226 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, collega's, wat hebben we geleerd de voorbije 27 uur? De vertraging die de regering heeft opgelopen, heeft niet geleid tot een ernstige oefening. Deze begroting – en dat bewijst het debat – is een bricolage van de bovenste plank. Onze inhoudelijke conclusie is en blijft dezelfde. U zit nog steeds in de verkeerde zak. U pakt ook de immense lekken aan de inkomstenzijde niet aan, alhoewel er ministers in uw regering zijn die daarvan wel werk willen maken.

U zet tegelijkertijd de aanval in tegen gepensioneerden, vrouwen, kunstenaars en de index, die serieus wordt ondergraven. Dat is een heel gevaarlijk precedent voor de komende jaren. De superrijken en de grote vervuilers ontsnappen, terwijl er met geen enkel woord over het klimaat wordt gerept. De studie van het Planbureau bent u vergeten, mijnheer de eerste minister. Gewoon verder doen zal onze economie 4 miljard kosten. Dat is de realiteit.

Hoe langer het debat duurde, hoe langer het lijstje werd van de losse eindjes. Ik heb geprobeerd ze op te lijsten, maar ik had te weinig papier om alles te noteren. Zo lang is de lijst geworden van losse eindjes, waarover u zich straks in het kernkabinet moet buigen. Het akkoord dat u bereikt hebt –blijkbaar, zogezegd – in de nacht van zondag op maandag, is geen definitief akkoord. U moet immers nog dringend samenkomen om heel wat deelakkoorden te sluiten.

Ik geef enkele voorbeelden. Hoe zal de limiet van 4.000 euro, waarover we vaak hebben gesproken, samengesteld worden? Wat als mensen twee of meer jobs hebben? Hoe wordt die 4.000 euro berekend? Wat gebeurt er met de gezinspensioenen? Dat is allemaal totaal onduidelijk.

Er zijn ook veel vragen over de btw. Welk product zal welk btw-tarief krijgen? Eén lijn is wel duidelijk, alles wat het goede leven symboliseert, wordt extra belast. Het is een echt festival van taksen op alles dat leuk is.

Er blijven ook veel vraagtekens bij de regeling over de nachtarbeid, de loonsubsidies, de flexibele uurroosters, hoe het fiscaal parket eruit zal zien. Met andere woorden, onduidelijkheid troef.

Binnen de regering zal daarover in het kernkabinet niet alleen vanmiddag, maar nog heel lang en hevig worden gediscussieerd. Het zal nog weken en maanden duren voor er concrete vertaling naar teksten zal komen. Ik vrees dat u nog heel veel ruzie zult maken voor de teksten naar hier komen.

Collega's, de boodschap die ik met onze fractie heb proberen te geven, is dat er wel degelijk alternatieven zijn voor dit koude, kille beleid dat wordt voorgesteld. Er zijn heel veel alternatieven, maar jullie zijn er gewoon blind voor. Wij zullen met onze fractie blijven streven om die alternatieven op tafel te leggen. U mag van ons stevige en constructieve oppositie verwachten, maar we kunnen u onmogelijk het vertrouwen geven.

01.227 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je pense que nous pouvons conclure et résumer ces deux journées de débat intense en disant qu'on assiste ici à une punition collective, une punition des locataires, des travailleurs et des travailleuses qui se lèvent chaque matin et qui sont inquiets à la fin du mois, une punition des pensionnés, des petits commerçants, des enseignants. En réalité, vous ne cherchez jamais de solutions aux problèmes des gens. Au contraire, vous les aggravez.

Ce que je crains pour les prochaines années, c'est que vos politiques rendent les gens malades, c'est que les gens aient une boule au ventre de peur de ne pas arriver à boucler leurs fins de mois, qu'ils souffrent d'insomnies en raison des problèmes que vous allez leur causer. Vous en demandez toujours plus aux travailleurs, mais en leur retirant ce qui donne du relief, ce qui donne du sens à la vie.

Je vous entends beaucoup parler des malades. Selon moi, vous devriez également vous inquiéter des malades qui aujourd'hui travaillent. Aujourd'hui, ce sont 43 % des infirmières et infirmiers qui déclarent être en mauvaise santé. Que ferons-nous demain si elles décident d'écouter leur corps, de rendre leur tablier, de demander cette pause dont elles ont tant besoin? Aujourd'hui, je vois des travailleuses dans les titres-services qui prennent des antidouleurs pour pouvoir aller travailler le matin. Je pense qu'il serait temps d'avoir un peu de gratitude, un peu de reconnaissance pour toutes ces personnes qui travaillent, qui se lèvent le matin et qui font tourner ce pays.

J'aimerais aussi vous parler de ceux qui ne touchent pas de salaire pour ce qu'ils font, de ceux qui réalisent un travail gratuit, dans l'ombre et sans qui, pourtant, ce pays ne tournerait pas.

Je vous parle notamment des aidants proches. Et si demain, les aidants proches laissaient tomber? Si les aidants proches amenaient devant votre cabinet les personnes dont ils prennent soin, les personnes en situation de handicap, les personnes malades, les personnes âgées, et vous disaient: "Vous voulez que j'aide à travailler en flexi-job? Occupez-vous alors de la personne que j'aide sans aucune reconnaissance depuis deux, trois, cinq, dix ans." Je vous propose de calculer combien cela coûtera dans votre tableau.

Je pense aussi aux bénévoles, à toutes ces associations auxquelles vous vous attaquez en réduisant les possibilités de déductibilité fiscale et qui gèrent aujourd'hui la misère et les personnes vivant dans la toute grande précarité. Et si elles aussi rendaient leur tablier et vous disaient: "Tout travail mérite salaire? Mais alors donnez-moi un salaire pour la mission que je remplis"?

À un moment, vous devez contempler l'intégralité de la situation et vous rendre compte que des Belges donnent tout pour que ce pays reste un pays solidaire, où l'on ne laisse pas tomber les gens. C'est cette Belgique-là que je vois aujourd'hui et que vous êtes en train de laisser tomber!

Dans ce budget, certaines mesures sont qualifiées de "écofiscales". Elles pourraient être écologiques si elles étaient suivies de plans d'accompagnement, de *phasing-out* pour permettre aux gens d'emprunter le chemin qui est indiqué. Or ce que nous voyons dans vos tableaux budgétaires, ce sont des rentrées fiscales linéaires. Regardons, par exemple, les pesticides: 53 millions, 53 millions, 53 millions, 53 millions. Donc, il ne s'agit pas d'une politique écologique et de protection de la santé, étant donné que le but de ce gouvernement est de maintenir des rentrées fiscales égales sur des produits qui sont dangereux pour la santé, pour l'environnement et qui, avec les effets à long terme, coûtent à la sécurité sociale bien plus qu'ils ne rapportent à court terme. C'est ce que je reproche à votre vision supposément écologique. Pour le gaz, c'est la même chose: augmentation linéaire des rentrées fiscales jusqu'à 365 millions en 2029. Ce n'est pas cela, une politique écologique!

À votre place, je réinvestirais ces montants dans l'accompagnement des locataires qui se retrouveront piégés dans des logements qui sont des passoires énergétiques chauffées au gaz. En ville, c'est ainsi que cela se passe. Eh oui, malheureusement! Émeline habite dans un logement chauffé au gaz, sans aucune prise là-dessus, puisqu'elle est locataire. Dans cet immeuble, elle n'est pas propriétaire de la chaudière. Qu'allez-vous faire pour elle? Rien! Rien n'est prévu. Vous allez réinvestir cet argent dans des cadeaux fiscaux destinés aux plus riches ou bien dans les dépenses pour la Défense. Voilà ce qui va se passer! Vous auriez aussi pu penser à organiser un gel des loyers pour les locataires qui se chauffent au gaz. Vous pourriez également créer des plans de soutien massif à la rénovation, à l'isolation. Mais au lieu de ça, dans les régions, vous avez réduit ces aides. Vous auriez pu aussi mettre en place des plans d'isolation des logements sociaux.

Ce sont là toutes les choses que je ferais à votre place avec les montants que vous allez dégager, mais vous n'en ferez rien. Oui, chers collègues, une alternative est possible. Ce budget, c'est un choix politique, c'est votre choix politique, c'est un choix brutal, violent, méchant qui va diminuer la qualité de vie de la majorité de la population.

Ceux à qui vous aviez promis pendant la campagne que vous alliez améliorer les conditions de vie, vous allez les dégrader. Les Belges que je connais, ils sont joyeux, frondeurs, généreux. Ils sont débrouillards, humbles et courageux. Et je ne vous laisserai pas leur retirer le sel de la vie.

01.228 Oskar Seuntjens (Vooruit): We hebben de afgelopen uren gedebatteerd over één centrale vraag: is het begrotingsakkoord rechtvaardig. Iedereen is, hoop ik, ervan overtuigd dat er een inspanning moet worden geleverd. De vraag is of het rechtvaardig is wat we doen. Het Vlaams Belang zegt neen. De oppositie zegt neen. Zij vinden dat er te veel maatregelen zijn die de mensen pijn doen.

De waarheid is dat men de slechtste begroting van Europa niet kan oplossen met alleen gemakkelijke en simpele maatregelen. De regering heeft het aangedurfd om ook moeilijke maatregelen te nemen. Tegelijkertijd verdeelt ze de inspanningen eerlijk en vraagt ze ook van de sterkste schouders een bijdrage. In moeilijke tijden zorgt zij ervoor dat het nettoloon van de mensen stijgt. In moeilijke tijden behoudt zij de automatische indexering voor iedereen. In moeilijke tijden investeert zij boven op de index 4 miljard euro in de gezondheidszorg.

Het antwoord op de centrale vraag of het begrotingsakkoord rechtvaardig is, luidt dan ook ja. Daarom zal onze fractie de regering blijven steunen.

01.229 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer de premier, ik heb aandachtig naar uw antwoorden geluisterd. Ik moet echter vaststellen dat u zich, wanneer u inhoudelijk niet kunt antwoorden, tot persoonlijke aanvallen verlaagt. Dat zal ik nooit doen.

Stick to the facts. Wat is de essentie? In uw regeerakkoord beloofde u een tekort van 3 %. Die belofte hebt u verbroken. Daarvoor moest u 16,6 miljard euro realiseren, maar dat haalt u niet. Vervolgens hebt u de lat verlaagd naar 10 miljard euro. Collega's, zelfs die lat wordt niet gehaald, want die 10 miljard euro staat niet eens in uw tabel, de tabel die meer belastingverhogingen dan besparingen bevat.

De lijst met nieuwe belastingen is indrukwekkend. Ik som ze voor u op in alfabetische volgorde: de benzinetaks, de campingtaks, de concerttaks, de Deliverootaks, de dieseltaks, de erfgenamentaks, de festivaltaks, de fitnesstaks, de frituurtaks, de gastaks, de indextaks, de Kinepolistaks, de mazouttaks, de museumtaks, de nachtarbeidtaks, de pakketjestaks, de pensioentaks, de pesticidentaks, de pretparktaks, de R&D-taks en de zelfstandigentaks.

Wie u bijzonder hard treft, zijn onze zelfstandigen, ondernemers en kleine vennootschappen. Daarvan zijn er honderdduizenden. Het gaat om mensen die dag en nacht werken, die vroeg opstaan en alles geven voor hun zaak en hun klanten. Onder het mom van fraudebestrijding treft u hen ongemeen hard. U verhoogt de roerende voorheffing met 20 %. 20 %, beste collega's! Het valt mij op, mijnheer de premier, dat we daarover tijdens het debat verschillende keren vragen hebben gesteld en dat u daar nooit op hebt geantwoord, zelfs niet in uw repliek.

Ik zal u zeggen waarom. Dat is omdat u zich laat rollen door de socialisten en cd&v, die van alle ondernemers potentiële fraudeurs maken en van bijvoorbeeld dokters het beeld ophangen van ondernemers die aan de rand van hun zwembad zichzelf een minimumloon uitkeren.

Wij, liberalen hebben de vennootschapsbelasting verlaagd. We hebben die gehalveerd. Wij, liberalen hebben voor kleine vennootschappen de roerende voorheffing verlaagd naar 15 %. U verhoogt die. Dat is het verschil tussen een regering met of zonder de Vlaamse liberalen.

Uiteraard hebben we het nog niet gehad over de meerwaardetaks, die een echte stomp in de maag van de ondernemers is.

Collega's van de meerderheid, het grootste slachtoffer van uw keuzes zijn onze gepensioneerden, de mensen die hun hele leven keihard hebben gewerkt. Wij hebben voor hen gezorgd, want wij hebben het minimumpensioen substantieel verhoogd. Dat klopt. Wij hebben ook het pensioen van werknemers en zelfstandigen eindelijk gelijkgesteld.

Wat doet u? U pakt met uw pensioentaks geld af van mensen met een pensioen van amper 1.800 euro netto. Wat echter het ergste is, is dat u leefloontrekkers beter behandelt dan gepensioneerden. Leefloontrekkers krijgen namelijk 100 % van hun index. Zij krijgen een volledige index, terwijl

gepensioneerden slechts een halve index krijgen. Dat hadden wij nooit toegelaten.

We hebben het uitgerekend. Aan het einde van deze legislatuur zal de totale massa aan belastingverhogingen groter zijn dan wat u doet aan belastingverlagingen. Deze regering is er een van taks, taks, taks. Dit is geen hervormingsregering, het is een belastingregering.

Mijnheer de premier, u hebt gezegd dat als uw regering geen 10 miljard euro kan vinden, zij het niet waard is om te besturen. Op basis van uw eigen woorden laat u ons dus geen andere keuze dan deze regering het vertrouwen niet te geven.

01.230 Nawal Farih (cd&v): Ondanks het pessimisme van de oppositie schrijven we vandaag een hoopvol verhaal, een verhaal waarin we de koopkracht van mensen versterken door de fiscale hervorming. Ik herhaal het, tegen 2030 zal de werkende middenklasse gemiddeld 1.000 euro netto meer ontvangen. Van de sterkste schouders vragen we meer. We zullen fiscale en sociale fraude sterker bestrijden en beschermen de meest kwetsbaren in hun pensioen. Ziekteverloven en ouderschapsverlof zullen allemaal meetellen. Met minister Verlinden pakken we bovendien door op veiligheid, met maar liefst een miljard euro aan middelen om de strijd tegen straffeloosheid op te voeren.

We doen precies wat nodig is en het is belangrijk dat we met deze regering de lat hoog hebben gelegd. We voldoen aan de Europese vraag. We maken een oefening van 9,2 miljard euro zonder rekening te houden met de terugverdieneffecten. Tegelijkertijd bieden we hoop en perspectief aan de komende generaties. Hoewel veel debatten hier vaak gaan over het hier en nu, blijft het onze verdomde verantwoordelijkheid in dit Parlement om ook aan onze kinderen en kleinkinderen te denken.

01.231 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, je n'ai pas eu de réponse à une question pourtant simple et légitime, à savoir s'il s'agit du dernier round. Allez-vous vous "contenter" de ce déficit à 4,3 % annoncé en 2029 ou y aura-t-il, comme semble l'annoncer déjà le président du MR, d'autres rounds à venir? Tout porte à croire que oui, et dans ce cas-là, au moins, dites-le. Je suis désolé, ce n'est pas un détail dans la mesure où, quand on fait le compte, ce gouvernement a passé quasiment autant de temps à négocier et renégocier qu'à gouverner. C'est donc une question juste qui doit obtenir une réponse.

L'Arizona va-t-il continuer à devenir, oui ou non, une coalition instable, flottant de renégociations en crises telle une perpétuelle Vivaldi à fragmentation? Nous avons le droit de le savoir.

Par ailleurs, vous nous dites qu'on n'augmente pas la pression fiscale. Très bien, allez dire cela à l'horeca, aux entrepreneurs, aux friteries, aux petits cinémas, aux salles de sport, aux artistes, aux pensionnés. Et c'est là toute l'entourloupe. Vous faites payer ce que vous présentez comme une baisse globale par l'addition continue de victimes qui, elles, vont bel et bien souffrir.

En multipliant les injustices, vous semez le doute et l'incompréhension au sein de la population, en ce compris chez ceux qui ont voté pour vous. Résultat, votre gouvernement a désormais une image brouillonne et erratique.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, en 10 mois à peine, vous avez dilapidé le bien le plus précieux en politique, la confiance. Et c'est pourquoi cette confiance, je vous le confirme, je vous la refuse.

De **voorzitter**: Collega's, daarmee is het laatste woord in het debat gezegd en kan ik de vergadering van 27 november sluiten.

U vraagt het woord, mijnheer Van Quickenborne?

01.232 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik wil u van harte bedanken, voorzitter, voor de manier waarop u de debatten geleid hebt en voor het feit dat u ervoor gekozen hebt om ook vandaag nog een vergadering te organiseren. Wij waarderen dat ten zeerste als fractie.

Ook ben ik blij dat we vandaag allemaal samen de discipline aan de dag gelegd hebben om het debat op een fatsoenlijk uur te beëindigen.

Dank u, voorzitter, in naam van onze fractie, voor de werkregeling.

(Applaus)

(Applaudissements)

De **voorzitter**: Daar ik alle minuten heb uitgezeten, kan ik u meedelen dat, misschien tot verrassing van sommigen, er hier en daar wel een woordje herhaald is en dat er af en toe wel een vraag is gesteld waarvan ik meende ze al gehoord te hebben, maar ik denk dat we inderdaad de afspraak om rond 14 uur tot de stemming te kunnen overgaan, hebben kunnen handhaven.

Collega's, ik sluit dus formeel de vergadering van 27 november. Over enkele minuten start de vergadering van 28 november, die in eerste instantie zal bestaan uit de stemming over het vertrouwen in de regering. Naargelang het resultaat daarvan zullen we ons vervolgens over de agenda voor volgende week moeten uitspreken.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering vrijdag 28 november 2025 om 13.45 uur.

La séance est levée. Prochaine séance le vendredi 28 novembre 2025 à 13 h 45.

De vergadering wordt gesloten op vrijdag 28 november om 13.42 uur.

La séance est levée le vendredi 28 novembre à 13 h 42.

Dit verslag heeft geen bijlage.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.